



LUNDI 7 FÉVRIER 2022

ÉNERGIE : nous entrons actuellement dans une « spirale de la mort » énergétique. Et il n'y aura aucune « résurrection ».

- ▶ Les jours du jugement (Tim Watkins) p.3
- ▶ À l'aube de l'année 2022, rarement autant de menaces ont pesé sur l'économie mondiale (Jean-Michel Bezat) p.9
- ▶ Un vrai héros américain (James Howard Kunstler) p.11
- ▶ Augmentation des exportations de gaz naturel des États-Unis = hausse des prix aux États-Unis : Qui l'aurait cru ? (Kurt Cobb) p.13
- ▶ Marche à pied, ennui et créativité (Didier Mermin) p.13
- ▶ L'EXPLOITATION MINIÈRE DES FONDS MARINS : QU'EST-CE QUI POURRAIT MAL TOURNER ? (Kurt Cobb) p.14
- ▶ FOSSÉ ÉPISTÉMOLOGIQUE : COMMENT NOUS VIVONS DANS DEUX MONDES DE COMPRÉHENSION DIFFÉRENTS (KURT COBB) P.17
- ▶ Le pic des combustibles fossiles : aperçu du pic pétrolier, du pic du charbon et du pic du gaz naturel dans le monde (Alice Friedemann) p.20
- ▶ <Bonne réponse de l'auteur : aucun> HYDROGÈNE : QUEL AVENIR EN FRANCE ? p.29
- ▶ Une prison médiatique qui pousse à l'inaction (Biosphere) p.41
- ▶ COVID-19 : DÉLUGE DE NOUVELLES... (Patrick Reymond) p.46

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ La vérité derrière les mensonges économiques (Michael Snyder) p.48
- ▶ « Présidentielles. Le gros problème politique du POUVOIR d'ACHAT ! » (Charles Sannat) p.51
- ▶ « Les affligeants programmes économiques des candidats à la présidence ! » (Charles Sannat) p.55
- ▶ Le réveil de l'ours (Charles Hugh Smith) p.59
- ▶ La Fed a déclenché un désastre stagflationniste qui va frapper fort cette année (Brandon Smith) p.61
- ▶ Une nation peut-elle prospérer alors que ses institutions échouent ? (Charles Hugh Smith) p.65
- ▶ Le mythe de l'efficacité des services publics (Mises.org) p.67
- ▶ La France est désormais plus endettée que la Grèce (Guy de la Fortelle) p.72
- ▶ Mission accomplie pour la Fed (Bruno Bertez) p.76
- ▶ La chaîne d'approvisionnement, c'est l'économie (Jim Rickards) p.78
- ▶ La "croissance historique" de Biden n'existe pas (Daniel Lacalle) p.82
- ▶ Go Woke, Go Broke ! (Joel Bowman) p.84
- ▶ La nécessité de l'action humaine (Jeff Thomas) p.90
- ▶ La grande finale (Bill Bonner) p.93
- ▶ R.I.P. Fiat (Bill Bonner) p.96

▲ [RETOUR](#) ▲

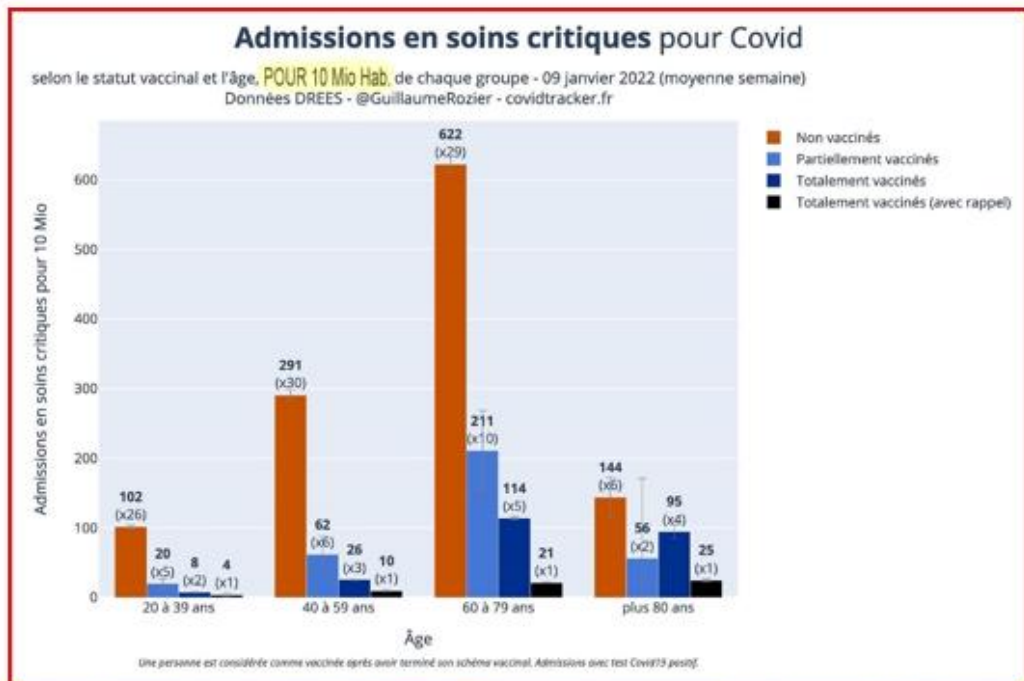
<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

AVERTISSEMENT DE JEAN-PIERRE : 1) Je ne crois jamais aux théories du complot, surtout si elles sont mondiales. 2) Je ne crois pas et je n'approuve pas tous les articles que je publie sur mon site internet. 3)

Par contre, ce que j'essai de combattre ce sont les « mensonges par omissions ». C'est ce que j'appelle de « la malhonnêteté intellectuelle ».

Pour un maximum d'objectivité, la pensée scientifique essaie toujours de présenter les contre-opinions ou des points de vue opposés dans leurs articles, ce que ne fait pas toujours (ou même rarement) les médias de masse.

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont **8284 décès**, **9 726 événements mettant la vie en danger**, **9 580 invalidités permanentes**, **363 anomalies congénitales ou malformations congénitales**, **38 818 hospitalisations**, **79 615 visites aux urgences** et **121 100 consultations chez le médecin**, attribués aux vaccins covid. Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



Pour les gens âgés de 60 à 79 ans non vaccinés les chances de se retrouver en soins critiques sont de... 0.00622% (622 pour 10 000 000).
Par contre, les chances que les vaccins leurs causes du tort sont de ??? %.



Les jours du jugement

Tim Watkins 4 février 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Voici quelque chose qui sera probablement universellement impopulaire : Le gouvernement ne devrait rien faire pour subventionner les prix de l'énergie. Je dis cela alors que l'on annonce aujourd'hui une augmentation d'environ 700 £ sur les factures annuelles. Et ce n'est que le début, car, comme le souligne Nils Pratley du Guardian, lorsque le plafond des prix sera à nouveau relevé en octobre, cela ajoutera 300 livres supplémentaires aux factures - juste à temps pour l'hiver prochain.

Pour être clair, je ne dis pas qu'il faut laisser des millions de ménages choisir entre le chauffage et la nourriture ; je fais simplement remarquer qu'il existe des moyens meilleurs et plus efficaces de réduire la pauvreté que de renflouer une industrie énergétique privée qui est victime de ses propres folies passées. Je suis plutôt d'accord avec Torsten Bell de la Resolution Foundation, qui a déclaré ce matin dans l'émission Today que la meilleure façon de lutter contre la pauvreté est d'augmenter le système d'allocations. Le rétablissement et l'augmentation de la réduction de 20 £ par semaine du crédit universel et du triple verrouillage des pensions seraient de loin le moyen le plus efficace de réduire la pauvreté énergétique.

L'aspect énergétique de la crise, cependant, nécessite une restructuration radicale qui va bien au-delà de tout ce que le gouvernement ou l'opposition sont actuellement prêts à accepter - notamment parce que les modèles économiques sur lesquels ils fonctionnent sont tellement en décalage avec le monde réel qu'ils ne parviennent même pas à comprendre le problème, et encore moins à proposer une solution viable.

Pourquoi le plafond énergétique a échoué

Le plafond énergétique imposé par l'État, qui fait aujourd'hui l'objet de l'attention des médias de l'establishment, a toujours été la mauvaise solution au mauvais problème. Comme je l'ai expliqué il y a quatre ans et demi :

"Le plafond énergétique finira par contrarier tout le monde et ne résoudra rien. En effet, si les accords de quasi-marché qui ont échoué constituent un irritant, ils ne sont pas la véritable cause du problème. Les mêmes dispositions étaient en place avant 2008, lorsque les plaintes concernant la surfacturation et le changement de fournisseur étaient limitées aux classes aisées. Ce n'est pas le système qui a changé, mais l'environnement opérationnel plus large.

"La dure réalité est la suivante : le coût de l'énergie augmente inexorablement. Le gaz bon marché de la mer du Nord, sur lequel la Grande-Bretagne a construit son infrastructure énergétique actuelle, a disparu. À sa place, on trouve des importations de gaz de plus en plus chères - ce que la fracturation des gisements de schiste britanniques, dont le coût est exorbitant, ne changera pas (en supposant qu'il y ait du gaz à récupérer). Les énergies renouvelables ne semblent bon marché que grâce au tour de passe-passe consistant à mesurer le coût par Kw/h au point de production (plutôt qu'au point d'utilisation). Aucun des coûts d'infrastructure et d'équilibrage n'est pris en compte, pas plus que les inefficacités et la durée de vie relativement faible (25-30 ans) des énergies renouvelables ne sont prises en compte dans les comparaisons avec les centrales au charbon, au gaz et nucléaires (qui durent 50 ou 60 ans). Néanmoins, avec la baisse de la disponibilité des combustibles fossiles et les problèmes de popularité du nucléaire, les énergies renouvelables vont devenir la partie la plus importante de notre mix énergétique, que nous puissions nous le permettre ou non.

"C'est là que les plafonds de prix imposés par les gouvernements tombent à l'eau. D'une manière ou d'une autre, l'infrastructure énergétique doit être construite et entretenue. En effet, si vous voulez l'énergie supplémentaire requise pour une économie en croissance, vous devez construire beaucoup plus de capacité énergétique. Quelqu'un doit payer pour cela. Et si nous nous en tenons à l'arrangement actuel de quasi-marché, ce quelqu'un, ce sont les investisseurs. Et rien n'éloigne plus rapidement les investisseurs privés d'une entreprise que les plafonds de prix imposés par l'État.

"L'autre aspect de notre situation est qu'à mesure que l'accès à une énergie bon marché disparaît, la productivité (qui n'est autre que l'utilisation de la technologie pour exploiter et concentrer des quantités croissantes d'énergie) chute comme une pierre. Le résultat est qu'il devient de plus en plus difficile de maintenir les profits dans les secteurs manufacturiers de haute technologie qui soutiennent finalement la valeur de la livre. Au lieu de cela, nous sommes de plus en plus nombreux à être dirigés vers des secteurs économiques faiblement rémunérés et généralement très manuels, où les employeurs utilisent des dispositifs tels que le travail à la chaîne et les contrats à durée indéterminée pour conserver leurs bénéfices.

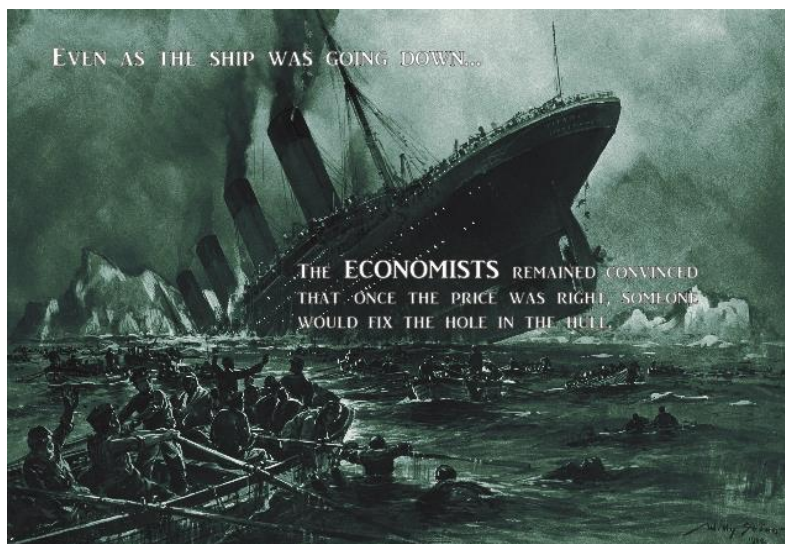
"La solution à ce problème est de trouver une nouvelle source d'énergie bon marché. Le problème - et c'est pourquoi nous sommes dans une situation difficile - est qu'il n'existe plus d'énergie bon marché. Nous sommes donc coincés avec la hausse des prix de l'énergie - qui se répercute sur l'inflation en général - alors même que les salaires baissent dans toute l'économie. Et il n'y a pas d'issue."

Une mauvaise économie

Ce qui se passe dans le domaine de l'énergie est la conséquence de notre foi aveugle dans une doctrine économique qui n'a pratiquement rien en commun avec le monde réel. En outre, les théories économiques alternatives et contradictoires ont été systématiquement et délibérément exclues du courant dominant.

Mais la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui révèle **trois défauts fondamentaux de la pensée économique dominante**, qui reviennent nous hanter.

La première d'entre elles est la croyance en une **"substituabilité infinie"**. Il s'agit d'une idée centrale de l'économie conventionnelle, qui soutient que si un intrant externe à l'économie se fait rare ou cesse d'exister, la hausse des prix entraînera l'utilisation d'alternatives. Et lorsque ces alternatives atteignent une masse critique, leur prix diminue en conséquence. Ainsi, toute augmentation de prix du côté de l'offre, c'est-à-dire du côté des coûts, est toujours temporaire. Le problème avec cet article de foi est qu'il n'y a pas d'"extérieur". Et dans un système fermé contenant des ressources finies, certaines pénuries ne peuvent être résolues... quelle que soit la somme d'argent que vous êtes prêt à offrir :



Même si le bateau est en train de sombrer... les économistes demeurent convaincu que lorsque les prix augmentent nous pouvons encore réparer le trou dans la coque.

Dans les théories économiques écrites à une époque où la population de la Terre était inférieure à deux milliards d'habitants et où la plupart des pays du monde restaient à développer, il était possible de considérer l'énergie comme infinie. Mais à mesure que nous approchons des huit milliards d'âmes dont les gouvernements sont déterminés à rattraper les niveaux de vie occidentaux qui dépassent déjà la capacité de charge de la planète, les réalités des ressources limitées - et, en fait, la capacité de la planète à faire face à nos déchets - sont de plus en plus visibles.

La deuxième faille est la croyance que l'énergie n'est qu'un autre intrant économique bon marché. Jusqu'à récemment, l'essence et le diesel coûtaient moins cher au litre que le Coca-Cola. Mais c'est uniquement parce que nous payons le montant qu'il coûte à produire plutôt que la valeur massive que nous en tirons. À titre d'exemple, imaginez que vous deviez pousser votre voiture sur une route de 11 km. Combien de temps cela vous prendrait-il ? Quelques jours ? Peut-être une semaine ? Peut-être plus ? Un litre d'essence vous permettra, à vous et à votre voiture, de parcourir ces sept miles en sept minutes seulement... c'est une mesure de la valeur que nous tirons d'un carburant qui, même aujourd'hui, coûte moins de 1,50 £.

Rien de ce qui se passe dans l'économie ne se fait sans une dépense d'énergie, et toute énergie a un coût énergétique. Même une source faible, comme l'utilisation de voiles ou de pales pour capter et concentrer l'énergie éolienne diffuse, a un coût énorme de construction, de transport, de déploiement et d'entretien du dispositif de collecte de l'énergie. Les sources d'énergie encore plus faibles, comme la force de travail animale ou humaine, s'accompagnent de coûts supplémentaires de logement, d'habillement et d'alimentation. Et l'extraction de sources d'énergie solides, comme les combustibles fossiles, a un coût énergétique exorbitant en termes de forage, de raffinage et de transport. Néanmoins, en raison de la valeur énergétique dérivée du charbon, du gaz et - surtout - du pétrole, l'énergie utilisée pour obtenir de l'énergie en vaut la peine.

La grande complexité de l'économie mondiale moderne, y compris les niveaux obscènes d'inégalité qui permettent à une poignée de milliardaires de posséder autant de richesse nominale que la moitié inférieure de la population humaine, n'existe que grâce à l'explosion de la valeur libérée par la consommation de combustibles fossiles.

La troisième faille se trouve dans la "**courbe de Phillips**" - la croyance que l'inflation et le chômage ont une relation stable et inverse. Comme cela arrive souvent en économie, cette idée est utilisée pour justifier des politiques qui favorisent les riches au détriment des pauvres, car dans la pratique, elle justifie la création d'un chômage de masse - via des hausses de taux d'intérêt, des augmentations d'impôts et des réductions de dépenses publiques - afin de stabiliser les prix. Il va sans dire que l'augmentation des prix par les coûts résultant des pénuries mondiales d'énergie et des chaînes d'approvisionnement perturbées n'a absolument rien à voir avec le niveau de chômage au Royaume-Uni. Mais cela n'empêchera probablement pas les gouvernements et les banques centrales de chercher à générer du chômage afin de freiner suffisamment la demande pour que les prix baissent à nouveau.

Cela a semblé fonctionner au début des années 1980, lorsque des augmentations massives des taux d'intérêt et la limitation de l'impression de monnaie ont entraîné la perte de cinq millions d'emplois en l'espace de deux ans seulement au Royaume-Uni. L'inflation a baissé et l'économie s'est redressée à la fin de la décennie. Mais c'est l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord, en Alaska et dans le golfe du Mexique qui a permis de sortir l'économie du marasme - et si nous n'avions pas sacrifié notre base manufacturière sur l'autel d'une doctrine économique qui n'avait pas encore fait ses preuves, nous aurions peut-être été mieux placés pour profiter du boom basé sur l'endettement lorsqu'il est enfin arrivé.

À mesure que l'exergie dont nous disposons diminue, c'est la complexité technologique - en particulier dans les secteurs de l'économie qui génèrent des activités sans valeur - plutôt que l'emploi qui devra disparaître. En fait, ce processus avait déjà commencé au lendemain du krach de 2008, mais il va s'accélérer considérablement

maintenant que la valeur que nous pouvons générer diminue rapidement.

Infliger davantage de chômage à ce stade non seulement affaiblit l'économie à un moment où nous devons investir l'énergie et les ressources qui nous restent pour la rendre résiliente, mais cela risque également de provoquer **des troubles politiques d'une ampleur jamais vue depuis la première moitié du vingtième siècle.** Comme je l'ai dit à de nombreuses reprises, si vous pensez que le Brexit et Donald Trump étaient mauvais, vous n'allez vraiment pas aimer ce qui va suivre.

De fausses solutions

La réponse actuelle, réflexe, du gouvernement et de la Banque d'Angleterre fait ces trois erreurs. La "remise" de 200 £ - en réalité un paiement différé - sur les factures d'énergie de 2022 repose sur l'hypothèse d'une substituabilité infinie. Puisque les prix sont élevés aujourd'hui, des personnes intelligentes, ailleurs, trouveront un moyen d'obtenir de nouveaux approvisionnements en gaz bon marché (qui n'existent pas dans le monde réel) ou trouveront une alternative (comme l'hydrogène qui, dans le monde réel, est un dérivé coûteux du gaz qu'il est censé remplacer).

Le résultat le plus probable est que le prix du gaz - en particulier en automne et en hiver - continuera à augmenter, de sorte que les 50 £ de remboursement du prêt de 200 £ devront être ajoutées à des prix du gaz encore plus élevés... dans ce cas, il vaudrait mieux serrer les dents et payer les 200 £ - ou, de façon plus réaliste, trouver des moyens de réduire la consommation d'énergie de 200 £ - immédiatement.

La décision de la Banque d'Angleterre de relever les taux d'intérêt, soi-disant pour lutter contre l'inflation, est destinée à générer suffisamment de chômage pour surmonter le niveau élevé actuel des offres d'emploi (principalement à Londres), dont elle suppose qu'elles font grimper les salaires. Mais aucune des conditions qui ont créé la spirale salaires-prix des années 1970 - syndicats puissants, filets de sécurité sociale généreux, économies nationales réglementées, etc. - n'est présente aujourd'hui. En outre, la banque centrale ignore l'impact que les prix élevés et croissants de l'énergie ont déjà sur l'économie au sens large. Il ne s'agit pas non plus uniquement de gaz et d'électricité. Alors que les médias de l'establishment ont été distraits par les fêtes de Noël de Downing Street, le prix du Brent - le prix international du pétrole - a augmenté pour atteindre environ 90 £ par baril. **L'Agence internationale de l'énergie a revu à la baisse ses prévisions concernant les réserves mondiales de pétrole - nous connaissons une pénurie d'approvisionnement similaire à celle du gaz - et plusieurs banques d'investissement prévoient que le prix du pétrole atteindra au moins 100 £ le baril cette année, tandis que certains spéculateurs parient sur une hausse à 200 \$ le baril dans un avenir proche.**

Ce n'est pas seulement le pétrole - et les carburants et produits dérivés - qui va coûter plus cher, mais aussi tous les biens et services qui dépendent de ces carburants et produits pour leur production, leur transport, leur fourniture et leur entretien. La Banque d'Angleterre part du principe que ces augmentations de coûts seront répercutées sur les consommateurs sous forme de hausses de prix, et que celles-ci seront abordables car les salaires augmenteront en conséquence. Il s'ensuit que les salaires doivent être maintenus à un bas niveau, et donc que le coût de l'argent - le taux d'intérêt de base - doit augmenter pour obliger les travailleurs à se contenter de moins ou à être licenciés.

Dans le monde réel - où les marchés boursiers et obligataires que la banque centrale a maintenus artificiellement gonflés sont vulnérables à un effondrement déflationniste soudain - la hausse du coût de l'énergie - qui est essentielle à chaque processus de l'économie - aura un impact déflationniste bien plus important que les maigres hausses de taux qui peuvent être mises en œuvre sans déclencher une nouvelle crise de défaut de paiement de la dette comme en 2008. Quoi qu'il en soit, il est insensé que la banque centrale tente de retirer la monnaie de la circulation au moment même où le chancelier jette l'argent par les fenêtres comme un marin ivre. **Il faut choisir entre l'inflation et la déflation, car on ne peut pas avoir les deux.**

Que pouvons-nous faire ?

La crise actuelle n'est pas un épisode temporaire post-pandémique, c'est la dernière étape d'une "**spirale de la mort énergétique**" qui s'accélère depuis plus d'une décennie :

- Les coûts de l'énergie augmentent en raison de la reconstruction et de l'expansion des infrastructures et de la hausse du prix du carburant.
- Les compagnies d'énergie augmentent leurs prix en conséquence.
- Les entreprises et les consommateurs aisés profitent des subventions à l'énergie verte pour transférer une partie de leur consommation hors réseau.
- Les consommateurs plus pauvres et les entreprises à court d'argent réduisent leur consommation d'énergie.
- Les coûts d'exploitation, d'entretien et d'expansion de l'infrastructure du réseau sont supportés par un nombre réduit de clients, ce qui entraîne une perte de masse critique.
- Les compagnies d'énergie augmentent à nouveau les prix...

Le processus se poursuit ainsi jusqu'à la perte de la masse critique - trop peu de clients devant payer une part trop importante des coûts du système - et l'implosion du système. Les entreprises d'énergie font faillite et les entreprises restantes se retournent vers l'État pour financer leurs pertes par une combinaison d'allègements fiscaux, de subventions et d'aides (y compris une aide supplémentaire aux clients).

Lorsque la spirale de la mort était uniquement la conséquence des tentatives coûteuses de modifier le système pour l'adapter aux technologies de production d'énergie renouvelable non renouvelable (NRREHT), alors même que des millions de clients subissaient la baisse des salaires réels et les coupes d'austérité, un carburant relativement bon marché pouvait atténuer le problème. Mais aujourd'hui, c'est le carburant lui-même qui ajoute à la pression des coûts, poussant des millions de ménages et d'entreprises à chercher des moyens de réduire leur consommation. Et si, comme cela semble probable, le coût du carburant continue à augmenter, nous finirons par perdre l'une des grandes entreprises énergétiques verticalement intégrées. Après quoi, le système tout entier risque de s'effondrer.

Bien entendu, la responsabilité de cette situation difficile incombe en grande partie aux gouvernements de toutes les couleurs et de toutes les croyances de ces trois dernières décennies. Les solutions rapides basées sur l'opportunisme politique ont empêché une planification sérieuse à long terme pour le jour où la production de pétrole et de gaz de la mer du Nord <et du monde entier> a atteint son maximum - en 1999 <2018>. Et même lorsque, en 2005, le Royaume-Uni est devenu un importateur net de pétrole et de gaz - par coïncidence, l'année où la production mondiale de pétrole conventionnel a atteint son maximum - les gouvernements ont refusé de reconnaître que la Grande-Bretagne était confrontée à une crise énergétique imminente à laquelle elle était mal équipée pour faire face. **La pensée magique a pris la place de la planification stratégique**, avec pour résultat que nous sommes - et deviendrons toujours plus - dépendants des importations de gaz pour faire tourner notre économie et éviter que nos ménages ne grelottent dans le noir.

En 2017, Greg Clarke, alors nouveau secrétaire d'État aux affaires, a tenté un examen du système énergétique en vue de le moderniser pour faire face au déclin de la mer du Nord - qui avait chuté de 60 % par rapport à son pic de 1999. Son examinateur, Dieter Helm, a produit un rapport très critique, qui a abouti à des conclusions déplaisantes :

"Il n'est pas particulièrement difficile de définir ce à quoi pourrait ressembler un système énergétique efficace répondant au double objectif des objectifs en matière de changement climatique et de sécurité de l'approvisionnement. Il resterait toutefois une contrainte contraignante : la volonté et la capacité de payer pour ce système. Les ressources disponibles doivent être suffisantes et, dans une démocratie, il doit y avoir une majorité qui soit à la fois disposée à payer et à forcer la population dans son ensemble à payer. Cette contrainte a figuré en bonne place lors des trois dernières élections générales, et elle n'a pas disparu." (c'est moi qui souligne)

Helm - un défenseur du NRREHTs - a appelé à une réforme en profondeur pour réparer les dommages causés au secteur de l'énergie par trente ans de solutions politiques rapides :

"Suite à la réforme du marché de l'électricité (EMR), le gouvernement détermine aujourd'hui le niveau et le mix de production à un degré jamais vu depuis que ceux-ci ont été déterminés par les industries nationalisées - notamment le Central Electricity Generating Board (CEGB). La prise de décision en matière d'investissement a été effectivement quasi-renationalisée. C'est une conséquence directe de la DME. Le gouvernement, et non le client, est devenu le client".

La solution de M. Helm est un marché beaucoup plus privatisé et déréglementé dans lequel le coût réel de la production d'énergie serait rendu transparent en insistant pour que les compagnies d'énergie fournissent une électricité ferme 24/7/365 avec les coûts de l'intermittence intégrés :

"Ce serait un changement radical, mais il aurait de nombreux avantages. Il s'agit notamment de

- *établir via le marché les coûts complets des subventions ;*
- *encourager les marchés secondaires de la flexibilité, de l'approvisionnement de secours, du stockage et d'autres moyens de gérer l'intermittence dans le cadre du marché de gros plus large de l'énergie seule ;*
- *éliminer les éléments de "sélection des gagnants" ainsi que le lobbying et la captation associés ;*
- *réduire et simplifier radicalement les multiples interventions politiques et réglementations".*

C'était beaucoup trop pour un gouvernement qui ployait sous la pression du Brexit, et qui était sous pression pour maintenir les prix de l'énergie à un niveau bas - c'est pourquoi nous avons obtenu une autre solution politique rapide sous la forme du plafonnement des prix de l'énergie. Quoi qu'il en soit, notre dépendance à l'égard du gaz importé coûteux pour compenser l'intermittence d'un déploiement trop important d'éoliennes, alors qu'aucune solution de secours réaliste n'a été inventée, est une cause majeure des augmentations actuelles du prix de l'électricité.

Il aurait été bien plus judicieux de prendre le taureau par les cornes pour réformer le secteur de l'énergie dans les années qui ont précédé l'arrivée de la crise prévisible. Au lieu de cela, nous allons devoir **réformer le système alors même qu'il s'effondre**. Pour l'instant, bien sûr, on nous proposera des solutions rapides plus politiques, comme les paiements différés de Rishi Sunak et les réductions de la taxe d'habitation. Mais en fin de compte, **nous devons simplifier le système si nous voulons garder les lumières allumées et l'économie en marche**. Et, pour le meilleur ou pour le pire, la manière la plus simple de s'engager dans ce processus est de renationaliser l'énergie plutôt que de gaspiller de l'argent pour renflouer des entreprises énergétiques qui sont de toute façon vouées à la faillite. Comme je l'ai soutenu lorsque le plafond énergétique a été mis en place :

"Sans une énergie bon marché, notre destin est définitivement scellé. Il existe cependant un moyen de retarder la spirale du déclin. Il s'agit d'accepter que l'expérience du quasi-marché a échoué. Les entreprises énergétiques elles-mêmes affirment qu'elles sont prises dans une "spirale de la mort". C'est maintenant - alors que nous avons encore une marge de manœuvre - qu'il faut leur donner une balle de pitié.

"En raison de la corruption du système (dans lequel les clients sont obligés de subventionner les investisseurs et le coût réel des différentes formes de production est caché), nous avons désespérément besoin de tout ramener sous un même toit. Qu'il s'agisse d'une entreprise entièrement publique (recréant l'ancien Central Electricity Generating Board) ou d'une sorte de partenariat public/privé est de moindre importance. Ce qui compte, c'est que les coûts soient transparents et que les décisions d'investissement soient rationnelles. Car si, comme cela semble être le cas, les énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire ne peuvent fonctionner qu'avec du gaz, du charbon et du nucléaire en charge de base, ou avec un stockage extrêmement coûteux, alors nous devons tous le savoir et prendre nos décisions en

conséquence. Dans un contexte de pénurie d'énergie, nous devons obtenir le meilleur retour sur investissement énergétique possible."

Il va sans dire que nous avons autant de chances d'obtenir d'un gouvernement conservateur qu'il renationalise l'énergie que d'obtenir de l'électricité d'une éolienne lorsque le vent ne souffle pas. Et malheureusement, le parti travailliste de l'opposition est trop timide pour envisager quoi que ce soit de plus radical qu'une réduction de la TVA et un impôt unique - qui sera évité - sur les bénéfices des entreprises énergétiques...

C'est pourquoi - entre autres choses - je me suis acheté un sac de couchage adapté à l'Arctique l'automne dernier - je vous conseille à tous de faire de même.

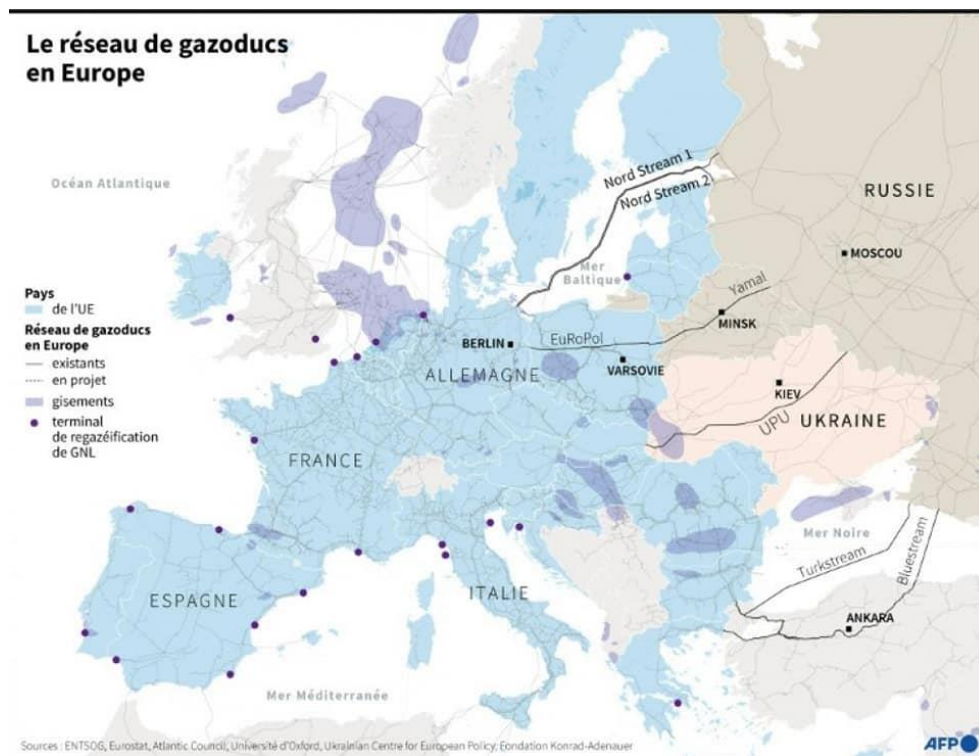
▲ RETOUR ▲

« À l'aube de l'année 2022, rarement autant de menaces ont pesé sur l'économie mondiale »

Chronique de Jean-Michel Bezat, parue dans Le Monde le 31 janvier 2022

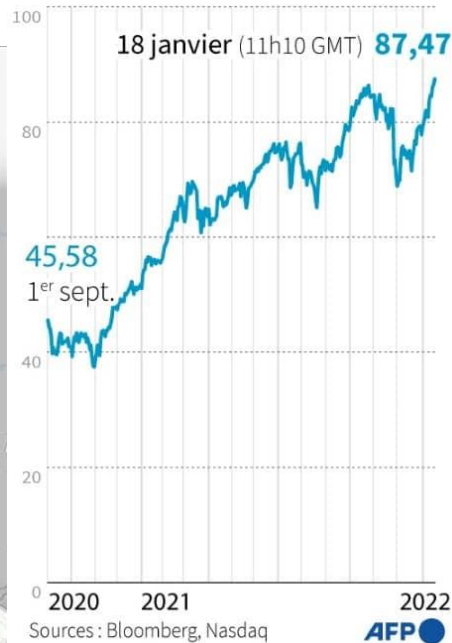
<https://www.lemonde.fr/.../a-l-aube-de-l-annee-2022...>

Le Monde



Prix du pétrole

Prix du baril de Brent en dollars



Alerte rouge sur l'approvisionnement du monde, depuis les champs d'hydrocarbures et les mines jusqu'aux usines et aux consommateurs !

A l'aube de l'année 2022, rarement autant de menaces ont pesé sur l'économie mondiale : tensions géopolitiques, déséquilibres entre l'offre et la demande de matières premières et de composants, goulots d'étranglement dans le transport maritime et les ports. Pétrole et gaz, cobalt, lithium, nickel, cuivre et terres rares, microprocesseurs et porte-conteneurs sont devenus rares et chers. Tout alimente l'inflation et déstabilise les acteurs économiques.

En Europe, l'inquiétude immédiate se focalise sur l'énergie. Sa facture s'élèvera à 1 000 milliards d'euros cette année, deux fois plus qu'en 2019, a calculé la banque JPMorgan Chase. « **Mais si la Russie envahissait l'Ukraine, le baril de pétrole exploserait le plafond, et il y aurait une pénurie de gaz à prévoir en Europe** », alors qu'il a coûté quatre fois plus cher en 2021 qu'en 2020, a prévenu l'économiste Philippe Chalmin en présentant, jeudi 27 janvier, son rapport « CycloPe », baromètre annuel des marchés mondiaux des matières premières.

Le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, dramatise. **L'Union européenne subit « un choc gazier comparable au choc pétrolier de 1973 »**, qui a entraîné une flambée sans précédent des prix de l'électricité. De la métallurgie à la chimie, des pans entiers de l'industrie ont dû réduire leur production pour ne pas perdre d'argent et limiter des surcoûts qui se répercuteront sur le prix des voitures ou des denrées alimentaires.

Escalade perdant-perdant

La menace sur l'or noir est aussi inquiétante – sauf pour les partisans d'une sortie accélérée des énergies fossiles. Le baril pourrait passer rapidement de 90 à 100 dollars (de 80 à 90 euros) – et même à 120 dollars en cas de guerre russo-ukrainienne. Diaboliser la Russie et ses alliés de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole est facile. Les oilmen américains ne sont pas pressés de pomper davantage de brut. Surtout, le secteur a tellement taillé dans ses dépenses d'exploration-production, divisées par deux depuis le pic de 2014 (720 milliards d'euros), que les capacités excédentaires ont fondu, alors que la demande a retrouvé son niveau pré-Covid et qu'elle augmentera jusqu'en 2030.

Au-delà du pétrole et du gaz, une aventure militaire de Vladimir Poutine en Ukraine déstabiliserait le marché de

métaux comme l'aluminium, le nickel ou le palladium – soit que les Etats-Unis et l'Europe lui interdisent de les écouler à l'étranger, soit qu'il suspende ses exportations par mesure de rétorsion. Une escalade perdant-perdant puisqu'elle priverait la Russie de devises et ses clients de produits vitaux pour se débarrasser du charbon, du pétrole et du gaz dans les transports et la production d'électricité.

Jamais l'enjeu de souveraineté en amont de la chaîne industrielle, abordé au conseil européen des ministres de l'industrie réuni lundi 31 janvier, à Lens (Nord), n'a été aussi crucial. « La transition énergétique va engendrer un basculement d'une économie reposant sur les hydrocarbures vers une économie reposant sur les métaux, dont l'approvisionnement sera critique », prévient Philippe Varin, ex-patron de PSA et de France Industrie, dans un rapport remis au gouvernement mi-janvier.

Le risque n'est pas seulement politique. Car, à l'exception de crises aiguës comme l'embargo pétrolier des pays arabes en 1973 ou l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, les conflits de faible intensité (guerre du gaz russo-ukrainienne de 2009, programme nucléaire iranien...) n'ont pas conduit à des ruptures d'approvisionnement. La menace vient désormais de la conjonction inédite de plusieurs facteurs : tensions géopolitiques ; dysfonctionnement des marchés, comme celui de l'électricité ; rupture des chaînes logistiques ; insuffisantes production de microprocesseurs, dont le « Chips Act » européen prévoit le quadruplement dans les dix ans.

L'Europe dépendante

Et de la concentration géographique de minerais stratégiques. Ainsi la Chine produit-elle la quasi-totalité des aimants de terres rares, agitant de temps à autre le spectre d'un arrêt des exportations de ces éléments irremplaçables dans les énergies renouvelables, l'automobile, l'aéronautique et la défense. La République démocratique du Congo extrait 70 % du cobalt. L'essentiel du lithium provient d'Australie, du Chili et de Chine... L'Europe peut-elle rester dépendante à 98 % des importations de métaux nécessaires à sa transition énergétique ?

La stratégie zéro carbone des pays industrialisés multipliera les besoins par cinq, dix ou vingt à l'horizon 2050, suivant les minerais, a prévenu l'Agence internationale de l'énergie. « Le décalage est imminent entre les ambitions climatiques et la disponibilité de minerais critiques indispensables pour les concrétiser », alerte son directeur, Fatih Birol. « Les deux technologies les plus à risque pour les filières industrielles sont celles des aimants et des batteries », illustre M. Varin, inquiet de la fourniture des **quarante gigafactories prévues en Europe d'ici à 2030**.

Que faire quand les Européens veulent des voitures et des énergies propres, mais pas de mines ? En Serbie, les habitants de la vallée de Jadar viennent d'arracher à Belgrade l'abandon d'un projet de mine de lithium qui aurait permis la fabrication de 1 million de voitures électriques. Le « rapport Varin » prend acte de ce syndrome « pas dans mon jardin » et privilégie les contrats à long terme avec les pays miniers. L'Etat va aussi doter un fonds de 1 milliard pour prendre des parts dans des mines et des outils de rafnage « risqués et très importants ». En attendant le recyclage à grande échelle, que certains voient comme un eldorado minier de substitution sur le Vieux Continent. L'Union européenne est sortie d'une longue léthargie en lançant une Alliance des matières premières, notamment chargée d'« investir dans des technologies qui réutilisent les ressources ». Sans trop d'illusion sur ses capacités à rattraper la Chine, qui a pris vingt ans d'avance."

(post de Vincent Roux)

▲ [RETOUR](#) ▲

.Un vrai héros américain

Par James Howard Kunstler – Le 24 janvier 2022 – Source kunstler.com



Le Saker Francophone

Le chaos du monde ne naît pas de l'âme des peuples, des races ou des religions, mais de l'insatiable appétit des puissants. Les humbles veillent.



Vous vous interrogez sur le comportement étrangement vide d'Erin Burnett, qui présente le journal de 19 heures sur CNN ? Moi aussi. C'est une sorte de vide effrayant, comme ce que les soldats du Vietnam appelaient *le regard perdu*, indiquant leur implication coupable dans une entreprise moralement odieuse. Bien sûr, il faut suivre CNN pour discerner quelles sont les nouvelles conneries que le régime au pouvoir sert chaque jour dans sa table de cuisson de la perfidie et de la mauvaise foi. La dame déteste-t-elle à ce point son travail ? Ou bien ce visage de [farbissineur](#) ne signifie-t-il qu'un mépris latent pour le public de déplorables vieillards qui reçoivent ces conneries par l'intermédiaire de leurs pitoyables plateaux télévisés d'[Ensure](#) et de [Froot Loops](#) ? Ou peut-être qu'un Donald Trump miniature vit dans sa tête, vêtu d'un petit costume de diable rouge avec des cornes, et poignardant ses lobes pariétaux avec sa minuscule fourche ?

Étant donné que Mme Burnett est le porte-parole des médias d'information progressistes et éveillés dans le créneau le plus important de la soirée, ce visage grimaçant ne représente-t-il pas le manque de joie particulier de la gauche politique, un mouvement imprégné d'une sorte de honte spéciale induite par l'incapacité irritante de ses idées à correspondre à la réalité ? Il s'agit de l'insouciance de personnes trop profondément ancrées dans l'anomie pour trouver du plaisir dans leur propre sadisme. Ainsi, le soupçon d'indignation ennuyée : *comment osez-vous ne pas croire les conneries que je délivre au nom de vos supérieurs... qui savent ce qui est bon pour vous ?*

Ou peut-être que la fille est juste [sous sédatif](#).

Quoi qu'il en soit, rien ne sert de meilleur baromètre de l'état des choses dans la lutte pour le destin de ce pays torturé que le minois renfrogné d'Erin Burnett. Et où va ce pays ? Je vais vous le dire : tout droit vers un passage sombre de la plus profonde discorde politique, un cauchemar historique de perte et de mort provoqué, semble-t-il, délibérément, par les responsables. Ils sont découverts, et le fait qu'ils restent aux commandes fait planer un danger de plus en plus évident sur toutes les personnes concernées, à mesure que la vérité de leurs crimes émerge.

Dimanche, lors de la Marche contre les obligations vaccinales dans la capitale de notre nation, la résistance à la tyrannie du vaccin Covid s'est exprimée, avec une éloquence plus claire que celle de Bobby Kennedy :

Nous aimons la Constitution des États-Unis. Et nous avons assisté au cours des 20 derniers mois à un coup d'État contre la démocratie et à la démolition, la démolition contrôlée de la Constitution des États-Unis et de la Déclaration des droits. Et en commençant par la censure. James Madison, John Adams, Thomas Jefferson ont tous dit la même chose : nous avons mis la liberté d'expression dans le premier amendement parce que tous les autres droits que nous essayions de protéger reposaient sur ce droit. Si vous donnez au gouvernement la licence de faire taire ses critiques, vous lui donnez la capacité de commettre toutes les atrocités qu'il souhaite et d'effacer tous les amendements et les droits de la Constitution.

Le message est en train de passer et les tyrans ont peur. Ils font peut-être de mauvais rêves avec des torches et des fourches. Naturellement, CNN a pris l'initiative de tenter de diffamer M. Kennedy en le traitant d'antisémite pour

avoir mentionné le nom d'Anne Frank en faisant allusion à la folie nazie du siècle dernier et aux efforts désespérés des gens pour y échapper. Selon CNN :

Le fils de l'ancien procureur général et candidat à la présidence Robert F. Kennedy a un long passé de diffusion de fausses informations sur les vaccins..... Lors de l'événement de dimanche, présenté comme une protestation contre les vaccins obligatoires, des orateurs ont diffusé à plusieurs reprises des informations erronées sur les vaccins et ont fait plusieurs comparaisons fanatiques avec l'Holocauste. On a vu au moins un homme arborer une étoile de David jaune, que les Juifs étaient tenus par la loi de porter pour s'identifier dans l'Allemagne nazie.

Donc, porter une étoile de David fait maintenant de vous un insurrectionnel dans la logique tordue des Éveillés. Comme ils sont stupides et confus ! De toute façon, les héros émergent de l'adversité. Laissez-les en rajouter, en insultant l'histoire et la réalité. En fait, Bobby Kennedy s'est tenu dans le froid au Lincoln Memorial comme une figure héroïque de ces temps-ci, en donnant un discours qui a soigneusement et succinctement dénoncé la stupéfiante criminalité de la bureaucratie de la santé publique américaine et le partenariat fasciste entre les entreprises et le gouvernement avec Pharma Inc. qui a empoisonné des centaines de millions d'Américains dans une expérience médicale qui a seulement commencé à tuer probablement plus de personnes que les nazis n'ont jamais rêvé d'en assassiner. Il n'y a jamais eu de déclaration publique plus importante dans ce pays que celle de RFK Jr., depuis le début de ce siècle.

Pendant ce temps, la tyrannie Covid s'effondre en Occident. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a jeté à la poubelle la semaine dernière l'ensemble du programme de restriction Covid de son pays, la vérité sur l'échec des vaccins et ses conséquences étant devenue incontournable. La République tchèque et l'Irlande ont suivi. La France a fait savoir qu'elle comptait lever ses restrictions en février. Pour l'instant, l'Allemagne et l'Autriche restent enfermées dans leur névrose d'obéissance teutonne, mais combien de temps cela peut-il encore durer ? Ou bien cela va-t-il finalement faire éclater l'UE ? De grandes manifestations de rue ont également secoué les villes européennes dimanche. Les vaccins ont perdu leur crédibilité en tant que totems sacrés contre l'accélération du chaos dans les nations avancées du monde, qui risquent de perdre les progrès en matière de prospérité, de confort et de commodité dont elles ont bénéficié pendant les siècles de surabondance énergétique.

Ce qui nous attend maintenant, c'est le chaos sur les marchés financiers, le système bancaire et les monnaies nationales ; en cours au moment même où vous lisez ces lignes. Il ne suffit pas que les peuples de la civilisation occidentale aient été malmenés par un assaut artificiel contre leur santé physique ; maintenant ils vont se voir ruinés et affamés. Peut-être même que les monstres d'imbécillité qui se cachent derrière le président « Joe Biden » peuvent concocter une guerre hypersonique à l'échelle mondiale contre un pays dont l'intérêt national est quasi nul, juste pour que tout soit parfait. J'ai hâte de voir la tête d'Erin Burnett quand l'histoire du futur se déroulera.

▲ [RETOUR](#) ▲

Augmentation des exportations de gaz naturel des États-Unis = hausse des prix aux États-Unis : Qui l'aurait cru ?

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights le 6 février 2022

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Peu de gens ont remarqué lorsque les journalistes spécialisés dans l'énergie ont écrit, début janvier, que les États-Unis étaient devenus le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL). Aujourd'hui, un groupe de sénateurs américains l'a remarqué et affirme que ces exportations pourraient entraîner une hausse des coûts de chauffage et d'électricité pour leurs électeurs. Dans une lettre adressée au secrétaire d'État à l'énergie, ils lui demandent "de procéder à un examen des exportations de GNL et de leur incidence sur les prix intérieurs et l'intérêt public, et d'élaborer un plan visant à garantir que le gaz naturel reste abordable pour les ménages américains".

Qui aurait pu savoir que l'exportation de gaz naturel depuis les gisements américains ferait augmenter les prix du gaz naturel dans le pays ? Eh bien, l'industrie du gaz naturel le savait certainement. Au cours de la dernière décennie, l'industrie a souffert de la faiblesse persistante des prix alors qu'elle surproduisait continuellement du gaz sur un marché intérieur inondé.

Elle a fait pression et a réussi à assouplir les règles relatives aux exportations en général et à accélérer l'approbation de nouvelles cargaisons et installations d'exportation. Le ministère américain de l'Énergie exerce toujours un contrôle de facto sur la plupart des exportations de gaz naturel. Mais la politique de ces cinq dernières années a été d'aider et d'encourager l'expansion de ces exportations.

L'industrie a toujours affirmé qu'il y aurait beaucoup de gaz à exporter en raison de la croissance extraordinaire de la production de gaz à partir de gisements de schiste profonds que les nouvelles technologies permettent désormais d'extraire. La "révolution du gaz de schiste", qui s'est produite au début de la dernière décennie, annonçait une ère d'approvisionnement abondant et bon marché, si abondant, en fait, que l'Amérique deviendrait un exportateur majeur.

Mais la révolution semble s'être arrêtée, car la production américaine de gaz naturel commercialisé a atteint un plateau autour de 3 trillions de pieds cubes par mois depuis fin 2018. Les prix n'ont pas été favorables jusqu'à récemment, et les investisseurs ont fui l'industrie en réalisant que les flux de trésorerie disponibles négatifs pendant pratiquement toute la décennie précédente n'étaient pas susceptibles de se retourner. Cela a signifié moins d'argent pour le forage avec un résultat prévisible : une production stagnante.

La stagnation de la production s'est donc heurtée à la croissance des exportations de GNL. Les derniers chiffres disponibles, datant de novembre 2021, montrent que les exportations de GNL représentent désormais 9,7 % de toute la production américaine commercialisée. En novembre 2015, ces exportations ne représentaient qu'un minuscule 13/100e d'un pour cent de la production nationale totale. Les chiffres bruts montrent une augmentation d'un peu moins de 3 milliards de pieds cubes d'exportations de GNL pour novembre 2015 à 306 milliards pour novembre 2021.

L'industrie fait valoir que pratiquement tout ce que l'Amérique produit peut être exporté librement et que son prix est donc fixé en fonction des prix mondiaux. Pourquoi alors le gaz naturel devrait-il être mis à part ? Les producteurs de gaz naturel ne devraient-ils pas avoir la même possibilité de vendre leur produit à qui ils veulent, comme le font pratiquement toutes les autres entreprises américaines ?

Mais les sénateurs susmentionnés et un groupe commercial représentant les utilisateurs de gaz naturel, l'Industrial

Energy Consumers of America, ne sont pas d'accord. Ils affirment que l'énergie est unique et que son maintien à un prix abordable est essentiel à la compétitivité des entreprises et à la vitalité de l'économie américaine.

L'industrie du gaz naturel note que les récentes tensions entre les alliés de l'OTAN et la Russie se sont produites pendant une période de prix du gaz naturel sans précédent en Europe, un continent fortement dépendant des approvisionnements en gaz russe. Les cargaisons américaines de GNL envoyées en Europe ont contribué à soulager quelque peu les alliés des États-Unis. Oui, dit l'industrie, le gaz naturel américain est spécial, mais dans ce cas, il s'agit d'un outil permettant d'aider les alliés à s'approvisionner en énergie dont ils ont cruellement besoin.

Un groupe qui devrait bénéficier de la hausse des prix du gaz naturel sera les industries des énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire. Ces sources deviennent plus compétitives lorsque les prix du gaz naturel et des autres combustibles fossiles augmentent. Mais il est compréhensible que les industries des énergies renouvelables veuillent rester à l'écart de la mêlée, même si les prix élevés des combustibles fossiles les aident. Personne ne marque des points auprès du public en célébrant la hausse des prix de l'énergie.

Si les prix du gaz naturel américain continuent d'augmenter, il faut s'attendre à ce que cette bataille entre consommateurs et producteurs de gaz naturel s'intensifie. Le Congrès américain a le pouvoir d'intervenir et de limiter les exportations s'il le souhaite. Ce fait pourrait s'avérer pertinent plus tard dans l'année, lorsque les électeurs qui chauffent leurs maisons au gaz naturel et achètent leur électricité auprès de compagnies d'électricité au gaz décideront qui doit les représenter à Washington.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Marche à pied, ennui et créativité

Didier Mermin 2 février 2022



Bref éloge de la marche à pied pour les retraité(e)s qui s'ennuient.

Selon certaines études scientifiques, il paraît que la marche à pied est bénéfique pour le muscle cardiaque mais aussi pour la créativité, on peut lire à ce sujet ce [court article du Figaro](#). Nous ne savons pas si c'est vrai, et cela nous importe peu, mais il se trouve que le confinement nous a offert l'occasion d'en tester les effets. Et bien, croyez-le ou non, une seule petite heure de marche suffit à redonner du tonus quand on n'a plus envie de rien. Après plusieurs jours à ne sortir de chez soi que pour faire les courses, et *a fortiori* après quelques semaines, l'esprit a tendance à se « *crisper* » ou se « *focaliser* » sur les mêmes idées, puis il les abandonne parce qu'elles ne mènent à rien. Et le moral s'en ressent : on a de moins en moins l'envie de « *se bouger* », et les nouvelles, sur Facebook ou ailleurs, se vident d'intérêt à mesure que le temps passe. Mais après une marche, on leur retrouve un intérêt quelconque, elles inspirent un peu de curiosité, et l'on clique pour en savoir plus.

Impossible d'en dire davantage sur notre expérience, qui est de toute façon bien trop floue et sans rapport avec celles des scientifiques. En effet, selon l'article du Figaro, ils parlent d'une augmentation mesurable de la créativité, ce qui suppose des conditions expérimentales bien précises, alors que nous évoquons seulement une sorte de « *disposition d'esprit* » qui se trouve améliorée. (De façon notable cependant, sinon nous n'en parlerions pas.) La créativité fait couler beaucoup d'encre, mais cela conduit à une focalisation sur les personnes les plus créatives, avec l'idée implicite que les autres ne le sont pas. Pour nous c'est une aberration, car nous considérons que **la créativité se manifeste déjà dans l'aptitude à s'intéresser à quelque chose.** Et c'est logique : pour trouver de l'intérêt à ceci ou cela, il faut l'associer à quelque chose d'autre, et cette association est « *créative* » puisqu'elle pourrait aussi bien ne pas se faire.

Même si l'on ne s'en rend pas compte, la marche facilite les associations d'idées, et c'est pourquoi elle peut aider à sortir de l'ennui. Les scientifiques n'ayant pas d'explications, votre serviteur a imaginé la sienne qui est très simple. D'abord, on remarque que marcher demande très peu d'attention, ce qui laisse le loisir de penser à tout et n'importe quoi. (Il importe peu que les pensées soient positives ou négatives, futiles ou hautement philosophiques.) Ensuite, marcher présente le grand mérite de **mobiliser la volonté**, puisque celle-ci est occupée à mouvoir le corps. Il en résulte que les pensées produites en marchant échappent aux désirs parasites qui, en sollicitant la volonté même si cela ne se manifeste pas en actes, peuvent réduire ou entraver la liberté d'association.

Disons que la marche permet ce truc bien connu qu'on appelle « *lâcher-prise* ». On abandonne, (temporairement bien sûr), ce à quoi on s'était « *accroché* », mais c'est suffisant pour « *se changer les idées* ». En marchant, on ne reste jamais longtemps focalisé sur un même sujet, on passe de l'un à l'autre sans s'en rendre compte. A l'inverse, quand on ne sort pas de son canapé, la tendance est à la rumination, parce que **penser toujours à la même chose ne demande aucun effort, c'est la solution de la facilité.**

Finalement, à défaut d'explications convaincantes, il est toujours permis d'imaginer l'existence de liens profonds entre la marche et la pensée : ces deux activités semblent n'avoir rien en commun, mais il n'est pas dit qu'elles soient indépendantes pour le cerveau. Ce sont en tout cas les plus caractéristiques d'*Homo sapiens*.

▲ [RETOUR](#) ▲

La propagande déforme notre humanité

Le 2 février 2022 – Source Caitlin Johnstone



Le Saker Francophone

Le chaos du monde ne naît pas de l'âme des peuples, des races ou des religions, mais de l'insatiable appétit des puissants. Les humbles veillent.



La propagande va bien au-delà de la simple fabrication du consentement pour les gouvernements et les guerres. Elle nous forme à ce à quoi on doit donner de la valeur. À quoi doit ressembler un être humain qui réussit. Où placer notre intérêt, notre énergie et notre attention. Elle façonne nos personnalités. Elle déforme notre humanité.

Montrez-moi quelqu'un qui ne pense pas que la propagande a beaucoup de pouvoir et je vous montrerai quelqu'un qui est fortement propagandisé.

Si les gens pouvaient comprendre le fossé massif et béant entre le monde tel qu'il existe réellement et les récits dont on nous abreuve à son sujet depuis l'enfance, il y aurait une révolution immédiate. Le monde réel est aussi différent du monde de la propagande qu'il l'est de n'importe quelle œuvre de fiction.

Il est officiellement interdit à la CIA de mener des opérations aux États-Unis. Ce qui n'est pas officiellement interdit à la CIA, c'est de remettre à un journaliste américain sans scrupules un scoop sur un gouvernement étranger, pour construire un récit, aux États-Unis, qui fasse avancer les objectifs de la CIA.

Ce qui a été présenté sans preuve peut être rejeté sans preuve. Cela s'applique aux arguments ; cela s'applique aux affirmations des agences de renseignement américaines.

La propagande a tellement déformé la perception de la réalité par les gens que Twitter se soucie davantage des musiciens qui retirent leur contenu d'une application parce qu'ils n'aiment pas un podcasteur que du fait que le gouvernement le plus puissant du monde flirte avec la guerre nucléaire.

Les copains de l'Amérique, l'Arabie saoudite et Israël, n'ont cessé de bombarder leurs voisins avec un large soutien américain. L'amitié entre ces nations et les États-Unis existe non pas en dépit de leur boucherie militaire non-stop mais justement à cause d'elle.

Si tous les pays impliqués dans un conflit disent qu'il n'y aura pas de guerre et qu'un seul pays dit qu'il y en aura une, il n'est pas difficile de déterminer qui est l'agresseur et l'instigateur de cette guerre.

Il y a bien dix mille problèmes dans ce monde qui sont plus préoccupants que le fait que la Russie a annexé, en 2014, un petit territoire qui, de plus, voulait massivement [être annexé](#).

Ce n'est pas que je sois toujours contre les États-Unis, c'est que je suis contre celui qui a tort, encore plus s'il est le régime le plus puissant et le plus destructeur du monde. Si vous ne croyez pas que les États-Unis puissent être constamment du mauvais côté des conflits de politique étrangère, c'est parce que vous avez été largement soumis à leur propagande.

On ne peut pas parler de parti pris anti-américain si vos critiques à l'égard des États-Unis sont incontestablement correctes. Vous ne pouvez tout simplement pas contester le fait qu'aucun autre gouvernement ne fait quoi que ce soit qui s'approche du niveau de dépravation qui consiste à passer le 21^e siècle à tuer des [millions d'êtres humains](#) dans des guerres d'agression. Ce n'est pas que j'ai une rancune arbitraire contre les États-Unis et que je cadre toutes mes positions sur chaque question pour correspondre à ce parti pris, c'est que les États-Unis sont vraiment de manière quantifiable et démonstrative le gouvernement le plus tyrannique sur terre par une marge extrêmement large et a donc naturellement tendance à avoir tort.

Les ingénieurs sociaux préféreront toujours censurer les voix dissidentes en ligne via la [manipulation d'algorithmes](#) plutôt que le fait de déplateformer, lorsqu'ils ont le choix, simplement parce que cela réduit au silence beaucoup plus de personnes en provoquant moins de tollé public.

Si vous êtes d'accord avec une faction idéologique sur chaque question, ce n'est pas parce que vous partagez les mêmes valeurs et principes, c'est parce que vous souffrez d'un manque de valeurs et de principes. Vous êtes juste un suiveur aveugle du troupeau.

À votre avis, quelle serait la réaction du public si un média grand public publiait un article comme celui-ci, accompagné d'une image similaire, pour [critiquer](#) le lobby israélien ?

Chinese Communist Party termites are everywhere in U.S.



Communist Party Termites Illustration by Linas Gargas/The Washington Times [more](#)

Caitlin Johnstone (@caitoz) 30 janvier 2022

Je vais essayer d'obtenir un diplôme d'une université de l'Ivy League et devenir un senior fellow d'un important think tank pour pouvoir faire des observations extrêmement intelligentes comme « *Vladimir Poutine est Adolf Hitler et l'Ukraine est la Pologne* » et « *Xi Jinping est Adolf Hitler et Taïwan est la Pologne* ».

Le récit disant que Tucker Carlson est un agent russe est poussé agressivement par les experts du courant dominant, non pas pour attaquer Carlson lui-même, mais pour fabriquer le consensus selon lequel toute personne qui critique la politique américaine sur la Russie est suspecte et indigne de confiance.

Si vous obtenez vos informations sur le monde de Tucker Carlson, vous êtes tout aussi soumis au lavage de cerveau médiatique que si vous obtenez vos informations sur le monde de Brian Stelter ou Rachel Maddow. Le lavage de cerveau se produit simplement de manière légèrement différente. Bien sûr, Carlson peut dire des choses vraies avec lesquelles je suis parfois d'accord, mais Anderson Cooper aussi ; ils disent simplement des vérités différentes et des mensonges différents. La propagande ne fonctionne pas si ce ne sont que des conneries tout le temps ; il doit y avoir une part de vérité.

Les personnes qui régurgitent les arguments de discussion médiatique sur la Chine parce qu'ils l'ont entendu de Tucker Carlson pensent qu'ils sont très différents des personnes qui régurgitent les points de discussion médiatique sur la Russie parce qu'ils l'ont entendu de Wolf Blitzer, mais ce n'est pas le cas. Ils sont exactement les mêmes.

L'homme de la télé n'est pas votre ami.

Si la Russie était vraiment une menace, ils n'auraient pas besoin de mentir tout le temps à son sujet. *[On pourrait dire la même chose du Covid, NdT]*

Dans l'histoire ancienne, nos hormones de stress étaient utilisées pour contrer les attaques de tigres à dents de sabre. Aujourd'hui, elles sont utilisées pour des récits mentaux inventés de toutes pièces, comme le fait de savoir si nous sommes adéquats, ce que les autres pensent de nous, un podcasteur qui dit des choses que nous n'aimons pas, Vladimir Poutine annexant l'Europe de l'Est ou la Chine prenant le contrôle du monde.

Il n'est pas légitime de se plaindre que les gens parlent des problèmes sans agir ni proposer de solutions. Faire prendre conscience qu'il y a un problème, c'est agir pour trouver une solution. Tous les changements positifs dans le comportement humain sont toujours précédés d'une prise de conscience.

Vous ne parviendrez pas à trouver des solutions tant qu'un pourcentage suffisamment important de la population n'aura pas compris et accepté qu'elles sont nécessaires. Même si vous trouvez la solution parfaite tout seul sans l'aide du collectif, vous n'aurez pas le nombre nécessaire pour la mettre en œuvre. Vous avez peut-être lu un tas de livres et obtenu un diplôme prestigieux et vous avez trouvé le modèle utopique parfait pour la société, mais cela ne fera aucune différence si vous êtes le seul à le savoir. Les gens doivent d'abord comprendre que nos systèmes actuels ne fonctionnent pas, puis ensuite comprendre pourquoi.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'exploitation minière des fonds marins : Qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?

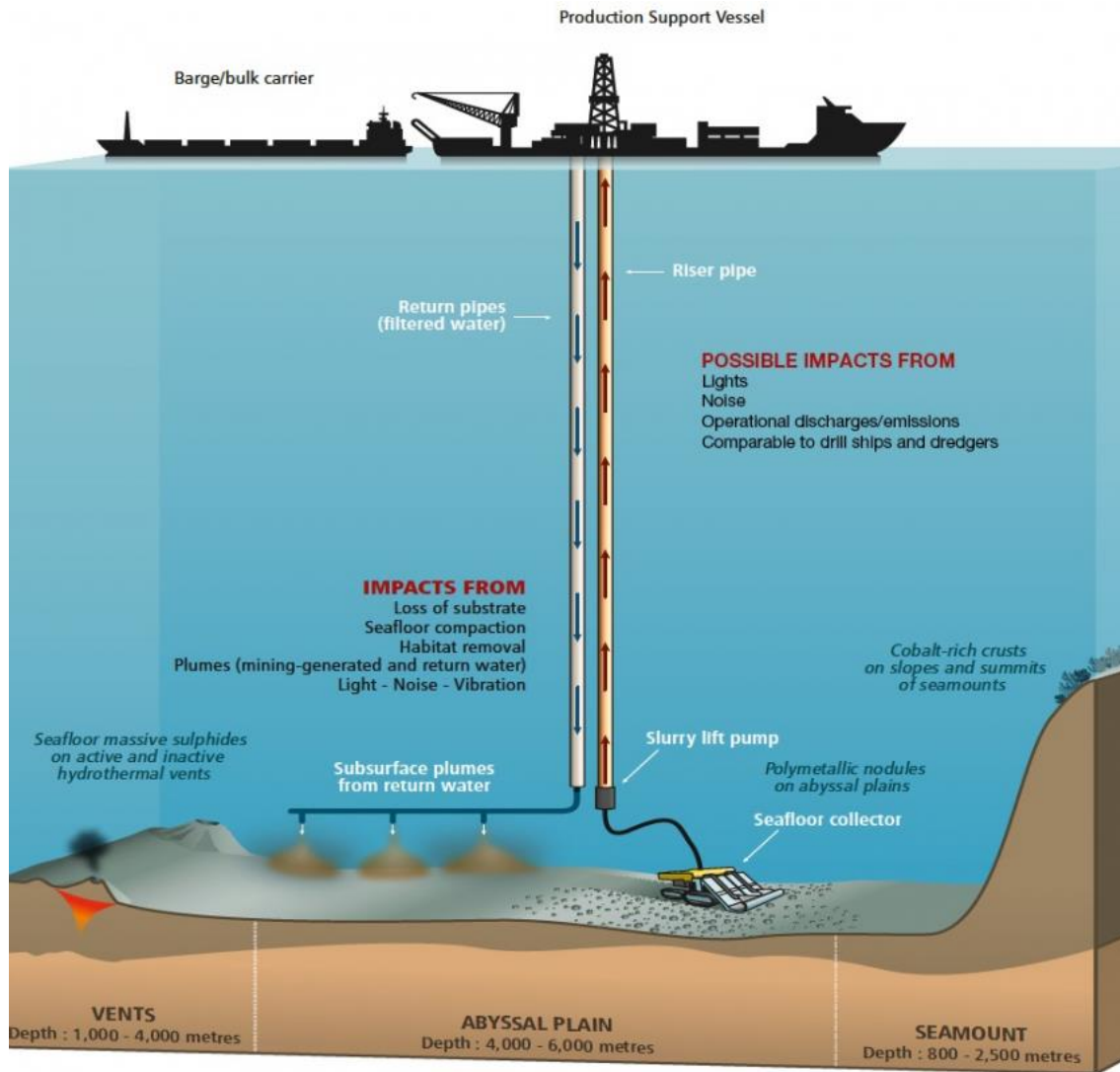
Kurt Cobb Dimanche 22 décembre 2019

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb

Un article récent sur l'exploitation minière sous-marine paru dans The Atlantic a fait resurgir un souvenir d'enfance détaillé. Lorsque j'étais en cinquième année, ma classe a organisé une sorte de mini-foire scientifique et un programme d'art performance pour les parents. Mon projet portait sur la perspective de l'exploitation minière des océans. J'ai dessiné une grande fresque en couleur montrant un sous-marin stationné juste au-dessus du fond de la mer, où il aspirait les minéraux à l'aide de grands tuyaux.

Le sous-marin était relié par de larges tuyaux à la surface, où un navire recevait les nodules de minerai recueillis par les tuyaux. Pendant ma présentation, la salle de classe était plongée dans l'obscurité, et ma peinture murale était éclairée par trois petites lampes articulées allumées et éteintes par un camarade de classe, tandis que je décrivais les différentes phases des opérations minières dans une pièce censée imiter les profondeurs sombres et inquiétantes.



Bien des années plus tard, il s'avère que mes recherches superficielles sur l'exploitation minière des océans, alors que j'étais en CM2, ont donné une image à peu près exacte de ce qui va se passer dans les océans au début de la prochaine décennie. Les nations du monde entier pourraient conclure un traité régissant l'exploitation minière sous-marine sous les auspices des Nations unies dès l'année prochaine. Une fois ce traité conclu, l'exploitation à grande échelle des fonds marins devrait commencer.

L'une des méthodes - déjà utilisée dans les eaux côtières contrôlées par les différents pays - consistera à aspirer les nodules de minerai reposant sur les fonds marins à l'aide d'énormes aspirateurs et à filtrer les sédiments qui les accompagnent. Une fois le traité approuvé, cette méthode sera rapidement transposée dans les profondeurs de l'océan, ce qui entraînera la formation d'énormes nuages denses de particules en suspension sous l'eau sur des centaines de kilomètres à partir des sites miniers sous-marins. Les scientifiques craignent que l'aspiration et les panaches ne détruisent des écosystèmes entiers dont nous savons peu de choses.

Cela me rappelle l'exploitation minière hydraulique employée en Californie à la fin du 19^e siècle pour extraire l'or des montagnes de cette région. Ce qui ressemble aujourd'hui à une érosion naturelle dans ces montagnes est bien souvent le résultat d'un lavage à haute pression des flancs de la montagne avec de l'eau pour déterrer les grains d'or cachés dans le sol.

Les géologues estiment que ce type d'exploitation minière a envoyé 13 milliards de mètres cubes de la Sierra Nevada dévaler les montagnes et se déverser dans les rivières de Californie. Le fond des rivières s'est rempli, s'est soulevé et a déversé ses débris sur les terres adjacentes, couvrant des milliers d'hectares de terres agricoles avec

les détritiques de l'exploitation minière. Lorsque l'eau a atteint l'océan sous le pont du Golden Gate de San Francisco, elle était encore brune de limon.

L'exploitation minière en eaux profondes n'affectera probablement pas les littoraux, car elle aura lieu trop loin de la terre. Mais les effets risquent néanmoins d'être profonds. Il se trouve que :

Environ un tiers du dioxyde de carbone généré sur terre est absorbé par des organismes sous-marins, dont une espèce qui vient d'être découverte dans la ZCC en 2018. [La zone de Clarion-Clipperton, située entre Hawaï et le Mexique, représente 1,7 million de kilomètres carrés de biens immobiliers sous-marins de premier choix pour l'exploitation minière, qui regorgent également de vie]. Les chercheurs qui ont découvert cette bactérie n'ont aucune idée de la manière dont elle retire le carbone de l'environnement, mais leurs conclusions montrent qu'elle pourrait représenter jusqu'à 10 % du volume qui est séquestré par les océans chaque année.

J'ai posé la question dans un article précédent : "Quelles sont les espèces dont nous sommes sûrs de pouvoir nous passer ?" Cette petite bactérie pourrait être l'une d'entre elles. Mais il s'avère qu'il existe un nombre incalculable d'espèces dont nous ne savons rien, car personne n'a eu les ressources ou l'équipement nécessaires pour aller au fond des océans afin de dresser un catalogue exhaustif des organismes vivants qui s'y trouvent. Malgré cela, nous sommes sur le point d'éliminer un grand nombre d'entre elles sans même savoir si nous pouvons en avoir besoin pour survivre.

Tout cela sera ironiquement au service de la soi-disant "économie verte". Les minéraux que l'on trouve dans les fonds marins - cuivre, cobalt et manganèse - sont essentiels à l'abandon des combustibles fossiles au profit de l'électricité comme carburant pour la flotte de transport mondiale. Allons-nous finir par dévaster les organismes océaniques qui absorbent plus de dioxyde de carbone que nous n'en économiserons en adoptant l'électrification des transports ? Dans notre aveuglement, nous ne voyons pas que nos solutions mènent à d'autres problèmes, dont certains ne font qu'aggraver nos malheurs. Les panaches résultant de l'exploitation minière sous-marine contiendront dans certains cas du mercure et du plomb libérés du fond de la mer qui empoisonneront l'océan environnant et les créatures, grandes et petites, qui y vivent.

Lorsque j'ai fait mon exposé en cinquième année, je ne pensais pas aux conséquences, seulement aux richesses. J'ai fait circuler des échantillons de métaux que j'avais obtenus d'un professeur de chimie du lycée qui s'était intéressé à mon projet. De petits globules irréguliers de manganèse, de cuivre et de fer - des métaux que les exploitations minières pourraient capturer sous forme de morceaux polymétalliques - ont circulé parmi les parents et les élèves.

Un jour, quelqu'un va devenir riche en exploitant ces minéraux, pensais-je à l'époque. Ce jour-là semble arriver.

▲ [RETOUR](#) ▲

.FOSSÉ ÉPISTÉMOLOGIQUE : COMMENT NOUS VIVONS DANS DEUX MONDES DE COMPRÉHENSION DIFFÉRENTS

Kurt Cobb Dimanche 29 décembre 2019

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



L'épistémologie est l'étude de la manière dont nous connaissons les choses. **Dans notre culture moderne, nous oscillons tous entre deux grandes façons de connaître : 1) la voie rationnelle et réductionniste et 2) la voie holistique, relationnelle et intuitive.** La façon rationnelle et réductionniste est de loin la plus dominante et nos institutions, scientifiques, économiques, financières et organisationnelles sont régies par cette façon de penser.

Pour le penseur réductionniste, tout dans l'univers est constitué de parties. Si nous pouvons comprendre les parties, nous pouvons comprendre le tout. Selon le domaine, le monde physique n'est rien d'autre que des atomes et des molécules et le monde social n'est rien d'autre que des acteurs rationnels qui se maximisent eux-mêmes. La vision réductionniste est très puissante et remplie d'affirmations "rien que". Il ne vient jamais à l'esprit du réductionniste pur et dur que **l'idée de "parties" n'est qu'une construction mentale.**

Dans nos relations quotidiennes avec nos amis et notre famille, dans nos activités non rationnelles dans le domaine de la musique et des arts, dans notre vie religieuse, nous tendons vers la deuxième façon de penser, holistique, relationnelle et intuitive.

Nous faisons des allers-retours entre ces modes de connaissance presque sans effort et, pour la plupart, inconsciemment. Cela semble bien fonctionner pour nous en tant qu'individus - sauf lorsque nous faisons un mauvais calcul ou percevons mal une situation et que de mauvaises conséquences s'ensuivent. La plupart du temps, nous nous regroupons, nous récupérons et nous continuons, en nous adaptant à ce que nous avons appris.

Peut-on en dire autant de la société dans son ensemble ? Oui et non. La société humaine globale peut être comparée à un superorganisme qui a sa propre logique et ses propres modes d'action. Chacun d'entre nous est fortement influencé par sa trajectoire et limité dans ses actions. Nous pouvons souhaiter ardemment nous attaquer aux inégalités de revenus, à la faim ou au changement climatique. Mais les interactions complexes et les accords de pouvoir dans notre société mondiale font qu'il est difficile de faire quoi que ce soit, si ce n'est une petite entaille. Même nos destins personnels semblent être pris dans un flux d'événements que nous ne pouvons pas contrôler, mais auxquels nous devons plutôt réagir.

La voie réductionniste suggère la maîtrise par la manipulation de forces soigneusement mesurées : masse, température, vecteurs de force, gradients d'énergie (physiques et chimiques). Nous construisons des machines qui utilisent de l'énergie pour construire d'autres machines. Nous érigeons de grands ouvrages publics, des barrages, des ponts et des routes qui créent les artères par lesquelles circulent le commerce et les gens. Nous arrosons la terre d'engrais chimiques pour augmenter les rendements agricoles et nourrir des milliards de personnes affamées.

La voie holistique suggère la maîtrise par l'alignement avec les forces naturelles et sociales. Nous disons qu'il est préférable de "*suivre le courant*" dans les dimensions physiques et sociales de nos vies. Ces mots impliquent une appréhension intuitive d'un schéma complet. La reconnaissance des schémas devient la clé principale pour comprendre le monde. Mais qu'est-ce qu'un modèle ? C'est certainement quelque chose qui se répète, mais pas toujours exactement.

Mark Twain a souvent dit : "*L'histoire ne se répète jamais, mais elle rime*". Le mystère de la comparaison est le moteur de la perception, de la cognition et des productions culturelles qui en résultent (littérature, art et musique).

La méthode holistique tente de voir l'ensemble du tableau, y compris toutes les conséquences désordonnées. Sachant que ces conséquences se ramifient à l'infini, elle ne peut qu'imaginer l'étendue et la signification de tout modèle. La méthode holistique sait d'avance qu'elle ne pourra jamais voir l'ensemble, mais seulement "sentir" sa signification.

Les deux méthodes sont des approches générales de la modélisation du monde que nous voyons. Nous créons des modèles mentaux de la façon dont le monde fonctionne et s'assemble. Lorsque nous prenons ces modèles pour "la vérité", nous pouvons rester bloqués et ne pas nous adapter aux nouvelles informations et expériences. Nous commençons à rejeter les informations contraires à notre modèle au lieu de les considérer comme un nouvel éclairage pour notre processus d'adaptation. Vous pouvez entendre ce rejet lorsque les gens disent :

"C'est impossible" ou "Tout le monde sait que...".

Héraclite dit : *"Rien ne dure que le changement."* Le superorganisme mondial - décrit par **Nate Hagens** dans l'article cité plus haut intitulé "Economics for the future - Beyond the superorganism" - continue de changer, mais dans une direction qui sape constamment la capacité de survie de l'humanité (et de nombreux autres organismes et animaux). Cet organisme perçoit le monde comme des parties à contrôler et à exploiter, non seulement partiellement et temporairement, mais complètement et en permanence. La perception que l'univers est un tout homogène où une victoire de la maîtrise à un endroit signifie une défaite périlleuse à un autre, n'apparaît jamais à ce superorganisme.

Comme le décrit **Hagens**, le superorganisme humain global ne comprend pas qu'il existe un avenir dans lequel les conséquences de ses actions se manifesteront par un effondrement systémique colossal. Il n'y a que la faim du présent, du contrôle et de la maîtrise immédiats, de la gratification immédiate, du pouvoir immédiat.

Il ne s'agit pas de bannir le mode de pensée réductionniste. Il s'agit plutôt de la reconnaître pour ce qu'elle est, à savoir un modèle de perception qui a ses limites et qui n'embrassera jamais l'ensemble de l'univers - un modèle qui est aussi sujet à l'erreur que n'importe quel autre modèle et qui ne s'approchera jamais de la "vérité" car, comme nous le dit Héraclite, la "vérité" de l'univers est en constante évolution.

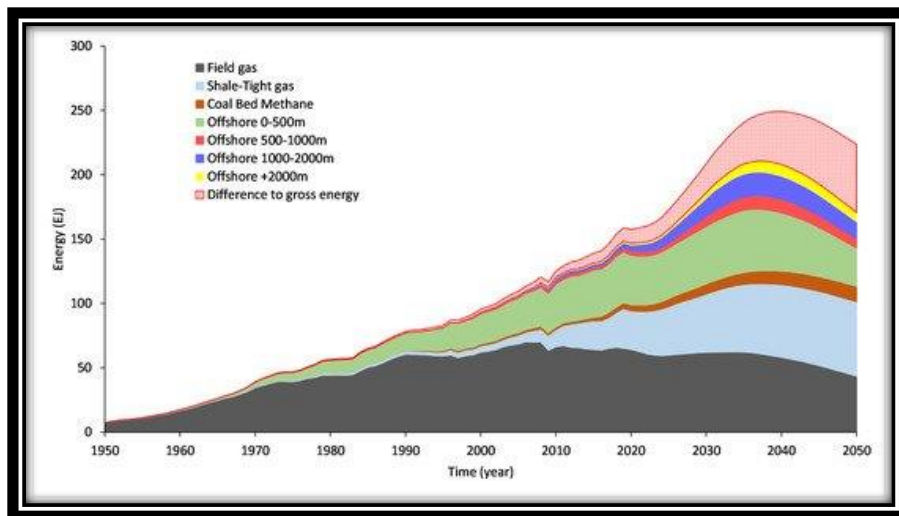
▲ [RETOUR](#) ▲

Le pic des combustibles fossiles : aperçu du pic pétrolier, du pic du charbon et du pic du gaz naturel dans le monde

Alice Friedemann Posté le 4 février 2022 par energyskeptic

Peak Energy & Resources, Climate Change, and the Preservation of Knowledge Collapse or Extinction?





Source : **Le pic mondial du gaz est prévu pour 2040 environ.** Delannoy L et al (2021) Assessing Global Long-Term EROI of Gas : Une perspective d'énergie nette sur la transition énergétique. *Energies*.
<https://doi.org/10.3390/en14165112>

Dernière mise à jour 2021-9-10

Préface. Vous trouverez ci-dessous des aperçus du pic pétrolier, du charbon et du gaz naturel, chacun d'entre eux étant suivi de lectures complémentaires tirées de mon livre "When Trucks Stop Running : Energy and the Future of Transportation", qui explique pourquoi il est peu probable que nous soyons en mesure d'électrifier les transports ou de faire fonctionner les camions avec autre chose que du diesel, et pourquoi le réseau électrique s'effondrera pour de bon lorsqu'il n'y aura plus de gaz naturel pour équilibrer l'énergie éolienne et solaire et fournir l'énergie de pointe.

Et mon livre Life After Fossil Fuels : A Reality Check on Alternative Energy explique pourquoi la fabrication du ciment, de l'acier, la fusion des métaux, du verre, des microprocesseurs, de la céramique et bien d'autres choses encore nécessitent la chaleur élevée des combustibles fossiles pour atteindre jusqu'à 3200 F, ce qui ne peut pas être électrifié, fonctionner à l'hydrogène ou quoi que ce soit d'autre (voir chapitre 9). Pire encore, même s'il existait une solution commerciale, ce qui n'est pas le cas, nous n'avons plus le temps de remplacer les combustibles fossiles, puisque le pétrole, la ressource maîtresse qui rend toutes les autres possibles, a probablement atteint son pic en 2008, à 69,5 millions de barils par jour (mb/d) (AIE 2018 p45), ou en 2018 (EIA 2020).

La bonne nouvelle est que les pires projections du GIEC ont moins de chances d'être atteintes (voir le chapitre 33 de La vie après les combustibles fossiles). Et comme le pétrole décline à une vitesse exponentielle, peut-être à partir de maintenant, le CO2 diminuera : Environ 50 % du dioxyde de carbone émis par l'activité humaine sera éliminé de l'atmosphère d'ici 30 ans, et 30 % de plus d'ici quelques siècles. Les 20 % restants pourraient rester dans l'atmosphère pendant plusieurs milliers d'années (GAO (2014) CLIMATE CHANGE : Energy Infrastructure Risks and Adaptation Efforts GAO-14-74. United States Government Accountability Office).

~~~~~

## Le pic pétrolier

De toutes les ressources du monde, le pétrole est le meilleur. Toutes les autres ressources dépendent du pétrole. Vous pouvez obtenir tous les poissons de la mer, drainer chaque goutte des aquifères non renouvelables, fabriquer suffisamment de béton pour paver la planète et convertir chaque kilomètre carré de terre pour cultiver et nourrir les animaux de basse-cour en abattant les forêts restantes. Ce que nous sommes en passe de faire. Mais seul le pétrole peut le faire, car les moteurs diesel lourds qui font le travail essentiel de la civilisation fonctionnent au diesel. Les locomotives, les navires et les camions (c'est-à-dire les véhicules d'exploitation

forestière, d'exploitation minière, de construction, de transport de longue distance, de déchets, les grues, les chariots élévateurs, les tracteurs, les moissonneuses) brûlent tous du pétrole.

Et seuls le pétrole, le charbon et le gaz naturel peuvent générer la chaleur élevée (jusqu'à 3 200 F) nécessaire à la fabrication du ciment, de l'acier, de la céramique, des microprocesseurs, du verre et de nombreux autres produits. Le charbon de bois issu de la biomasse ne permet pas de passer à l'échelle supérieure et donne des produits de moindre qualité. Voir le chapitre 9 de "Life After Fossil Fuels" pour plus de détails.

Le pic pétrolier ne signifie pas "épuisement du pétrole", mais survient lorsque la production mondiale de pétrole diminue inévitablement, ce qui arrivera certainement un jour ou l'autre puisque le pétrole est limité. Depuis les années 1960, le monde consomme plus de pétrole qu'il n'en a été découvert. La plupart des 500 plus grands champs pétroliers du monde ont été découverts il y a plus de cinquante ans, et sont toujours la source de 60 % de notre pétrole.

Le déclin pourrait avoir commencé en 2018, comme indiqué dans la préface ci-dessus. Le pétrole conventionnel a atteint son pic en 2005, et fournit 90 % de notre approvisionnement en pétrole. Les champs pétrolifères qui ont passé leur pic diminuent en moyenne de 6 % par an. Mais chaque année, ce déclin augmente légèrement, de sorte que d'ici 2030, il pourrait atteindre 9 % ou plus par an. Cela signifie que d'ici 2030, la moitié ou les deux tiers de notre pétrole devront être remplacés. L'extraction de minéraux de toute nature, principalement et surtout le pétrole, mais aussi d'autres métaux et minéraux, consomme environ 10 % de toute l'énergie primaire produite aujourd'hui, et des quantités croissantes d'énergie pour maintenir la production d'énergie à un niveau constant, ce qui sera de plus en plus difficile à mesure que les taux d'épuisement augmenteront de manière exponentielle (Bardi 2013).

Je ne vois pas comment le pétrole non conventionnel peut combler la différence. Même si un programme d'accélération de la production de sables bitumineux était mis en place, le pic serait atteint vers 2040 avec un quart de la consommation actuelle de l'Amérique. Le pétrole de l'Arctique, si nous trouvons un jour comment l'obtenir, nécessitera des décennies de développement avant qu'une seule goutte ne soit produite. Quant au pétrole de fracturation serrée, il devrait atteindre son pic d'ici 2020, après quoi il déclinera rapidement.

De plus, ces sources de pétrole non conventionnelles nécessitent énormément plus d'énergie que le pétrole conventionnel pour être forées, déplacées et traitées.

Depuis la chute des prix du pétrole, les gens ont oublié et même nié le pic pétrolier. Mais peut-être penseraient-ils différemment s'ils avaient entendu l'ancien secrétaire à la défense James lors d'une audition au Sénat en 2006, où il a déclaré que "vers 2010, nous devrions assister à une augmentation significative de la production de pétrole grâce aux investissements en cours. Il y a un risque que tout relâchement du prix du pétrole brut fasse oublier, une fois de plus, qu'il existe une limite finie au pétrole conventionnel.

Il ne peut y avoir de transition vers les énergies alternatives sans pétrole, car c'est ce qui fait fonctionner les transports lourds. Les éoliennes dépendent de la livraison de 8000 pièces provenant de dizaines de pays et de camions pour creuser un trou géant et le remplir de 1300 tonnes de béton pour une plateforme sur laquelle l'éolienne sera posée après sa livraison.

Les chocs pétroliers peuvent survenir à chaque fois qu'il y a un crash financier, que les exportateurs gardent leur pétrole pour leur propre population croissante, que la guerre ou les terroristes détruisent les raffineries, les pétroliers ou bloquent les goulots d'étranglement.

**Le pic pétrolier dans l'actualité :**

**2016-9-17 [La mort du champ Bakken a commencé : De gros ennuis pour les États-Unis.](#)**

**2017. [Ahmed, Nafeez. Failing states, collapsing systems déclencheurs biophysiques de la violence politique. Springer.](#)**

Pour la première fois dans l'histoire, le taux de croissance de la production énergétique nette mondiale de la civilisation humaine a commencé à ralentir depuis la fin du XXe siècle (King 2015 ; King et al. 2015a, b). La production mondiale nette d'énergie a peut-être déjà atteint, ou bien se rapproche rapidement d'un pic à mesure que le taux de croissance de la production d'énergie diminue, et que la qualité des sources minérales traditionnelles d'énergie décline également.

Entre 1960 et 1980, la valeur moyenne mondiale de l'EROI a diminué de plus de la moitié, passant de 35 à 15 (Castillo-Mussot et al. 2016 ; Hall et al. 2014 ; Hall et Klitgaard 2012 ; Hallock et al. 2014). Pendant cette même période, la production de combustibles fossiles a augmenté, mais depuis 1950, le taux de production est en baisse.

Parmi les principaux facteurs de ce déclin de la qualité des ressources malgré l'augmentation de la production, on peut citer le passage croissant aux combustibles fossiles non conventionnels, qui sont plus chers et plus difficiles à produire, et dont la valeur énergétique est inférieure à celle du pétrole conventionnel. Depuis 2005, le taux d'augmentation de la production de pétrole conventionnel s'est considérablement ralenti, au point qu'il semble désormais se situer sur un plateau ondulé qui n'a pas pu dépasser un plafond d'environ 75 millions de barils par jour.

Que la croissance de la production qui en résulte soit définie comme "conventionnelle" ou qu'elle soit englobée dans une estimation encore plus large de la production globale de "liquides", ce que ce type de langage occulte, c'est que depuis 2005, l'augmentation de la production mondiale de liquides provient de sources "difficiles à produire", utilisant des techniques de production non conventionnelles coûteuses. Pour cette raison, le langage du "pic pétrolier" seul, et les affirmations du CIGM qui en découlent, selon lesquelles les prévisions de "pic pétrolier" sont tout simplement erronées parce que le monde est en passe d'augmenter la production de liquides pendant plusieurs décennies, n'ont pas aidé à évaluer la réalité thermodynamique de la valeur nette réelle de la production énergétique mondiale à partir de sources d'hydrocarbures.

Le problème crucial est qu'un type particulier d'énergie de meilleure qualité et moins chère, dont la production a été de plus en plus limitée depuis 2005, a ouvert la voie à une transition vers des formes de pétrole et de gaz de mauvaise qualité, à faible EROI et coûteuses, dont la valeur énergétique est bien moindre. C'est pourquoi même l'étude IHS CERA admet que : "Toutes les catégories de ressources pétrolières sont désormais plus coûteuses à exploiter, nécessitant des prix élevés du pétrole pour générer un retour économique" (Jackson et Smith 2014).

Alors que la valeur EROI du pétrole conventionnel est estimée entre 17:1 et 18:1, celle des sources non conventionnelles, comme les sables bitumineux, le pétrole de schiste et le gaz de schiste, est bien plus faible : "La valeur moyenne de l'EROI des sables bitumineux est de 4:1. Seuls 10 % de cette quantité sont économiquement rentables avec la technologie actuelle." Pour le pétrole et le gaz de schiste : "L'EROI varie entre 1,5 et 4, avec une valeur moyenne de 2,8. Le pétrole de schiste est très similaire aux sables bitumineux, étant tous deux des sources de pétrole de très faible qualité. La révolution du gaz de schiste n'a pas commencé parce que son exploitation était une très bonne idée, mais parce que les opportunités économiques les plus intéressantes avaient déjà été exploitées et épuisées" (Castillo-Mussot et al. 2016).

La coalition d'investisseurs Ceres prévient que les coûts de production, l'instabilité du marché et le faible EROI, inférieur à un tiers de celui du pétrole conventionnel, mettent en péril la viabilité des investissements dans le pétrole non conventionnel (RiskMetrics Group 2010).

L'étude de Ceres corrobore une analyse de l'Université de Boston sur l'EROI du pétrole non conventionnel, qui le trouve "extrêmement faible", entre 1:1 et 2:1, lorsque l'énergie interne consommée dans le processus de conversion du schiste bitumineux est comptabilisée comme un coût. Un EROI de 1:1 signifie qu'il n'y a aucun "profit" énergétique à tirer de l'investissement en énergie (Cleveland et O'Connor 2011).

Dans son World Energy Outlook 2009, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a effectivement concédé que le doublement apparent des réserves mondiales depuis 1980 était motivé par des raisons politiques, provenant en grande partie de révisions à la hausse par les pays de l'OPEP "motivées par les négociations de l'époque sur les quotas de production et ont peu à voir avec la découverte de nouvelles réserves ou les travaux d'évaluation physique des champs découverts." (AIE 2009).

Deux études scientifiques récentes ont corroboré cette conclusion. L'une, réalisée par l'ancien conseiller scientifique en chef du gouvernement britannique, Sir David King, a conclu que les estimations officielles des réserves pétrolières totales mondiales (y compris les ressources conventionnelles, en eaux profondes et non conventionnelles) devraient être revues à la baisse et passer de 1150 à 1350 barils à 850 à 900 milliards de barils (Owen et al. 2010). L'autre a été rédigé par Michael Jefferson, ancien économiste en chef du groupe Royal Dutch Shell, qui rapporte que "les cinq principaux exportateurs de pétrole du Moyen-Orient ont modifié la base de leur définition des réserves de pétrole conventionnel "prouvées", passant d'une probabilité de 90 % à une probabilité de 50 % à partir de 1984. Il en a résulté une augmentation apparente, mais non réelle, de leurs réserves de pétrole conventionnel "prouvées" de quelque 435 milliards de barils.

Cela concorde avec les projections similaires de David Hughes, ancien géoscientifique principal de la Commission géologique du Canada, qui intègre la prise en compte des développements technologiques pour l'exploitation du gaz non conventionnel et conclut que la production mondiale de gaz atteindra néanmoins un pic vers 2027 (Homer-Dixon 2011).

Une étude distincte a également constaté que, même si l'interaction entre la technologie et les prix du gaz non conventionnel pourrait élargir considérablement la fourchette possible dans laquelle le pic de production de gaz pourrait se produire, de 2019 à 2062, la meilleure estimation de la production maximale se situe autour de 2028 : "Bien qu'il ait été constaté que la production de gaz non conventionnel était considérable, elle n'a pas été en mesure d'atténuer le pic de gaz conventionnel" (Mohr 2010 ; Mohr et al. 2015).

Le pic du charbon

Certains scientifiques pensent que le charbon a déjà atteint son pic au niveau mondial ou qu'il le fera bientôt. Les estimations du pic de production mondial vont de 2015 à 2034, et le pic américain de 2002 à 2015.

Wang (2017) estime le pic de production de charbon en Chine en 2020 à 4400 Mt/an (91,9 EJ/an), et en Inde en 2050 (Wang 2018). Mais Wang ne tient pas compte du fait que le pétrole a peut-être atteint son pic en 2008 ou 2018, et que le charbon dépend du pétrole pour son extraction et ne peut pas se substituer au diesel dans de nombreuses régions en raison du manque d'eau, du faible EROI et du coût élevé.

Tad Patzek, de l'université du Texas, pense que, sur le plan énergétique, le charbon a atteint son pic en 2011, car nous avons d'abord exploité le charbon le plus énergétique. M. Patzek pense que le charbon restant ne fournira que la moitié de l'énergie actuelle en 2050.

On dit souvent que les États-Unis ont 250 ans de réserves de charbon. Mais cette estimation remonte à 1974, date de la dernière enquête de l'USGS. Dans un rapport publié en 2007, l'Académie nationale des sciences a estimé que ce chiffre était plus proche de 100 ans et a recommandé à l'USGS de réaliser une nouvelle étude.

De nouveaux développements sont intervenus depuis la publication de "When trucks stop running" : L'USGS a réévalué la réserve la plus importante d'Amérique, le bassin de la Powder River dans le Wyoming et le Montana, où 42 % de notre charbon est produit. L'USGS a découvert qu'il restait tout au plus 40 ans de réserves. Pas 250 ans. C'est ce charbon qui permet d'allumer les lumières dans une grande partie de l'Amérique. Mais les seuls grands médias qui en ont parlé sont U.S. News and World Report et le Pittsburgh Post Gazette.

Il est clair que d'autres réserves de charbon doivent être réévaluées aussi. Il y a fort à parier que les réserves de

l'Illinois vont diminuer, car même si la production de charbon a diminué de moitié par rapport à ce qu'elle était il y a 20 ans, on lui attribue toujours des réserves presque équivalentes à celles du Montana.

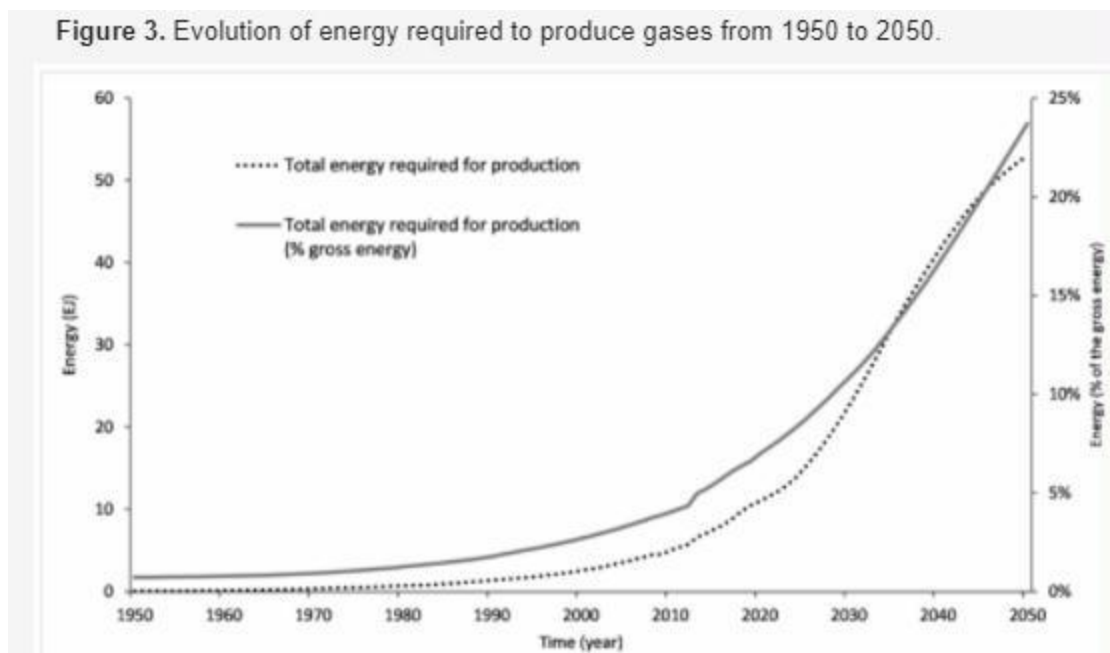
Le charbon liquéfié, également connu sous le nom de CTL, est considéré comme un moyen de faire face aux pénuries de diesel à l'avenir, car nous savons que cela est possible puisque Sasol fabrique du CTL depuis 50 ans en Afrique du Sud.

Le charbon est également l'une des rares substances qui pourraient remplacer le pétrole, même si l'utilité de cette solution dépend d'une évaluation plus réaliste de nos réserves. Certains géologues estiment que l'Amérique n'a plus que 60 ans de charbon. Si c'était le cas et que tout le charbon était converti en CTL, il ne durerait que 30 ans, puisque la moitié de l'énergie du charbon est nécessaire pour fabriquer le CTL. Avec le captage et le stockage du carbone, on utiliserait encore 40 % de l'énergie.

Le CTL a également d'autres limites. Chaque tonne de charbon liquide nécessite de 6 à 15 tonnes d'eau, de sorte que très peu, voire aucune, ne pourrait être produite dans des États secs comme le Wyoming et le Montana, où il n'y a tout simplement pas assez d'eau.

### Pic de gaz naturel

Delannoy L et al (2021) Assessing Global Long-Term EROI of Gas : Une perspective d'énergie nette sur la transition énergétique. *Energies*. <https://doi.org/10.3390/en14165112>



Ce document prévoit que la quantité d'énergie nécessaire pour acquérir davantage de gaz naturel constitue un problème tant pour la sécurité énergétique que pour la dégradation de l'environnement. Le fait de demander toujours plus d'énergie est du "cannibalisme énergétique".

Le pic énergétique mondial de la production de gaz naturel se situera approximativement en 2040, avec une magnitude de 249 EJ. Le taux d'augmentation avant le pic est estimé à 4,3 EJ/an, et le taux de diminution après le pic à 2,55 EJ/an. Le rapport des taux de diminution et d'augmentation est égal à 0,59, ce qui souligne le fait que le gaz est produit plus rapidement avant le pic qu'après. Le pic d'énergie nette du gaz est prévu pour 2037 et sera de l'ordre de 210 EJ. L'énergie nécessaire à la production de gaz au moment du pic représente donc 40 EJ, soit 15,9 % de l'ampleur du pic énergétique brut. Si l'année du pic et son ampleur ont de l'importance, cela signifie que le secteur de la production de gaz aura besoin d'apports énergétiques importants et accélérés pour

continuer à produire. Entre 1950 et 2050, la production par type de gaz est dominée par le gaz de gisement (conventionnel) (48 %), suivi par le gaz conventionnel offshore à faible profondeur (23 %) et le gaz non conventionnel étanche aux schistes (17 %), les autres types de gaz non conventionnels plus coûteux et à EROI plus élevé ne dépassant pas 5 % par type de gaz. Cependant, les gaz non conventionnels augmentent en proportion au fil du temps pour atteindre environ 35 % de l'énergie brute totale produite entre 2000 et 2050.

## Introduction

L'énergie est l'épine dorsale du développement économique de toute société et, représentant 84 % de la consommation mondiale actuelle d'énergie primaire, les combustibles fossiles en sont les principaux contributeurs. Cependant, le mix énergétique actuel entraîne deux problèmes : (i) les combustibles fossiles sont, par essence, non renouvelables, ce qui signifie que les réserves bon marché finiront par s'épuiser ; (ii) les impacts environnementaux (consommation d'eau, changement d'affectation des sols, activité sismique induite, risques pour la santé et la sécurité publiques, etc.) et les émissions de CO<sub>2</sub> libérées par leur utilisation sans cesse croissante menacent tous les aspects des sociétés humaines ainsi qu'une grande partie du monde vivant. Dans ce contexte, une transition rapide et globale vers des sources d'énergie à faible teneur en carbone est considérée comme une nécessité, non sans que sa faisabilité soit examinée.

Le gaz naturel est appelé à jouer un rôle important dans cette transition, du moins à court et moyen terme. Ses nombreux avantages stratégiques (abondance, polyvalence, haute densité énergétique gravimétrique, etc.) ont entraîné une augmentation régulière de la consommation de 3,4 % depuis 2000, qui devrait se poursuivre pendant la décennie en cours. Pour répondre à cette demande croissante, l'industrie s'est tournée vers les ressources de gaz non conventionnelles (la distinction entre les ressources conventionnelles et non conventionnelles repose sur la difficulté d'extraction et de production de la ressource ; cependant, il n'y a pas de consensus sur la ligne de démarcation entre les deux, car elle dépend de questions économiques ou géologiques), en particulier aux États-Unis, où, en 2018, le gaz de schiste représentait 70 % de la production totale selon le rapport de l'UICN.

de la production totale selon l'Energy Information Administration des États-Unis (<https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=38372>, accessed le 15 juillet 2021). Ce changement devient intéressant du point de vue de l'énergie nette (c'est-à-dire l'énergie disponible après avoir comptabilisé le coût de son acquisition, qui comprend généralement l'extraction, le raffinage et la livraison), car les méthodes de production non conventionnelles sont généralement plus énergivores, et les rendements énergétiques ont tendance à diminuer avec le temps.

L'analyse énergétique nette (AEN) est un cadre conceptuel élaboré au début des années 1970, lorsque les préoccupations liées à l'énergie ont émergé après la crise pétrolière. Selon l'AEN, l'énergie nette (c'est-à-dire l'énergie disponible après comptabilisation du coût de son acquisition, qui comprend généralement l'extraction, le raffinage et la livraison) est le principal moteur du développement économique des sociétés et devrait devenir la base standard des décisions politiques.

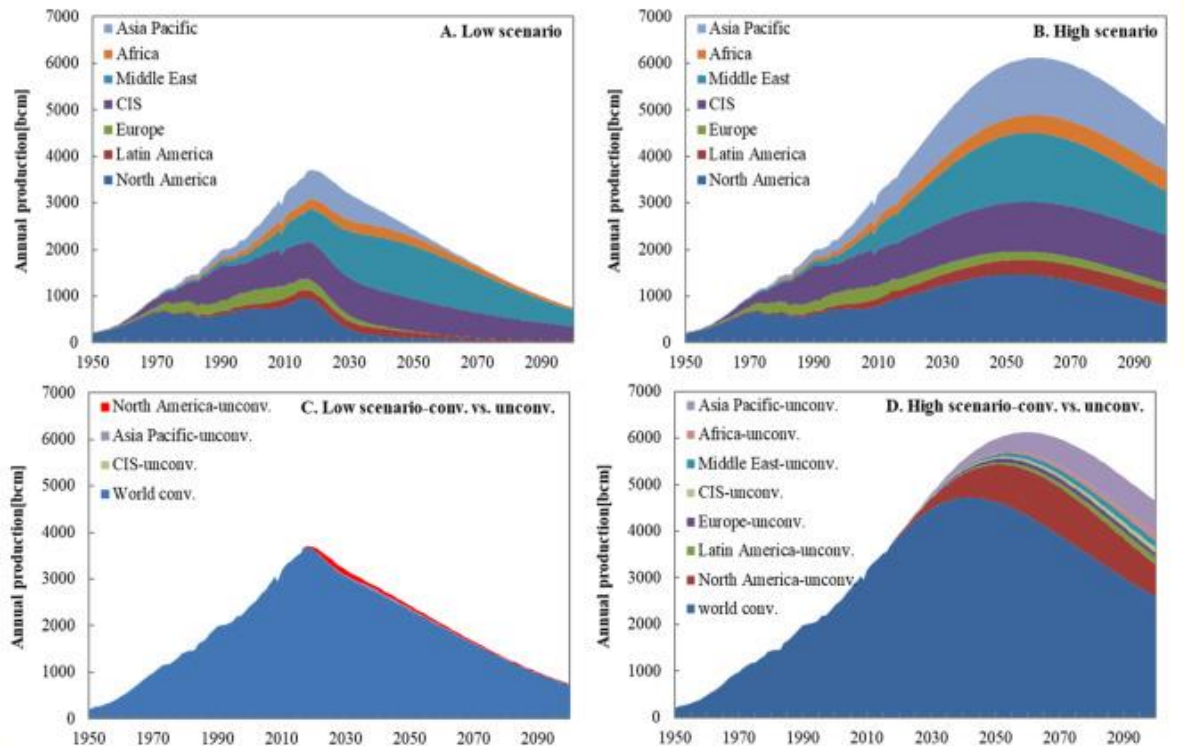
Malgré l'élégance conceptuelle et la simplicité des équations précédentes, l'EROI a été au centre de litiges théoriques et pratiques, le principal étant la délimitation claire des limites de la production d'énergie et des niveaux d'entrée d'énergie. Cela a rendu difficile la comparaison réaliste de l'EROI provenant de différentes sources. Une première tentative pour résoudre les problèmes liés à l'EROI a été faite par Murphy et al. avec une proposition de protocole identifiant des limites standard pour les entrées et sorties d'énergie. Si plusieurs controverses subsistent, l'EROI s'est révélé être un indicateur puissant lorsqu'il est correctement appliqué. Il a également attiré une grande attention à partir des années 2010, car la transition énergétique des combustibles fossiles à haut rendement énergétique vers les énergies renouvelables à faible rendement énergétique pourrait exercer une pression sur le système de production énergétique.

L'EROI moyen pondéré du gaz naturel connaît une diminution constante depuis sa valeur initiale de 141,5

jusqu'à un plateau apparent de 16,8. Cette diminution est, en grande partie, due à la baisse de l'EROI des gaz conventionnels, qui commence à être inférieur à : l'EROI des gaz étanches aux schistes en 1992, à l'offshore 500-1000 m en 2000, à l'offshore 1000-2000 m en 2008, à l'offshore +2000 m en 2016 et au méthane de couche de charbon en 2022.

L'énergie requise pour la production de gaz passe de 1,3 EJ en 1990 à 11 EJ en 2020 et 53 EJ en 2050, avec une augmentation exponentielle jusqu'à ce que la courbe commence à s'aplanir à partir de 2040. Cela représente respectivement 1,7 %, 6,3 % et 23,7 % de la production brute d'énergie.

\*\*\*



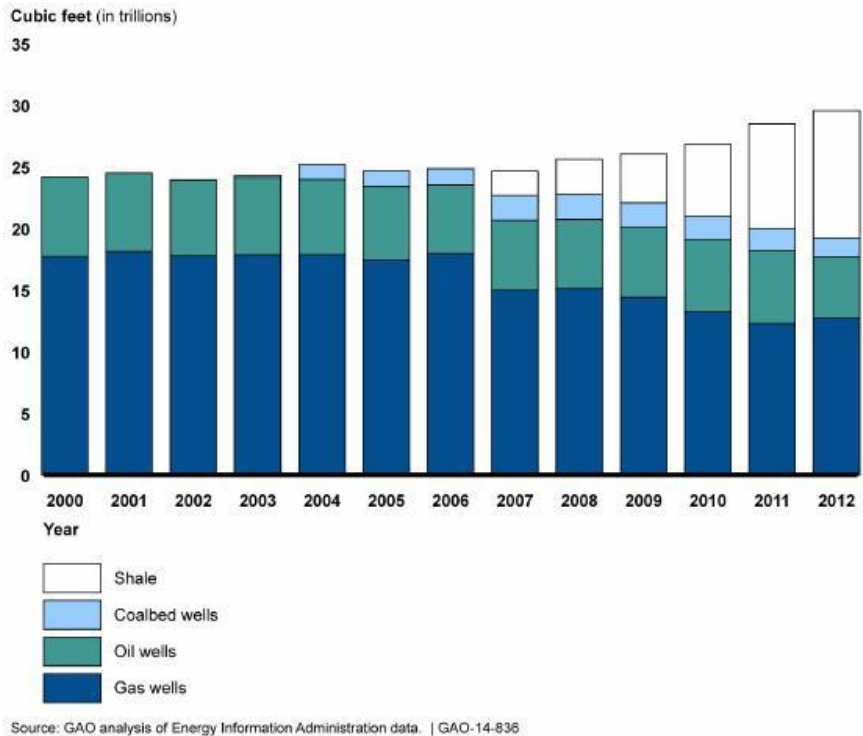
La figure 2 montre que la production mondiale de gaz naturel est susceptible de culminer dans une fourchette de 3,7 à 6,1 trillions de mètres cubes par an (tcm/an) entre 2019 et 2060, selon les hypothèses formulées sur la taille de la ressource mondiale ultimement récupérable (URR) de gaz naturel (Wang et Bentley 2021). Source : Peak Natural Gas. Source : Peak Natural Gas : Wang et Bentley (2021) Modelling world natural gas production.

Compte tenu du pic pétrolier en 2018, le pic du gaz naturel est probablement plus proche de 2019 que de 2060 dans la figure 2.

Il est difficile de prédire le pic mondial de gaz naturel, car il en existe encore d'énormes quantités. Mais beaucoup de ces réservoirs de gaz sont bloqués parce qu'il serait trop coûteux de construire des pipelines pour les acheminer vers les marchés, et 20 à 40 % sont trop chers à traiter car ils contiennent du gaz corrosif "acide" avec du sulfure d'hydrogène ou du dioxyde de carbone toxiques.

Et comme le gaz naturel de schiste "fracturé" s'épuise rapidement, lorsque le gaz de schiste américain atteindra son pic vers 2020, ou peut-être dès maintenant sur le plan économique en raison de l'écroulement de la bulle de schiste, il n'est pas très bon que les États-Unis obtiennent une part aussi importante et croissante de gaz naturel issu de la fracturation.

**Figure 5: Sources of U.S. Natural Gas Production, 2000-2012**



L'Energy Information Administration estime qu'au rythme de consommation actuel, il reste 57 ans de gaz naturel dans le monde. Si nous augmentions la consommation de 7 % par an, le gaz durerait 28,5 ans, soit deux fois moins longtemps.

Le gaz naturel n'est pas commercialisé comme le pétrole dans le monde entier car les terminaux d'importation de gaz naturel liquéfié coûtent des milliards et chaque méthanier 2 à 300 millions de dollars. Mais en 2004, les États-Unis tentaient d'en construire des dizaines après la flambée des prix et la menace de pénurie.

La production de gaz conventionnel a atteint son maximum en 1973 et décline à un rythme de 5 % par an. Heureusement, en 2005, le gaz naturel fracturé est venu à la rescousse d'une autre escroquerie de Wall Street qui a de nouveau plumé la classe moyenne comme la bulle hypothécaire. Des millions d'Américains qui ont investi dans des fonds d'obligations et d'actions à haut rendement ont involontairement prêté de l'argent à des entreprises de schiste qui perdaient de l'argent, mais qui ont continué à forer tant que Wall Street continuait à leur prêter de l'argent. Aujourd'hui, les entreprises de schiste sont endettées de plus de 300 milliards de dollars et beaucoup ont fait faillite. Même sans l'éclatement de la bulle du schiste, le gaz naturel et le pétrole fracturés auraient géologiquement atteint leur pic d'ici 2020.

Afin de permettre aux camions de continuer à rouler, les dirigeants du Congrès avaient espéré qu'à l'heure actuelle, 20 % des camions utiliseraient du gaz naturel comprimé ou liquéfié pour profiter de ce qu'on leur a dit être 100 à 250 ans de gaz naturel fracturé et d'indépendance énergétique américaine.

Mais seuls 3,5 % des camions fonctionnent au gaz naturel, principalement des flottes privées de camions de livraison et de bus.

Les camionneurs n'ont pas adopté le gaz naturel parce qu'ils doivent faire le plein 2 à 4 fois plus souvent, que les camions au gaz naturel coûtent 50 à 100 000 dollars de plus que les camions diesel, et que tout avantage de prix du gaz naturel est réduit par les améliorations constantes de l'efficacité des moteurs diesel.

Il y a très peu de camions qui brûlent du gaz naturel liquéfié, mais pas beaucoup puisqu'il n'y a que 73 stations GNL publiques aux États-Unis, principalement en Californie.

Les chemins de fer ne veulent pas avoir à construire un tout nouveau système de distribution de gaz et à remplacer leurs 25 000 locomotives de 2 millions de dollars, ni à ajouter un wagon-citerne géant de gaz naturel combustible qui pourrait exploser en cas de déraillement.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **HYDROGÈNE : QUEL AVENIR EN FRANCE ?**

Bastien BRANCHOUX Renouvelables 31 janvier 2022



L'**hydrogène apparaît** aujourd'hui **comme une solution miracle** pour lutter contre le dérèglement climatique en décarbonant une partie de l'industrie et de la mobilité. Les gouvernements se sont emparés avec enthousiasme du sujet, en accordant de **lourds investissements** dans la filière. Qu'est-ce que l'hydrogène et où l'utilise-t-on ? Quels en sont les avantages et inconvénients ? Les réponses à ces questions permettront de mieux comprendre les enjeux de la filière.

### **Qu'est-ce que l'hydrogène ?**

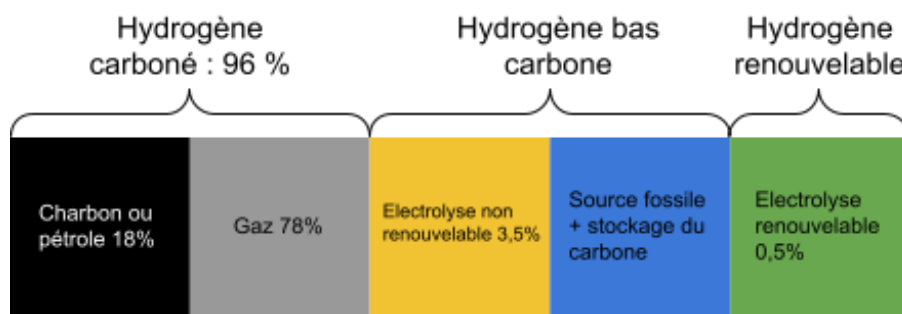
Avant toute chose, il semble bon de préciser que lorsqu'on parle d'hydrogène, on parle en réalité de **dihydrogène** (composition de deux atomes d'hydrogène). Peu présent à l'état naturel<sup>1</sup>, le dihydrogène est souvent associé à d'autres atomes et doit donc être séparé pour être utilisé. **Cette forme d'énergie n'est donc pas directement disponible comme les ressources fossiles (pétrole, charbon ou gaz),** mais peut être définie comme un **vecteur énergétique, au même titre que l'électricité**. Par simplification et pour respecter le langage commun, la suite de cet article parlera d'hydrogène au lieu de dihydrogène.

Pour isoler l'hydrogène, **plusieurs procédés** existent mais tous ne nécessitent pas les mêmes apports en ressources et en énergie, ce qui conduit à des impacts environnementaux différents. Avant 2021, il était usuel de classifier les différentes formes de production d'hydrogène par un système de couleur, mais depuis, **trois catégories** (carboné, bas carbone et renouvelable) peuvent qualifier les moyens de production d'hydrogène<sup>2</sup>. Cette classification simplifiée permet d'éviter toute confusion ou communication abusive au sujet de l'hydrogène.

Aujourd'hui, les moyens de production d'hydrogène les plus simples et moins coûteux utilisent des ressources fossiles. Ces modes de **production carbonés** représentent **96%** de l'hydrogène produit en France<sup>3</sup>. Cet hydrogène peut provenir du **gaz** (vaporeformage), du **charbon** (gazéification), ou du **pétrole** (oxydation). En plus de son **faible coût**, un intérêt pour ces procédés est la possibilité de **stocker** les ressources fossiles. Il est en effet plus simple de transporter et stocker des ressources fossiles que de l'hydrogène.

Une autre manière d'isoler l'hydrogène sans utiliser directement de ressources fossiles est l'**électrolyse de l'eau**. Ce procédé permet de produire de l'hydrogène à partir d'eau et d'électricité. Toutefois, l'impact carbone dépend de la source électrique. On parle d'**hydrogène renouvelable**, quand celui-ci est issu d'électrolyse et dont la **source électrique** est une source **renouvelable** (éolien ou solaire par exemple). L'électrolyse dont la source électrique provient de sources fossiles ne peut être considérée comme un moyen décarboné et sera qualifié d'hydrogène carboné.

Enfin, l'**hydrogène bas carbone** est issu soit d'électrolyse à base de sources bas carbone non renouvelables (nucléaire) ou à partir de procédés carbonés (vaporeformage, gazéification, ...) dont l'usine de production est couplée à une chaîne de **captage et de stockage du carbone** (CCS). Un autre exemple pour produire de l'hydrogène bas carbone est le craquage du méthane<sup>4</sup>. Ce procédé a l'avantage d'émettre comme déchet du carbone solide, plus facilement captable et stockable que le CO<sub>2</sub> gazeux. D'autres solutions de production d'hydrogène bas carbone existent (de façon marginal) ou sont en développement, mais ne seront pas évoquées dans cet article.



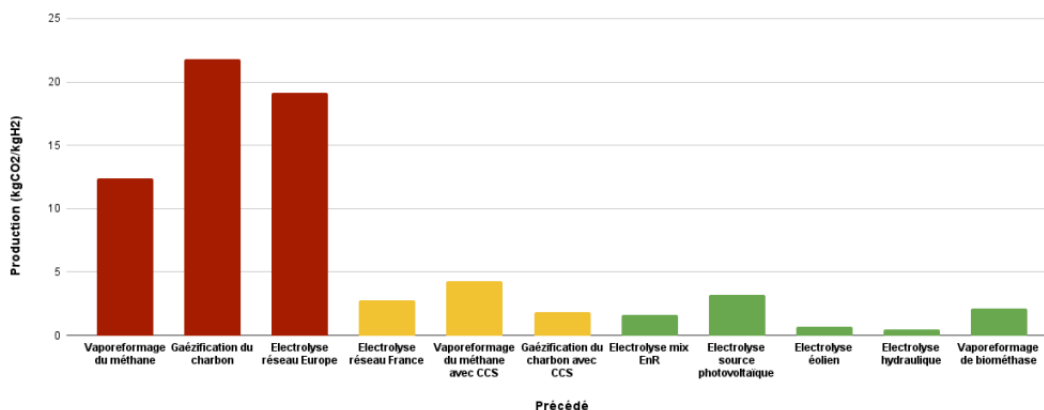
*État actuel de la production d'hydrogène en France. Source : RTE<sup>5</sup>.*

## L'impact environnemental de l'hydrogène

Comme vu précédemment, l'électrolyse n'est pas toujours sujet à baisser les émissions carbonées. La source de production d'électricité a en effet son importance dans l'impact carbone de l'hydrogène produit. Les noms des trois catégories d'hydrogène peuvent interpeller sur l'impact carbone. **Quels sont leurs réels impacts ?** Y a-t-il beaucoup de différences d'un hydrogène à un autre ? Sans cette question, il est en effet possible de se tromper sur les bienfaits de l'électrolyse sur l'environnement.

Pour produire 1 kg d'hydrogène à partir d'électrolyse, aujourd'hui environ **56 kWh** d'électricité sont nécessaires<sup>6</sup>. Ainsi, en se raccordant au mix électrique européen (constitué à environ 36% de sources carbonées<sup>7</sup>), la production d'hydrogène à partir d'électrolyse émet davantage de CO<sub>2</sub> que l'utilisation de ressources fossiles direct. Aujourd'hui, utiliser l'**électricité d'Europe** est donc **pire** que le **vaporeformage du gaz** pour isoler l'hydrogène. En revanche, le **mix électrique français**, essentiellement bas carbone, présente un **avantage** pour **réduire les émissions carbonées** sur la production d'hydrogène.

La capture et séquestration de carbone permet de réduire considérablement l'impact environnemental de la production d'hydrogène à partir de ressources fossiles. Si l'hydrogène est produit à partir de gaz ou de charbon, la **capture et séquestration du carbone** permet de **réduire les émissions** carbone de près de **60%**, pour le vaporeformage du méthane, et jusqu'à **90%**, pour la gazéification du charbon<sup>8</sup>. Le CCS semble donc être une technologie intéressante pour réduire l'impact carbone, non seulement pour la production d'hydrogène, mais également dans les industries émettrices de CO<sub>2</sub>. **<L'auteur oublie de dire que les systèmes CCS ne valent rien, même si c'est ce qu'il pense.>**



Un autre impact environnemental à prendre en compte est celui du **stockage** et du **transport** de l'hydrogène. A ce jour, le transport d'hydrogène représente entre **0,35 et 1,12 kgCO<sub>2</sub>/kgH<sub>2</sub>/100km**, en fonction du niveau de compression (plus l'hydrogène est comprimé, plus il est possible d'en transporter dans un volume donné)<sup>10</sup>. Le déploiement de l'hydrogène à grande échelle va nécessiter **davantage de stockage et de transport** entre sa source de production et la consommation. L'impact environnemental de ces étapes peut donc être à l'avenir un enjeu à prendre au sérieux.

## **L'utilisation de l'hydrogène**

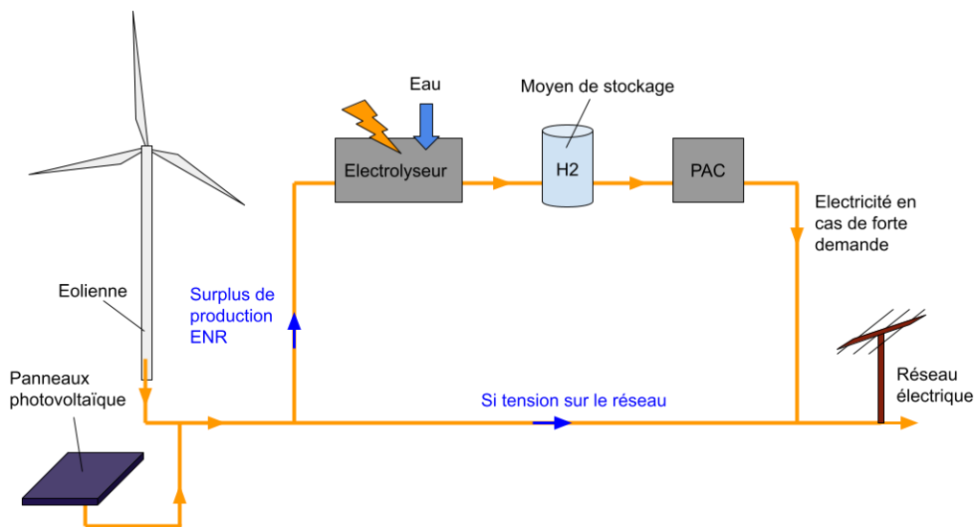
L'hydrogène est souvent présenté comme un vecteur énergétique (moyen de stockage et de transport d'énergie). Cependant, de nos jours, il est principalement **utilisé** dans des **procédés de chimie ou en raffinerie**. L'hydrogène peut par exemple être utilisé comme matière de base pour la production d'ammoniac<sup>11</sup> (utilisé comme engrais), de méthanol, ou utilisé comme réactif dans des raffineries de pétrole, afin de rendre le pétrole exploitable et moins soufré<sup>12</sup>. L'hydrogène a donc de nombreuses applications et son utilisation **peut permettre de réduire l'impact carbone** d'un pays.

L'hydrogène bas carbone ou renouvelable peut être utilisé de différentes manières, et cela dépend du choix politique. D'une part, l'hydrogène bas carbone peut permettre de **substituer** la production d'**hydrogène** initialement **carboné**. D'autre part, l'utilisation de l'hydrogène peut être utilisée pour de **nouveaux usages**, évitant alors la consommation d'autres formes d'énergie. Une manière d'utiliser l'hydrogène est la **pile à combustible**. L'association du dihydrogène (H<sub>2</sub>) avec l'oxygène (O<sub>2</sub>) ambiant peut créer de l'eau (H<sub>2</sub>O) en libérant des formes d'énergie utiles<sup>13</sup>.

### **hydrogène + Oxygène Eau + Électricité +Chaleur**

En France, le **transport** – premier secteur émetteur – représente environ **30 %** des émissions de **gaz à effet de serre**<sup>14</sup>. La mobilité est donc un réel enjeu et la solution hydrogène semble prometteuse pour réduire les émissions, un **véhicule à hydrogène** serait jusqu'à **trois fois moins émetteur** de carbone par rapport à un **véhicule thermique**<sup>10</sup>. Nonobstant, l'utilisation de l'hydrogène pour les transports pose une question centrale pour les filières de production d'hydrogène bas carbone : **seront-elles assez matures pour approvisionner les flottes de transport** ? Ne serait-il pas plus intéressant de développer des véhicules électriques plutôt que ceux à base d'hydrogène ? Ces questions sont traitées plus bas dans l'article.

Une autre utilisation possible de l'hydrogène est de le considérer comme **moyen de stockage**<sup>15</sup>. Avec l'essor des énergies intermittentes, le stockage énergétique va être l'un des gros enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle. La consommation électrique n'étant pas nécessairement en accord avec la production électrique, il est important de réguler le réseau par des moyens pilotables. De par ses caractéristiques techniques, l'hydrogène présente un potentiel pour améliorer la **flexibilité du réseau** sur des périodes de temps longues (inter-saisonnalité) et **moins carboné** que l'utilisation de centrales à charbon ou au gaz.



Utilisation de l'hydrogène comme moyen de stockage.

## Un problème de l'hydrogène : le rendement énergétique

La production d'hydrogène par électrolyse de l'eau à partir d'électricité bas carbone semble être prometteuse du point de vue écologique. Néanmoins, un autre problème se pose : celui du **rendement**. Par exemple, pour utiliser de l'hydrogène dans une voiture, il faut d'abord produire cet hydrogène, le compresser ou le liquéfier pour le stocker, le transporter, et enfin l'utiliser dans une pile à combustible pour de nouveau obtenir de l'électricité, qui alimente le moteur. A chacune de ces étapes, de la production à l'utilisation, **une partie de l'énergie est perdue**.

Lors de l'étape de **production d'hydrogène** par électrolyse, plus d'**un quart de l'électricité utilisée est perdue**, sous forme de chaleur notamment. La compression de l'hydrogène nécessite un apport énergétique, diminuant ainsi le rendement global de l'hydrogène. Enfin, lorsque l'hydrogène est transformé en électricité au travers d'une pile à combustible, de nouvelles pertes énergétiques sont constatées : **environ la moitié de l'énergie est perdue** à cette étape. Selon l'ADEME, le rendement global de l'utilisation d'une voiture à pile à combustible, de la production jusqu'au moteur, est d'environ **24%**<sup>6</sup>.

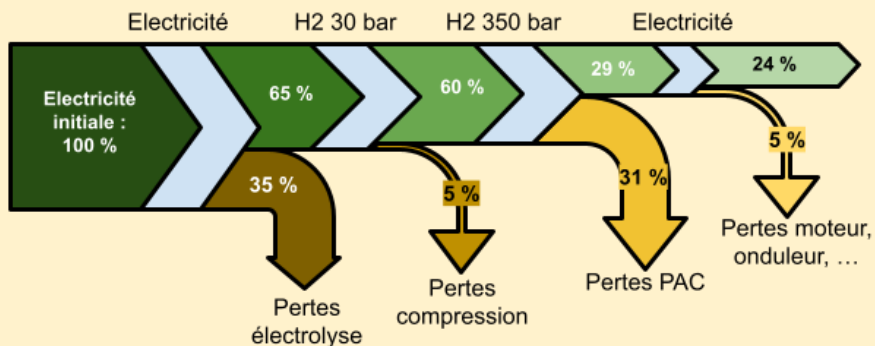


Diagramme de Sankey "power-to-H2-to-power" pour 1 kg d'hydrogène. Source : AFHYPAC<sup>16</sup> et ADEME<sup>6</sup>.

L'utilisation de l'hydrogène pour alimenter des véhicules électriques entraîne donc **davantage de pertes énergétiques que l'utilisation d'une batterie (76% contre 30%)**. C'est un facteur très important à prendre en compte pour évaluer l'intérêt de son utilisation et adopter une stratégie viable vis-à-vis de la production électrique. Si l'ensemble des transports venait à être alimenté avec de l'hydrogène, la production électrique pourrait difficilement suivre la demande. Dans la mesure du possible, il est donc **préférable d'utiliser l'électricité** pour alimenter les véhicules **plutôt que** de passer par **un cycle power to gas to power** avec l'hydrogène. Reste malgré tout la question des batteries ...

## L'avenir de l'électrolyse en France

Produire de l'hydrogène à base d'électrolyse est donc une affaire **coûteuse en énergie**. Si la France souhaite décarboner entièrement l'hydrogène d'ores et déjà utilisé, cela demandera un apport conséquent d'électricité. Mais alors, comment assurer cet apport ? Cela est-il techniquement et économiquement viable ? Pour répondre à cette question, le gestionnaire du réseau électrique français, RTE, a réalisé en 2020, une étude présentant **trois scénarios de production d'hydrogène** à partir d'électrolyse en France<sup>17</sup>.

Un premier scénario se base sur un fonctionnement des électrolyseurs lors des **périodes de surproduction** (renouvelable ou nucléaire). Étant donné que les électrolyseurs fonctionneraient lors des épisodes de faible demande d'électricité, le **coût marginal** de fonctionnement serait **bas**. Par contre, l'utilisation des électrolyseurs sur l'année serait faible et entraînerait donc d'**importants coûts d'amortissement**. Aussi, les électrolyseurs entreraient en concurrence avec d'autres usages flexibles de l'électricité, tels que les recharges de véhicules électriques.

Le second scénario propose un **fonctionnement** des électrolyseurs **en continu**, sauf lors des situations de tension sur le réseau électrique. Ce mode de fonctionnement peut s'accompagner de l'achat de garanties d'origine de la production d'électricité renouvelable. Le principal avantage d'une utilisation en continu est la **longue durée de fonctionnement** (7000 à 8000 heures par an) permettant un bon amortissement des coûts fixes et une **bonne continuité de production d'hydrogène**. Par contre, l'électricité appelée aura un coût économique et environnemental plus fort que dans le premier scénario.

Le dernier scénario propose un fonctionnement des **électrolyseurs couplé** à des installations de **production d'électricité** d'origine **renouvelable**. L'idée étant d'alimenter en priorité l'électrolyse (hors cas de tension), le surplus d'électricité étant injecté sur le réseau. Les coûts d'approvisionnement seraient contrôlés (coûts fixes des installations ENR), pour une durée de fonctionnement de l'électrolyse potentiellement significative (>40%). Un désavantage de ce type d'installation est l'**éloignement entre les centres de production et de consommation** (industries ou réseaux de gaz).

Si le souhait est de réduire les émissions carbone, la meilleure manière d'utiliser l'électricité française est de **l'exporter vers les pays voisins**. Exporter de l'électricité française vers l'Europe permet d'éviter l'utilisation de centrale à charbon et ainsi l'émission d'environ 800g de CO<sub>2</sub> par kWh<sup>18</sup>, alors qu'utiliser cette électricité pour produire de l'hydrogène éviterait moins de 200g de CO<sub>2</sub><sup>9</sup>. L'électrolyse de l'eau est donc **sujet à controverse** d'un point de vue environnemental, mais reste un moyen de stabiliser le réseau électrique qui accueille davantage d'énergies intermittentes.

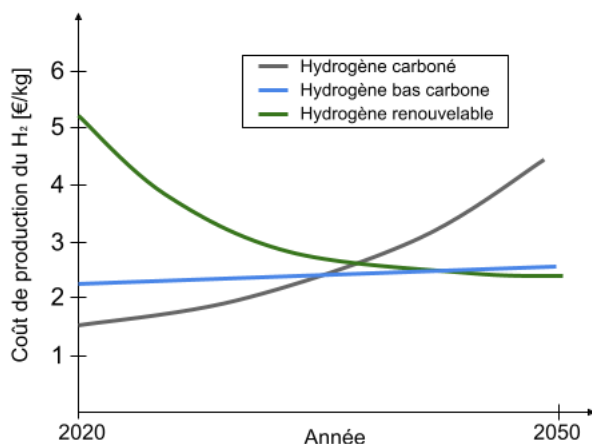
## Le coût de production d'hydrogène

Le prix final de l'hydrogène tient compte des coûts de production, de stockage, de transport et de distribution. Ces différents coûts évoluent non seulement en fonction de l'offre et de la demande mais également avec l'**évolution des nouvelles technologies**. Les coûts de stockage, de transport et de distribution dépendent principalement du lieu et du type de consommation. Pour comparer les coûts des différentes technologies de production, il faut donc s'intéresser au **coût en sortie d'usine**.

Le coût de l'hydrogène produit à partir de **vaporeformage du gaz** s'élève aujourd'hui à environ **1,6 €/kg**<sup>19</sup>. Si ce centre de **production est couplé à un CCS**, il faut ajouter au prix de l'hydrogène sorti d'usine entre **0,5 et 2,0 €/kg**. L'hydrogène produit par **électrolyse** revient, quant à lui, à environ **4 à 6 €/kg** en fonction de la technologie d'électrolyse, pour une durée d'utilisation moyenne de l'ordre de 4 000 à 5 000 heures par an et un coût de l'électricité autour de 50 €/MWh (prix spot moyen).

A l'état actuel des choses, l'**hydrogène carboné est donc plus abordable que l'hydrogène bas carbone ou renouvelable**. Toutefois, en plus des baisses des coûts de l'électrolyse et de la CCS, la **taxation carbone** peut

être un véritable allié dans le développement de l'hydrogène bas carbone. La stratégie nationale bas carbone de la France fixe pour objectif un prix de 100 €/t de CO<sub>2</sub> d'ici 2030<sup>20</sup>. Cette taxe carbone va être imputée sur le prix de l'hydrogène carboné et fera de l'**hydrogène bas carbone et renouvelable, des sources concurrentielles**.



*Évolution possible du coût de l'hydrogène par type de production , Source : Hydrogen Council<sup>21, 22</sup>.*

En fonction du temps d'utilisation des installations (pour l'amortissement), du prix du CO<sub>2</sub>, du prix de l'électricité issue d'énergie renouvelable ou non et des avancées technologiques, les prix futurs de l'hydrogène pourront largement varier d'une situation à une autre. La tarification de l'hydrogène sera-t-elle régulée comme pour le gaz ou l'électricité ? Quelles seront les taxes, subventions ou bénéfices attendus sur sa production commerciale ? Compte tenu de tous ces paramètres, il est en réalité **difficile de se prononcer aujourd'hui sur l'évolution future des coûts de l'hydrogène** en fonction de sa source.

Néanmoins, les coûts de l'éolien et du solaire continuent à baisser et le prix du CO<sub>2</sub> tend à augmenter. Ainsi, tôt ou tard, le prix de l'hydrogène issu de sources renouvelables pourrait être plus compétitif que celui issu de ressources fossiles. Selon les hypothèses prises, l'hydrogène renouvelable pourrait atteindre, à l'horizon 2030, 2,35 €/kg<sup>22</sup> et entre 0,63 €/kg à 1,44 €/kg d'ici 2050<sup>23</sup>.

## Conclusion

Aujourd'hui, l'hydrogène est très majoritairement produit à partir de ressources fossiles et pour des usages industriels. Cependant, l'utilisation de l'hydrogène renouvelable ou bas carbone constitue un moyen de **décarboner** des secteurs difficiles à électrifier, comme l'**industrie de l'acier ou de la chimie**. A cause des pertes importantes d'un cycle power to gas to power (environ 75%), l'utilisation de l'**hydrogène dans la mobilité légère semble être moins intéressante que l'électricité**<sup>24</sup>.

Avec l'essor des énergies intermittentes, l'hydrogène renouvelable pourrait, à l'avenir, se présenter comme un bon candidat pour **répondre aux problématiques de stockage de l'énergie**. La production d'hydrogène par électrolyse est flexible et peut s'adapter aux variations de la production des énergies renouvelables et de la consommation électrique. Un des atouts de l'hydrogène est sa capacité à stocker de l'énergie sur des temps plus longs que les batteries. L'hydrogène renouvelable constitue dès lors un **gisement de flexibilité important pour l'équilibre du système électrique**.

## Sources :

<sup>1</sup> [L'hydrogène naturel : curiosité géologique ou source d'énergie majeure dans le futur ?](#) Connaissance des énergies, MORETTI, 2020.

<sup>2</sup> [Ordonnance n° 2021-167 du 17 février 2021 relative à l'hydrogène](#). Conseil des ministres, 2021.

<sup>3</sup> [Panorama des solutions hydrogène](#). France Hydrogène, 2021.

<sup>4</sup> [Production d'hydrogène décarboné : la troisième voie](#). FUCHERIE, Annale des mines, 2020.

<sup>5</sup> [La transition vers un hydrogène bas carbone – Atouts et enjeux pour le système électrique à l'horizon 2030-2035](#). RTE, 2020.

- <sup>6</sup> [Rendement de la chaîne hydrogène](#). ADEME, 2020.
- <sup>7</sup> [Statistical Review of World Energy](#). BP stats, 2021.
- Relevé des données de production électrique de l'ensemble des pays du continent (3 871,3 TWh, dont 1 380,2 TWh issu de ressources fossiles).
- <sup>8</sup> [Levelized cost of CO2 mitigation from hydrogen production routes](#). B. Parkinson, P. Balcombe, J. F. Speirs, A. D. Hawkes and K. Hellgardt – The Royal Society of Chemistry, 2018.
- <sup>9</sup> [Production d'hydrogène](#). ADEME, 2020.
- <sup>10</sup> [Analyse de cycle de vie relative à l'hydrogène](#). ADEME, 2020.
- <sup>11</sup> [Procédé Haber](#). Wikipedia, 2021.
- <sup>12</sup> [Applications de l'hydrogène](#). Air Liquide, 2005.
- <sup>13</sup> [Pile à combustible](#). H2SYS, 2022.
- <sup>14</sup> [Le rapport de référence sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques en France](#). Secten, 2021.
- <sup>15</sup> [Hydrogen](#). IEA, 2020.
- <sup>16</sup> [Production d'hydrogène par électrolyse de l'eau](#). AFHYPAC, 2019.
- <sup>17</sup> [La transition vers un hydrogène bas carbone](#). RTE, 2020.
- <sup>18</sup> [Quelques facteurs d'émission](#). Commissariat général au développement durable, 2013.
- <sup>19</sup> [Les modes de production de l'hydrogène](#). Assemblée nationale, 2021. Basé sur les travaux de Claude HELLER, consultant sénior sur le développement de l'hydrogène.
- <sup>20</sup> [L'évolution des différents prix du carbone](#). EnergiesDev Consulting, 2021.
- <sup>21</sup> [Hydrogen Insights Report 2021](#). Hydrogen Council, McKinsey & Company, 2021.
- <sup>22</sup> [Path to hydrogen competitiveness](#). Hydrogen Council, 2020.
- <sup>23</sup> [Hydrogen Economy Outlook](#). BloombergNEF, 2020.
- <sup>24</sup> [Le duel batteries-hydrogène pour la motorisation décarbonée du transport routier](#). Connaissance des énergies, 2019.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Julien Vidal, couillon ultime de l'écologisme médiatique**

par Nicolas Casaux 4 février 2022

Jean-Pierre : malgré le fait que j'apprécie beaucoup Jean-Marc Jancovici, je suis obligé d'être d'accord avec Nicolas Casaux : ce que propose Jean-Marc comme solutions ne fonctionne pas n'a absolument rien d'écologique.



Dans le domaine de l'écologie, ou, plutôt, de ce qui se réclame de l'écologie, j'ai déjà lu des livres nuls. J'en ai même lu beaucoup. J'ai lu **Cyril Dion, Isabelle Delannoy, Jean-Marc Jancovici, Julien Wosnitza**, **<auquel j'ajoute le nom de Sainte Greta Thunberg qui ne connaît rien de rien vu son âge>** etc. C'est dire. Mais je n'avais jamais rien lu d'aussi pitoyable, d'aussi consternant que Julien Vidal — qui en est pourtant à son quatrième gribouillage, à sa quatrième injure faite aux arbres, à l'intelligence, à la vie.

En effet, son dernier « livre » [sic], intitulé 2030 glorieuses, publié chez Actes Sud (la maison d'édition de Françoise Nyssen, ex-ministre de la culture de Macron) dans une collection dirigée par Cyril Dion, fait suite à *Ça commence par moi* (Seuil, 2018), *Ça va changer avec vous !* Il est temps d'être écolos et fiers de l'être (First Editions, 2019), et Redonner du pouvoir à son argent (Actes Sud, 2020).

*Ça commence par moi*, c'est un ensemble d'« actions pour une éco-citoyenneté ambitieuse », c'est aussi « la première communauté d'acteurs éco-citoyens de France ». Le manifeste du projet — qui possède son propre site web —, une longue enfilade indigeste de niaiseries en tous genres, nous encourage à « expérimenter et construire

dès aujourd'hui un monde durable, solidaire et heureux », car

*« le modèle actuel se nourrit de nos non-dits, de nos compromis mous, de notre passivité, de nos incohérences...il n'est pourtant jamais trop tard pour s'y mettre et tout le monde peut lancer son parcours de la manière qu'il le souhaite car nous sommes prêts à être ambitieux, rassembleurs et bienveillants, car si l'exemplarité est fondamentale, l'expérimentation dans notre chair de cet idéal est primordiale. Comme un forgeron qui donne des milliers de coups de marteau pour confectionner un outil en métal, comme un peintre donne des milliers de coups de pinceaux pour finaliser son tableau, le citoyen doit constamment oeuvrer à ce monde idéal en mouvement qui nous échappera en permanence mais dont on doit se rapprocher au maximum, la tête haute pour garder sans cesse en ligne de mire un objectif lointain, comme un coureur qui regarde l'horizon et qui s'y dirige foulée après foulée. C'est une véritable marteau-thérapie du changement. »*

Prometteur, n'est-ce pas. Et donc, parmi les « 408 actions pour une éco-citoyenneté ambitieuse » que liste le site, on retrouve des choses comme :

« Je vais rencontrer des inconnus au Social Bar »

« J'opte pour une crème solaire écologique »

« Je passe au savon de Marseille traditionnel »

« Je limite la qualité du streaming vidéo »

Etc. Heureusement, Julien Vidal s'est aussi proposé de classer ces « actions » notamment afin de faire ressortir « les plus impactantes ». Et quelle est donc la plus « impactante » ?, mourez-vous d'envie de savoir. Eh bien :

« Je rejoins un incubateur de l'ESS »

Suivie de près par « je préfère le train à l'avion », « je m'inscris sur les listes électorales », « j'ouvre un gîte zéro déchet », « j'adopte l'éco-conduite », etc.

Vous l'aurez compris, Julien Vidal et sa communauté se sont sympathiquement dévoués pour nous fournir une liste presque exhaustive de toutes les choses qui ne servent essentiellement à rien, qui n'ont à peu près aucune chance de nous aider à mettre un terme au désastre socio-écologique en cours. À dire vrai, difficile de ne pas avoir l'impression qu'il s'agit d'une sorte de vaste parodie, d'une blague sophistiquée. Mais non, pas du tout. Julien Vidal est très sérieux. Dans son dernier livre, 2030 glorieuses, paru, donc, chez Actes Sud, il ressasse encore une fois, à peu de choses près, les mêmes imbécilités qui noircissent les pages de ses précédents ouvrages. Il y fait par exemple la promotion de métiers d'avenir, du genre de ceux que l'on retrouvera dans le Royaume éco-bio-techno-industrielle durable que les aveugles en son genre aperçoivent à l'horizon 2030, comme « fondatrice d'un village de Tiny Houses », « cofondatrice d'une entreprise de soins naturels et engagés », « banquière itinérante », « éco-manager sur les tournages audiovisuels », etc., j'en passe et des plus bios.



Aussi, saviez-tu que grâce au libéralisme, « une grande partie de l'humanité a vu l'amélioration de ses besoins vitaux au cours des dernières décennies » ? N'ont-ils aucun relecteur chez Actes Sud ?! Peut-être n'ont-ils pas jugé utile de faire relire un tel détrit (extrêmement mal écrit — Julien Vidal écrit comme il pense, utilise des mots dont il ne connaît manifestement pas la définition, etc.). On les comprend, le public auquel il est destiné est sans doute à l'image de son auteur. Quoi qu'il en soit, l'« amélioration de ses besoins vitaux », ça ne veut rien dire. Selon toute logique, on ne peut « améliorer » des « besoins vitaux ». Cela dit, le décodage de cette assertion ratée n'est pas compliqué. & elle s'avère hautement discutable, sinon fausse. Mais comparée au reste du livre, c'est une vérité lumineuse.

Courageusement, Julien Vidal s'en prend tout de même au capitalisme. En tout cas dans un intertitre : « Le capitalisme ne pourra pas se mettre au service du vivant. » Car, bien entendu, quelques lignes plus bas, c'est « un mode de vie néolibéral » qui se trouve pointé du doigt. Exit le capitalisme, qui n'est d'ailleurs jamais défini dans son pathétique cafouillage de plus de 200 pages. Également, si vous ne le sachiez-tu, Julien Vidal t'explique : le « mode de vie néolibéral » a apparemment pour effet de « libérer » la « propension de l'être humain à la cupidité et au consumérisme, son goût de conquérir, d'asservir, de posséder ». Il « libère » même « son droit de piller les ressources naturelles et les espèces vivantes ». Bon sang, mais c'est bien sûr.

Et si cet empaffé fustige ici et là « le capitalisme » ou « la croissance », il fait aussi l'éloge des « objectifs de développement durable (17 objectifs qui nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous d'ici à 2030) » de l'ONU. Peu lui importe — ou peut-être, plus probablement, ignore-t-il — que ces objectifs sont de purs produits du capitalisme, établis par et pour le capitalisme. Le tout premier de ces objectifs vise d'ailleurs à promouvoir... « la croissance économique », de même que le huitième (« une croissance économique soutenue ») et que tous les autres en réalité. Quoi d'étonnant, l'ONU est un des quelques organismes supra-étatiques qui chapeautent — et sont produits par — le capitalisme mondialisé.

Bien entendu, Julien Vidal égrène aussi l'habituelle litanie des jolies histoires que les écologistes du dimanche en quête de rassurances aiment colporter. Saches-tu qu'au Bhoutan, ils ont développé un formidable indice appelé « Bonheur national brut » ? Épastrouillant, n'est-ce pas ?! Le Bhoutan serait même « le seul pays au monde à avoir un bilan carbone négatif » ! Génial, non ?! Non. Imbécile. D'abord parce que le « bilan carbone » est une mystification comptable, ensuite parce que les choses les plus importantes sont la préservation de l'environnement — la nature — et la liberté. Or, au Bhoutan, pays en plein développement industriel, la nature souffre de plus en plus, comme partout ailleurs. L'électricité y provient essentiellement d'immenses barrages hydroélectriques, principalement financés par l'Inde, qui noient des vallées, détruisent fleuves et rivières et émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Des barrages qu'il faut bien construire, avec des machines, etc. Développement oblige, au Bhoutan, le nombre de voitures sur les routes ne cesse d'augmenter, ainsi que la consommation énergétique dans son ensemble, qui continue de provenir à 70% de combustibles fossiles et de biomasse. Mais heureusement, le gouvernement bhoutanais entend augmenter et diversifier sa production d'énergie dite verte, propre ou renouvelable (en misant sur le solaire et l'éolien, notamment). Rien de vert ici, rien de bon pour la planète, au contraire. La même civilisation industrielle en développement que partout ailleurs. & sur le plan de la liberté, on rappellera que le Bhoutan est toujours une royauté (soit une organisation sociale encore plus éloignée de la démocratie que nous ne le sommes, c'est dire), et qu'un sondage en date de 2010, effectué par son gouvernement, rapporte que 68% des femmes du pays considèrent qu'il est normal que leurs maris les battent. Bienvenue au pays du Bonheur national brutal (pour les femmes).



Bien entendu, Julien Vidal présente les énergies dites vertes, propres ou renouvelables comme des solutions pour verdir la civilisation industrielle — mais tout en rappelant qu'elles ne sont pas vraiment vertes ou propres. Promouvoir des énergies pas vertes, pas soutenables, comme une solution pour rendre verte et soutenable la civilisation industrielle ? Oui, parfaitement ! Et pourquoi pas ?! À partir du moment où l'on peut améliorer ses besoins vitaux, tout devient possible. Et puis... peut-être cela le rend-il heureux ! Or, « choisir d'être heureux, c'est un acte de résistance politique » ! La pensée positive et ses mantras, quelle honte (le livre de Julien dégouline de cet engouement obsessionnel et lénifiant pour le bonheur, l'optimisme, la joie, le sourire, qu'incarne sa collègue Catherine Testa, coach en bonheur pour entreprises du CAC 40).

Mais reprenons. Pour nous sortir d'affaire, Julien imagine aussi un « vice-Premier ministre du temps long », sorte de « super ministre du futur » qui nous aiderait à « relocaliser notre industrie » (des mines en France ! oh oui !), « créer des filières professionnalisantes pour développer les nouveaux métiers liés, entre autres, à la sobriété énergétique », développer des « projets d'écoquartiers passifs et dépolluants comme le Heidelberg Village en Allemagne », « investir massivement et sans attendre dans les énergies renouvelables et faire du service public et des régies publiques le fleuron de la transition énergétique », etc. Pour un monde plus durable et plus bio.

De toute façon, Julien Vidal ne fait que nous rapporter le bonheur que lui procure la fameuse « révolution déjà en cours » qui se manifeste partout (si, si, faites un effort, ouvrez les yeux, voyez !). Quelle joie. Heureusement, cette révolution ne consiste pas à « complètement remiser la technologie au placard », car « la technologie, comme n'importe quelle création de l'être humain, n'est qu'un outil. C'est l'utilisation que nous lui attribuons qui la dote d'un impact positif ou négatif. » Bien entendu ! En elle-même, la construction d'une bombe nucléaire n'implique rien. Ensuite, il s'agit juste de faire le bon choix : s'en servir comme oreiller plutôt que la larguer depuis un bombardier sur une ville japonaise. Tout est neutre. Le livre de Julien, pour prendre un autre exemple, libre à nous de choisir de nous en servir pour le jeter à la tronche d'un écocharlatan dans son genre, le brûler pour se réchauffer un soir de décembre ou l'enterrer dans une butte pour faire de l'engrais. Vous voyez. Parfaitement neutre (sa fabrication n'a, elle aussi, rien impliqué, bien évidemment). Mais je digresse (sur la non-neutralité de la technique, voir le post-scriptum de ce texte).

La civilisation industrielle bio et cool que Julien Vidal nous promet s'appuiera donc massivement sur l'internet, qui en constituera « une trame extraordinaire ». L'électronique y sera « responsable », la high-tech « durable », avec des fabricants « de smartphones éthiques » comme Fairphone, etc. Le rêve des nigauds.

Mais bref. Julien Vidal n'est clairement pas le couteau le plus aiguisé du tiroir « écolo », ce qui explique sans doute pourquoi il ne bénéficie pas de la médiatisation d'un Cyril Dion. La confusion, la bêtise et l'ignorance dont témoignent ses idées ne sont donc pas exactement représentatives de celles de tous ses collègues. Néanmoins, elles demeurent assez représentatives de la stupidité, la niaiserie mensongère, indécente, opportuniste, de la coterie des écologistes médiatiques.

Cela dit, Julien possède un génie tout particulier, qu'il serait injuste de nier, pour vendre des inepties — mais joyeuses, rassurantes, positives (« un livre rempli de positivisme », s'exclame, enthousiaste, une journaliste du

média technocapitaliste We Demain).



Au-delà de ces quelques considérations élogieuses, difficile d'en dire beaucoup plus sur son personnage tant il est vide de toute substance cohérente, de tout contenu digne de ce nom. L'État, le capitalisme, l'industrie, la technologie, le patriarcat, Julien Vidal, en écologiste modèle, parvient à passer à côté de — à occulter — tout ce qui pose réellement et fondamentalement problème aujourd'hui. Une telle performance lui garantit, à n'en pas douter, une belle carrière d'influenceur écologiste.

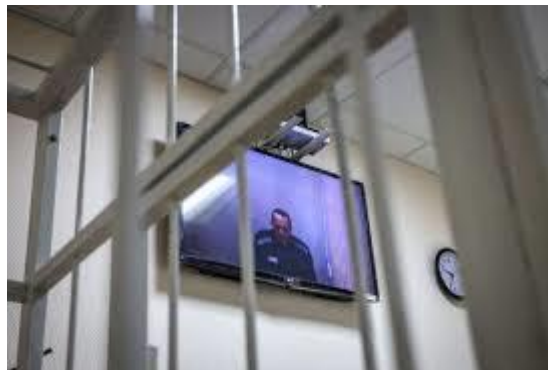
Actes Sud, vous devriez avoir honte d'avoir publié une telle merde. Et toutes les autres aussi.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Une prison médiatique qui pousse à l'inaction**

Biosphere 4 février 2022

**BIOSPHERE** le point de vue des écologistes



La question écologique peine à s'imposer dans les débats politiques, dominés par les problématiques du pouvoir d'achat et de l'immigration. La faute aux médias ?

**tribune de 1 398 scientifiques** : « Nous constatons avec inquiétude l'absence de débat démocratique dans la campagne présidentielle sur les graves bouleversements en cours et à venir, qu'ils concernent le climat, l'océan, la biodiversité ou les pollutions ... La technicité et la complexité des sujets, l'affirmation de leur caractère anxiogène, la conviction qu'ils dépassent les clivages politiques et n'ont qu'un faible intérêt pour le grand public — la promesse, donc d'un audimat en berne —, sont souvent avancées pour justifier ce silence ... Les défis portent sur la nature et le rythme de l'adaptation, la juste répartition des risques et des efforts, la solidarité entre générations ou entre territoires... Encore faut-il que les citoyens puissent en décider en leur âme et conscience. Pour cela, les candidats et candidates à l'élection présidentielle doivent s'exprimer et donc pouvoir être interrogés sur ces questions de fond... Mais il est plus commode de réduire le débat sur les nécessaires transformations structurelles à un affrontement entre partisans du nucléaire et défenseurs des énergies renouvelables ; il est plus confortable de confondre décarbonation de l'ensemble du secteur de l'énergie et

*production électrique bas carbone, ; il est plus facile de transformer les alertes sur l'état de l'environnement en militantisme radical, et la lucidité en catastrophisme... Ces simplifications finissent par créer une prison intellectuelle, qui empêche de mettre sur la table les choix qui s'offrent encore à nous et d'en débattre de manière démocratique, c'est-à-dire publique, éclairée et contradictoire... »*

## **Commentaires du point de vue des écologistes :**

**BL2** : Les médias ont une grosse part de responsabilité. Un journaliste vient de dire à la télé que l'événement du week-end, c'est que Marion Le Pen va , peut-être, soutenir Zemmour. L'événement du week-end n'était donc pas la présentation de son programme écolo par Jadot...

**Frog** : Il faut bien admettre que les médias les plus populaires, tenus majoritairement par le pouvoir de l'argent n'ayant rien à voir avec l'altruisme et le bien commun, ne militent pas vraiment pour que la problématique climat soit vraiment à l'ordre du jour.

**Petit Pierre** : S'emparer de la question de la rupture écologique? Le problème est que ce n'est que partiellement un problème politique, mais essentiellement une question psychologique. Il est bien plus difficile pour nous tous de se préoccuper de l'avenir de la fin du siècle que de la fin de l'année, et c'est ce qui conduit souvent l'être humain à agir seulement au bord du précipice.

**J. Martin** : Honnêtement, en son for intérieur, est-ce quelqu'un croit sérieusement qu'on peut faire quelque chose de tangible pour le climat. Bien sûr nous avons le devoir moral de faire bonne figure, pour nos enfants, de dire que nous allons faire quelque chose. Au moins faisons semblant, mais même cela c'est difficile !

**Frog** : Ah ben avec ce genre de raisonnement, on ne s'étonne pas que beaucoup ne fassent rien. Ce n'est pas parce que vous vous sentez seul que vous êtes seul. Quand on ne croit qu'à soi-même on ne va pas bien loin.

**Michel SOURROUILLE** : *On peut aussi conclure qu'un citoyen moyen n'est pas au niveau pour juger un problème d'envergure planétaire. Cela pose un problème d'envergure puisque chaque citoyen pèse autant que les autres dans les élections et que la masse des électeurs n'est pas capable de comprendre les sujets en profondeur. C'est comme ça qu'on se retrouve avec des populistes au pouvoir, leurs idées simples attirent les électeurs simples.*

**Jojolama** : Et oui, vous mettez le doigt sur le problème fondamental de la démocratie. Un abruti a le même pouvoir décisionnaire qu'un Nobel via son bulletin de vote. C'est dommage, car cela abaisse le niveau. Démocratisation = médiocratisation

**DomTom** : Ceux qui s'imaginent et ils sont nombreux que l'on peut réduire nos émissions de CO2 sans changer nos modes de vie consuméristes, sans faire d'effort sont des doux rêveurs ou des irresponsables ou des illettrés qui ne savent pas lire les études et les rapports sur le sujet. Et c'est les mêmes qui s'imaginent que la croissance peut aller de pair avec l'environnement. Demain, avec plus 4 degrés on ne parlera plus de social, de pouvoir d'achat, d'économie, d'immigration...ce sera le chaos.

**Stéphane** : Il y a une indéniable corrélation entre le pouvoir d'achat et l'empreinte écologique. Un gouvernement peut éventuellement agir sur la marge. Par exemple en «verdissant » le marché ou en appliquant une fiscalité écologiquement redistributive. Mais, fondamentalement, si on veut sauver ce qui peut l'être encore, il faut décroître. De gré (nous-mêmes) ou de force (la Nature).

## **Homo sapiens, ou plutôt Homo demens**

Si vous n'êtes pas encore persuadé de notre démente, ci-dessous quelques délires d'humanoïdes :

**Pour skier n'importe où.** Les Jeux olympiques de Pékin 2022 s'ouvrent le 4 février 2022 ; la totalité des épreuves sur piste se déroulera sur de la neige artificielle fabriquée par 300 canons à neige. On n'arrête pas le progrès !

**L'urgence écologique a bon dos.** L'énergie nucléaire compte de plus en plus de pays conquis en Europe. Dansons tous autour du volcan !

**Pesticides, faut pas se priver.** Une dizaine d'Etats de l'Union européenne veulent empêcher la transparence sur les quantités de produits utilisées. Etre responsable, c'est bon pour les autres !

**10 % de mortalité, normal.** L'Autorité européenne de sécurité des aliments suggère qu'une réduction des populations de pollinisateurs de l'ordre de 10 % après un traitement est tolérable. Allez dire ça dans un Ephad !

**Polluons à perdre haleine.** La troisième étape de la zone à faibles émissions (ZFE) de la Métropole du Grand Paris, synonyme de restrictions de circulation élargies à de nouveaux véhicules polluants, est reportée de juillet 2022 à début 2023 « au minimum ». Roule ma poule !

**Traiter la jaunisse avec un gourdin.** Les néonicotinoïdes à nouveau autorisés temporairement dans les champs de betteraves sucrières. Les toxiques, certains s'en gavent !

**L'eau, tout pour moi.** Le premier ministre Jean Castex annonce un développement du stockage de l'eau pour l'agriculture industrielle. Des bassines sur une bache en plastique, le nec plus ultra !

## **Le numérique réchauffe grave la planète**

Après la honte de partir en avion (flight shame), faudra-t-il instiller la honte du numérique (digital shame) ? Sans aucun doute ! L'empreinte énergétique de tous nos bits représente déjà 6 à 10 % de la consommation mondiale d'électricité et 2 à 4 % des émissions de CO2. Ce gadget qui nous ensorcelle, très énergivore, contribue au réchauffement de la planète de manière de plus en plus importante. Il nous faudra désinformatiser en même temps que démondialiser, dévoiturer, désurbaniser, etc.

[Charles de Laubier](#) : L'écosystème numérique mondial contribue aux émissions de gaz à effet de serre deux fois plus que le transport aérien. « *Pour un courriel lesté d'une pièce jointe lourde, ce sont 20 grammes de CO2 qui sont émis, soit autant que 150 mètres parcourus en voiture* », indique Guillaume Pitron, auteur de *L'Enfer numérique. Voyage au bout d'un like*. Avec 10 milliards de messages électroniques envoyés par heure dans le monde, cela équivaut à 50 gigawatts, soit la production électrique horaire de quinze centrales nucléaires ! Mais la pollution numérique provient pour les trois quarts de la fabrication de terminaux tels que – dans l'ordre de leur empreinte carbone – les téléviseurs, les ordinateurs portables, les smartphones, les box Internet, les écrans et les consoles de jeux. Contenant une cinquantaine de métaux, un smartphone ne pèse pas 150 grammes, mais 150 kilos – ce que M. Pitron appelle « [le sac à dos écologique](#) ».

Selon le think tank français [The Shift Project](#), « *Les émissions de gaz à effet de serre des services de vidéo à la demande, de type Netflix ou Amazon Prime, équivalent à celles d'un pays comme le Chili (plus de 100 millions de tonnes équivalent CO2 par an, soit près de 0,3 % des émissions mondiales).* » Les gains obtenus en émissions carbone pourraient être vite balayés par la croissance du secteur. La réalité virtuelle, les métavers accessibles par des milliards d'êtres humains demanderont une puissance informatique mille fois supérieure à celle d'aujourd'hui. Sans parler de la lutte contre la fracture numérique dans un monde où 2,9 milliards d'êtres humains ne sont pas encore connectés à Internet.

**Pour en savoir plus, quelques contributions :**

**BeaufistanUberAlles** : Passionnante et implacable démonstration du caractère auto-destructeur de l'idéologie folle de la croissance éternelle. La sobriété est donc l'unique voie, il n'y a plus à écouter les cancrenards qui prétendent le contraire. La question est : comment réaliser la sobriété ? Évidemment sortir du nucléaire au plus vite. Puis limiter ou supprimer les consommations inutiles et futiles : bagnole individuelle, jeux vidéos, malbouffe, TV, presse people et sportive, congélateurs, tondeuses à gazon motorisées... Les petits ruisseaux font les grands fleuves. Il conviendra aussi de limiter le nombre d'applications et réseaux sociaux, c'est n'importe quoi. Supprimer twitter, tiktok, insta, whatsapp, limiter le nombre de publications sur youtube, effacer les publications au bout de 6 mois, tout ça est à débattre... On n'y arrivera jamais avec la droite, de Macron à Zemmour, ils ignorent ces sujets qui sont les plus importants.

Lire, Neutralité carbone, l'exigence de la sobriété

**Ht** : Ce qui est notable et ce sur quoi Charles de Laubier n'insiste pas assez, c'est à quel point les technos les plus consommatrices sont justement celles qui n'apportent rien ou pas grand chose au consommateur : cloud gaming, bitcoin, 5G. Qu'on commence par là plutôt que de culpabiliser ceux qui envoient des mails.

**Kim Kitaek** : On pourrait commencer par supprimer TiK Tok, Facebook, Twitter etc etc qui visiblement ne sont ni bons pour l'humanité ni pour la planète.

**KAR1M** : A tout ceux qui rappellent les bienfaits (réels en apparence) du numérique. Renseignez vous sur leur « effet rebond ». En effet, par exemple, si l'on compare l'impact de l'envoi d'un email avec l'envoi d'un courrier physique, il est probable que l'impact soit inférieur. En revanche, la facilité d'envoi d'e-mail fait que finalement nous envoyons beaucoup plus d'e-mail que nous envoyons de courriers physiques. La numérisation s'accompagne ainsi très souvent d'une augmentation des usages de sorte que le bienfait peut s'annuler jusqu'à provoquer l'effet inverse.

**Zarastro** : On peut aussi s'interroger sur l'abandon prochain des lignes téléphoniques analogiques classiques qui obligent concrètement à laisser en permanence sa box allumée pour les applications de domotique traditionnelles comme le déclenchement du chauffage à distance... mais aussi à se rééquiper avec du matériel compatible wifi. Bref, l'obsolescence programmée avec la bénédiction de l'État. En fait chaque nouvelle génération de technologie induit plus de consommation énergétique que la précédente.

**Christian Giusti** : Tout cela me fait penser aux travaux de Lewis Mumford, historien reconnu des techniques qui, au siècle dernier, dénonçait dans « Le Mythe de la machine » : (citation extraite de la page Wikipédia en français) : « la tendance moderne de la technologie, qui met l'accent sur une expansion constante et illimitée de la production et du remplacement. Il explique que ces objectifs vont à l'encontre de la perfection technique, de la durabilité, de l'efficacité sociale et, globalement, de la satisfaction humaine. La technologie moderne, qu'il appelle « mégatechnique » élude la production durable, la qualité, en poussant au remplacement prématuré des objets techniques grâce à des dispositifs tels que crédit à la consommation, designs non fonctionnels et défectueux, obsolescence programmée, changements de mode fréquent et superficiels ».

## **Forte densité, synonyme de surpopulation ?**

Définir la notion de densité, ce n'est pas simple. Doit-on considérer le niveau de population par rapport à la superficie totale du pays, ou calculer autrement ? À la fin des années 1980, la citadelle de Kowloon, une enclave chinoise dans Hong Kong qui était devenue zone de non-droit, a attiré près de 33 000 habitants sur seulement 26 000 mètres carrés, faisant la zone la plus densément peuplée de l'histoire de l'humanité, au moins 1,25 million hab./km<sup>2</sup>. Bien entendu cela n'était pas durable...

Selon la Banque mondiale, au niveau mondial le nombre de personnes par km<sup>2</sup> de superficie des terres est passé de 23,6 en 1961 à presque 60 en 2020. En France elle était en 2020 de 123 hab./km<sup>2</sup>, en Allemagne de 238 en

2020, au Bangladesh de 1 265, et en Égypte de 103. Notez que la densité de population de la Banque Mondiale considère la superficie totale d'un pays à l'exclusion de la superficie des plans d'eau intérieurs, grands fleuves et lacs. Mais les chiffres globaux sont trompeurs. Il est normal qu'un territoire très désertique ait une densité proche, voire inférieure à un habitant au kilomètre carré (Groenland : 0,03 /km<sup>2</sup>).

Le cas de l'Égypte est particulièrement frappant, ses 30 000 km<sup>2</sup> de surface utile se resserrent autour du Nil où se concentrent ses 100 millions d'habitants. L'Égypte présente alors une densité utile de 3 300 /km<sup>2</sup>, une des plus élevée au monde. Encore faut-il préciser la notion de surface « utile ». Il est nécessaire de nourrir la population d'un territoire donné, donc tenir compte de sa densité par rapport aux terres agricoles. Encore faut-il tenir compte de la différence entre superficie cultivée et superficie cultivable. En France on évalue la SAU ou surface agricole utilisée. C'est la surface foncière déclarée par les exploitants agricoles comme utilisée par eux pour la production agricole, différente de la SAT (surface agricole totale). Autant dire que les Égyptiens ne peuvent pas compter sur leur propre agriculture pour se nourrir. Ni aucune ville.

Les concepteurs de la notion d'empreinte écologique constatent que nous oublions facilement dans les grandes cités le fait qu'il y a dépendance absolue : *« Nous allons au magasin pour acheter des aliments que nous payons avec de l'argent tiré du guichet automatique et, ensuite, nous nous débarrassons des détritiques ... Imaginons ce qui arriverait à n'importe quelle ville si elle était enfermée sous une cloche qui empêcherait les ressources matérielles nécessaires d'entrer et de sortir. Il est évident que cette ville cesserait de fonctionner en quelques jours et que ses habitants périraient... Ce modèle mental d'une cloche nous rappelle assez brutalement la perpétuelle vulnérabilité écologique de l'espèce humaine. Nous sommes conscients que les grandes régions urbaines industrielles posent un énorme problème en termes de durabilité, même fondée en partie sur l'autosuffisance régionale accrue. »* Les échanges commerciaux empêchent de s'apercevoir que nous dépendons pour notre vie courante de marchandises qui, quand on considère leurs différentes composantes, ont fait parfois des milliers de kilomètres pour arriver jusqu'à nous. Redonner l'autonomie alimentaire à des communautés de résilience est un objectif judicieux, mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Et quand des ménages ou des pays ne sont plus solvables, c'est la misère et souvent la famine.

La capacité d'un sol à nous nourrir n'est cependant qu'un aspect des problèmes entraînés par notre trop forte densité. Prenons comme le suggère **Théophile de Giraud** une densité de 100 hab./km<sup>2</sup> soit un carré de 100 mètres de côté (1 hectare) pour chaque personne, un minuscule espace non seulement pour assurer notre subsistance, mais pour produire tout ce que nous consommons, logement, vêtements, meubles, voiture, ordinateur... la liste serait trop longue de nos gadgets-prothèses et cette brève énumération fait sauter aux yeux l'évidence que notre hectare de territoire ne peut suffire à assouvir nos « besoins » contemporains. En élevage traditionnel, on compte qu'il faut déjà un hectare pour faire vivre une seule vache. Mais les humains ne sont qu'un mammifère parmi d'autres et les autres espèces ont eux aussi le droit d'occuper votre carré de 400 mètres de pourtour, non seulement vos animaux domestiqués, mais aussi toute la faune sauvage. Vous vous sentez déjà à l'étroit ? C'est normal, eux aussi. N'oublions pas les espèces végétales, dont ces précieuses forêts de moins en moins primaires dont on veut faire des « puits de carbone ». Et bien entendu il devrait être complètement interdit de bétonner ou macadamiser votre minuscule carré : où donc allez-vous planter vos choux et laisser s'ébattre les caribous ?

Vous voici à même de saisir physiquement, viscéralement, la cause de l'effondrement actuel de la biodiversité et de l'effondrement à venir de la société thermo-industrielle. Mauvaise nouvelle supplémentaire, votre lopin de terre fond encore plus vite que la banquise, il y a plus de 400 000 nouveaux-nés chaque jour dans le monde qui, défalcation faite de la mortalité, a entraîné quand même en 2021 une augmentation de la population de 88 millions de personnes. La densité augmente en proportion.

Donc récapitulons. Au niveau mondial, le nombre de personnes par km<sup>2</sup> de superficie des terres va bientôt dépasser 60 hab./km<sup>2</sup>, mais en terres vraiment disponibles nous n'avons plus qu'un seul hectare environ à notre disposition pour satisfaire notre niveau actuel de consommation. Il y a bien surpopulation mondiale, et pour beaucoup de territoires, y compris la France, des niveaux de surpeuplement qui peuvent être considérés comme extravagants.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **COVID-19 : DÉLUGE DE NOUVELLES...**

5 Février 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

**Réponse du Pr. Eric Chabrière** au journaliste Philippe Val pour qui le sida s'est propagé principalement par les routiers: « *Celui qui a été reconnu coupable d'avoir propagé le VIH c'est L. Fabius. Il n'est pas routier à ma connaissance.* ». En même temps, le "patient zéro" en Amérique du nord, était Stewart, gay avec plus de 1000 partenaires sexuels par an. Mais comme il travaillait dans un secteur noble et qu'il était homo, chut ! En même temps, Fabius a été notablement impliqué, l'état a dû indemniser beaucoup de monde, avec des normes inhabituelles, et la consommation de sang a diminué de 90 %. Là aussi, superbe démonstration de la création d'un complexe sanguin-industriel, inutile à 90 % et qui a recommencé à regrossir.

**Belgique** : « [Le momentum](#) de l'obligation vaccinale est passé »... **30 experts scientifiques officiels rejettent l'obligation vaccinale et le Pass Vaccinal !** Et en France, que font nos dirigeants ? Du zèle, rien que du zèle !!!

Sans commentaire !

**Docteur Hippocrate** : « *La plus grande revue scientifique au monde NATURE a prouvé que [1 infection COVID immunise 18 à 24 mois](#). Le Véreux, le Magicien Doses, ose affirmer 4 mois ! Quand on falsifie la Science à ce point C'est que l'on est dans une dictature de la pensée ! Scientifiques réveillez-vous !* »

Sans commentaire !

**SUCCES MEDICAL** : « *Les traitements précoces fonctionnent à merveille contre le Covid... Nous avons 99,99% de réussite et nous en sommes fiers !* » Il est temps que les gens comprennent vraiment ce qui marche !!!

Sans commentaire !

**Alexandra Henrion-Caude**, Généticienne – Israël: « *PAIX A LEURS ÂMES ! Nouveau record de morts COVID dans le pays qui a été « exemplaire » en matière de « vaccination ». Ne m'a-t-on pas hurlé dessus d'oser brandir mes courbes dès la 1ère injection ? Fallait-il laisser injecter les jeunes ? Fallait-il en attendre 4 ?* »

Sans commentaire !

**USA** : « *[Le peuple Américain](#) commence à se réveiller... Les médias corrompus ne passent plus ! Fauci a menti tout du long et a détruit l'économie... Quand les canadiens, les gens les plus gentils de la planète se révoltent, c'est que c'est grave !!!* »

Sans commentaire !

**Idriss J. Aberkane** : « *[Ah y'a pas à dire](#) la quatrième dose est un sacré succès en Israël. Youhouuu les fact-checkers vous êtes où pour essayer de justifier l'indéfendable ?* »

Sans commentaire !

NB : le sans commentaire m'a été adressé par un correspondant romain, appelé César, J. Il m'a même assuré en avoir perdu son latin...

[Et on recommence](#) : 90 % des décédés sont vaccinés. [L'ivermectine fonctionne](#). A part ça, vous allez bien ???

## **PAN DANS LE...**

[La Chine et la Russie](#) ont signé un contrat d'approvisionnement gazier de 30 ans. Le genre de contrat dont ces connards de dirigeants européens ne veulent pas entendre parler. Moralité, le gaz ira en Chine et en Asie.

[On en avait déjà parlé](#). Mais maintenant, c'est fait.

[La Turquie](#), elle, vient de se faire renvoyer en 1914 où elle découvrait avec effroi que n'ayant ni voie de communications aisées, comme les fleuves, ni mines de charbon, elle était devenue un gros rien du tout. **Le caïd en énergie, ce n'est pas le client.**

[Les USA](#) ne peuvent fournir assez de gaz pour approvisionner l'occident, et l'Europe en particulier. Des quantités marginales et chères, mais pas plus.

"[L'Europe](#)", jamais en retard d'une connerie (comme celle de faire voler des dizaines de milliers d'avions vides), se distingue encore. Plüm Energie est racheté par Octopus Energy. Simple mécano financier entre deux firmes dont l'activité réelle est inexistante, c'est ce qui est prisé en "Europe".

Delcassé avait, dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, au moins le sens des réalités. Il avait dit à Clemenceau que l'alliance britannique, c'était acheter une mine de charbon.

[Les dits pays européens](#), eux, veulent en découdre avec la Russie, qui peut les mettre à terre d'une chiquenaude. Plus le pays est près de la Russie, plus il dépend de lui pour le gaz. Simple loi de la physique.

Déjà que le [blocus de la Bélarussie](#) provoque un carambolage monstrueux, parce que ce pays a le culot de produire 20 % de la potasse mondiale...

[La situation électrique](#) restera tendue en France, tout l'hiver. Voilà ce que c'est de dépendre [du nucléaire](#), avec 14 centrales en panne et en rade. Le problème, c'est surtout d'avoir poussé sans mesure la consommation électrique, à une époque où l'on ne savait que faire du courant...

[Convoi de la liberté](#) au Canada et aussi, aux USA. Avec des magasins déjà vides, petit Justin risque de se faire décoller la tête en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. Ils n'ont pas compris que dans une économie où tout dépend des transports, quand les transporteurs prennent la mouche, les gouvernants s'écrasent comme des merdes. Compris Justin ? Et non "justine", ça fait tapette, quoi que... Le sida mental aussi, se propage par Justin interposé.

[Un gros transporteur](#) de boeufs, risque de ne pas voir le jour, et de n'être même pas fini.

[Le dernier](#) qui l'ait dans le... C'est CNN. Ayant perdu 90 % de son audition, il ne lui reste qu'à prendre un sonotone. Pour BFM-Vaccination, c'est sur la même voie. Une chaîne d'un faux, sans téléspectateurs, c'est comme un oléoduc sans pétrole, un gazoduc sans gaz, et une centrale à charbon sans charbon. Pas forcément utile (sauf pour tourner un épisode de "the Walking dead").

▲ [RETOUR](#) ▲



## **La vérité derrière les mensonges économiques**

par Michael Snyder le 6 février 2022



Le manque d'esprit critique que l'on constate aujourd'hui dans le monde du journalisme est absolument effrayant. Trop souvent, les grands médias se contentent de prendre les informations qu'on leur donne et de les présenter comme la "vérité" à un public peu méfiant. Et comme le grand public fait si peu preuve d'esprit critique, la plupart du temps, la désinformation qui nous est imposée n'est pratiquement pas remise en question. C'est l'une des raisons pour lesquelles mes articles sont devenus si populaires au fil des ans. Je n'ai pas peur de remettre en question les récits officiels et j'encourage mes lecteurs à réfléchir par eux-mêmes et à tirer leurs propres conclusions.

Il y a tellement de fausses informations dont je pourrais parler, mais dans cet article, je vais me concentrer sur certains des récents mensonges économiques que l'on nous a racontés.

Vendredi, NPR était ravi de rapporter que l'économie américaine "a ajouté 467 000 emplois le mois dernier"...

*Le marché du travail américain a traversé le mois de janvier en bien meilleure forme que prévu, malgré une vague hivernale d'infections à coronavirus.*

*Selon un nouveau décompte du département du travail, les employeurs ont créé 467 000 emplois le mois dernier, dépassant de loin les prévisions les plus optimistes. Ces gains sont intervenus malgré une augmentation des cas de COVID-19 liés à la variante omicron.*

Mais l'économie américaine n'a pas créé 467 000 emplois le mois dernier.

Elle a en fait perdu 2,8 millions d'emplois.

Alors comment une perte de 2,8 millions d'emplois devient-elle un gain de 467 000 emplois ?

C'est là qu'interviennent les "ajustements saisonniers", et comme l'a noté un expert cité par Zero Hedge, "il n'y a jamais eu d'ajustement saisonnier de janvier de cette ampleur"...

*À ce stade, la réponse à la question de savoir ce qui se cache derrière le battement massif de janvier devrait devenir claire : comment une baisse réelle de -2,8 millions d'emplois s'est-elle traduite par un ajustement de 467 000 ? Si vous avez répondu les ajustements saisonniers, covariables et de contrôle de la population, vous avez raison. Et pour être sûr, c'est quelque chose que nous avons signalé, ainsi que d'autres, lorsque nous avons déploré que mois après mois, le BLS semblait utiliser des ajustements saisonniers périmés.*

*Mais en creusant davantage, on s'aperçoit qu'il ne s'agissait pas d'un ajustement saisonnier ordinaire.*

*Comme SouthBay Research le note dans son postmortem du NFP, "il n'y a jamais eu d'ajustement saisonnier de janvier de cette ampleur".*

En d'autres termes, ce à quoi nous venons d'assister était "la mère de tous les ajustements saisonniers", et le résultat final a certainement été bien accueilli par l'administration Biden.

Mais quiconque croit que l'économie américaine a créé 467 000 emplois par magie le mois dernier ne tient pas compte de la réalité.

Pendant ce temps, nous sommes confrontés à la dure réalité de la crise de notre chaîne d'approvisionnement.

L'administration Biden nous a assuré que 2022 serait différent. On nous a dit qu'ils maîtrisaient cette crise et qu'ils prenaient des mesures d'urgence pour améliorer les choses. En théorie, une fois que nous aurions passé la période difficile des fêtes de fin d'année, la demande économique diminuerait et la congestion de nos chaînes d'approvisionnement s'atténuerait.

Mais cela ne s'est pas produit.

Au lieu de cela, nous continuons à avoir des indications que les choses empirent encore.

Vendredi, Ford a annoncé qu'elle allait "interrompre ou réduire temporairement" la production dans huit installations en Amérique du Nord en raison d'un manque de puces informatiques...

*Les difficultés rencontrées pour obtenir des puces semi-conductrices vont inciter Ford Motor à interrompre temporairement ou à réduire la production automobile dans huit usines en Amérique du Nord, a déclaré vendredi la société, selon des rapports.*

*L'annonce faite par le principal constructeur automobile américain - qui devrait prendre effet la semaine prochaine - s'inscrit dans le prolongement d'une série de revers dans la chaîne d'approvisionnement qui ont affecté l'économie du pays ces derniers mois.*

C'est une très mauvaise nouvelle.

Cela signifie-t-il que nous allons devoir faire face à une nouvelle année de prix insensés pour les véhicules ?

Lors d'un appel aux journalistes vendredi, la secrétaire américaine au commerce, Gina Raimondo, a admis qu'il n'y aura pas de solution rapide à la pénurie de puces...

*La secrétaire d'État américaine au commerce, Gina Raimondo, a averti, lors d'une conférence de presse vendredi, qu'il n'y aura pas de solution rapide pour résoudre la pénurie de semi-conducteurs, qui contribue aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et provoque un effet d'entraînement sur l'économie.*

*"Nous ne nous sommes pas mis dans ce pétrin du jour au lendemain, et nous n'allons pas nous en sortir du jour au lendemain. Il s'agit d'un problème qui dure depuis des décennies", a-t-elle expliqué. "Il y a eu une lente détérioration de notre base manufacturière en Amérique pendant des décennies, et nous devons commencer maintenant à reconstruire."*

Pour une fois, quelqu'un dans l'administration Biden a marqué un point.

Nous n'aurions jamais dû nous permettre de devenir aussi dépendants de la production de puces en Asie.

Aujourd'hui, la majorité des puces que nous utilisons sont fabriquées à Taïwan.

Alors qu'arrivera-t-il à notre économie si la Chine envahit Taïwan ?

Vous devriez y réfléchir.

D'autres pénuries continuent également de s'intensifier. Par exemple, ce qui suit est tiré d'un article sur la pénurie nationale de lait maternisé...

Claire Salter, bénévole d'Operation Give Back à Blue Ash, se dit très inquiète car il ne reste plus beaucoup de lait maternisé sur les étagères du garde-manger de l'organisation à but non lucratif.

*"Cela me terrifie", a déclaré Mme Salter.*

*"Ces six, sept ou huit boîtes de conserve que nous avons, c'est tout ce que nous avons pour le moment", a-t-elle ajouté.*

Si je discutais de toutes les pénuries majeures auxquelles nous sommes confrontés actuellement, il me faudrait des semaines pour terminer cet article.

En fait, le PDG d'une chaîne de dépanneurs au Texas a récemment admis que son entreprise "reçoit probablement en moyenne 6 500 à 8 000 sorties par semaine des fabricants"...

*Kevin Smartt, PDG de la chaîne de magasins de proximité TXB (pour Texas Born) basée au Texas, a suivi de près les rapports hebdomadaires de disponibilité des produits de ses distributeurs.*

*La société exploite 50 magasins au Texas et en Oklahoma. Chaque magasin a une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés et sert un mélange d'aliments fraîchement préparés tels que des tacos, des salades et des sandwiches, ainsi qu'une variété de produits emballés à emporter. Certains sites vendent également des fruits et des légumes.*

*"Voici l'ampleur du problème à l'heure actuelle", a déclaré M. Smartt. "En tant que chaîne, nous avons probablement une moyenne de 6 500 à 8 000 sorties par semaine de la part des fabricants", a-t-il ajouté. Le terme "outs" désigne un produit de marque spécifique qui est en rupture de stock et ne peut être livré cette semaine-là.*

En d'autres termes, sa chaîne doit naviguer dans un environnement dans lequel des milliers et des milliers de produits qu'elle commande régulièrement sont en rupture de stock.

C'est ce qui se passe réellement.

Tant de tendances dont on vous a prévenus pendant des années vont aller crescendo en 2022.

Bien sûr, l'administration Biden aimerait vous faire croire qu'une nouvelle ère merveilleuse de paix et de prospérité est à portée de main.

Vous pouvez les croire si vous le souhaitez.

Mais je vous recommande d'examiner toutes les preuves et de tirer vos propres conclusions. Les choses ne font qu'empirer et, à ce stade, il est difficile d'imaginer comment quiconque peut être optimiste pour les mois à venir.

▲ [RETOUR](#) ▲

## « **Présidentielles. Le gros problème politique du POUVOIR d'ACHAT !** »

par [Charles Sannat](#) | 7 Fév 2022

INSOLENTIAE

*Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique*



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Lors des prochaines présidentielles et au « finish » dirons-nous, le sujet du pouvoir d'achat sera incontournable unissant l'ensemble de nos concitoyens dans les mêmes difficultés, et plus que tout, dans une difficulté partagée par tous.

Citadins, ruraux, banlieues comme campagne, et quel que soit votre positionnement sur la palette des religions ou des couleurs, quand les

sous manquent, ils manquent.

Et les sous vont beaucoup manquer.

Pas tout à fait maintenant.

Pas vraiment encore.

Mais la pente est tellement savonneuse que tous les ménages de France savent très bien désormais où elle mène.

Tout coûte de plus en plus cher, et cela se voit.

L'inflation ne peut plus être cachée et les fins de mois seront chaque mois un peu plus difficiles.

### **Des primes et des chèques !**

La seule réponse politique se résume à des primes et des chèques, mais c'est un cercle sans fin et sans espoir.

Pourquoi ?

Parce qu'il faudra sans cesse plus de pression fiscale et d'impôts payés par un nombre de plus en plus restreint pour donner des chèques et des primes de compensation au plus grand nombre fauché.

Ce sera pour les premiers une hausse de la pression fiscale déjà la plus élevée au monde insupportable.

Ce sera pour les seconds jamais assez, toujours trop tard.

### **Que faut-il pour améliorer le pouvoir d'achat des gens ?**

Simple.

Il faut du boulot.

Du travail.

Si tout le monde travaille, alors les salaires montent naturellement.

Pour développer l'emploi en France, il faut impérativement réindustrialiser notre pays et créer de nouvelles usines, de nouvelles entreprises, favoriser la création et l'entrepreneuriat.

Il ne faut pas faire peser la fiscalité dans notre pays sur les salaires et les revenus, mais sur la consommation et les produits à travers une fiscalité écologique très importante de 20 à 100 % de la valeur des produits, en fonction de leurs coûts écologiques et de la distance parcourue.

C'est une évidente forme de protectionnisme écologique. On a le droit. Si c'est écolo c'est politiquement correct. Si l'on parle de droits de douane classiques, alors vous êtes un fasciste mangeur d'enfants au petit déjeuner.

Si nous faisons cela nous nous en sortirons car nous pourrions également payer nos dettes et rendre le travail intéressant ! Quand vous achetez un I-phone à 1 200 euros, vous pouvez attendre quelques mois de plus et le payer 1500 euros !

Ce qui est certain, c'est que vous n'êtes pas obligé d'acheter un I-phone. Ce qui est évident c'est que les choux bretons seront toujours moins chers que les mangues du Pérou transportées par avion.

### **Ce qui est sûr, c'est que si nous ne faisons rien, il ne se passera rien.**

Nous contemplerons notre dette désormais à 3 000 milliards d'euros poursuivre sa hausse inexorable.

Nous regarderons chaque année notre déficit commercial grossir (il est de presque 90 milliards d'euros pour 2021), et notre pays s'appauvrir.

Nous verrons nos entreprises étouffer.

Nous entendrons notre classe moyenne s'asphyxier.

Non, les chèques et les primes ne constituent en aucun cas une politique de redressement économique de notre pays.

Notre pays se meurt, et chaque habitant avec.

Le pouvoir d'achat va devenir un immense problème.

Nous allons donc travailler ce sujet et cette thématique tout au long de ce mois de février.

*Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !*

**Charles SANNAT**

## **Comme un gros doute ! Amazon vacille... avec 33 milliards de \$ de bénéfices !** **Explications**



*« 2021, encore une année faste pour Amazon. L'entreprise vient de publier ses résultats financiers pour le quatrième trimestre 2021 ainsi que l'année complète. Elle enregistre une hausse de 56 % de ses profits en 2021 par rapport à 2020, avec un résultat net de 33,4 milliards de dollars. Des profits qui ont même doublé au quatrième trimestre, mais qui sont en réalité gonflés par une bonne nouvelle financière qui a peu de rapport avec l'activité commerciale d'Amazon : plus de 11*

*milliards de profits au quatrième trimestre sont dûs à l'explosion de la valorisation des parts d'Amazon dans le fabricant de véhicules électriques Rivian à la suite de son entrée en Bourse. Si l'on regarde le profit opérationnel d'Amazon, qui ne prend pas en compte ces actions Rivian, l'augmentation est plutôt de 8,7 % par rapport à 2020, à 24,9 milliards de dollars.*

*Dans le détail, le e-commerce s'est encore très bien porté l'année dernière, avec notamment les meilleurs Black Friday et Cyber Monday de l'histoire de l'entreprise. Amazon ne précise pas le chiffre d'affaires global réalisé lors de l'opération, mais affirme que durant la période des fêtes, 130 000 vendeurs tiers de sa marketplace ont dépassé les 100 000 dollars de chiffre d'affaires. Mais surtout, Amazon Web Services (AWS), la division cloud et vache à lait financière du groupe, qui lui apporte la majorité de ses profits et lui permet d'investir massivement dans son e-commerce et sa logistique, continue d'enregistrer une croissance soutenue. Le chiffre d'affaires d'AWS a augmenté de 40 % en 2021 par rapport à 2020".*

Pourtant aux Etats-Unis, lorsque l'on regarde les comptes du géant, Amazon enregistre une perte de 200 millions de dollars sur les ventes en ligne. A l'international, la perte opérationnelle est de 1.6 milliard de dollars.



**En clair, Amazon perd de l'argent sur son métier phare la distribution et la vente en ligne.**

Cela veut dire qu'Amazon, en réalité, vend à perte, et en vendant à perte, Amazon détruit également tout l'écosystème traditionnel.

De quoi se poser quelques questions sur l'activation des lois anti-trust à l'égard d'Amazon.

*D'ailleurs, « face à ces augmentations des coûts ainsi que des salaires pour attirer la main d'œuvre, mais aussi pour poursuivre l'expansion de son catalogue, Amazon augmente pour la première fois depuis 2018 le prix de son abonnement Prime aux Etats-Unis, qui passe de 13 à 15 dollars par mois ».*

J'ai des gros doutes sur le modèle économique d'Amazon concernant la livraison.

Elle est impossible en 24 heures, impossible en plus le dimanche, impossible en étant presque gratuite et à coût zéro !

Il n'est pas dit que ce géant n'aille pas vers des pertes monumentales l'année prochaine, notamment, si, les coûts logistiques explosent ce qui devrait être le cas, entre le prix des carburants et la pénurie de véhicule de transport pour les derniers kilomètres (les milliers de camionnettes) !

**Charles SANNAT**

## **Électricité en France, plus de charbon, et encore plus de CO<sup>2</sup> !**



Je vous en avais déjà parlé ! Voilà le décret qui vient de sortir !

*Le gouvernement assouplit temporairement les limites d'utilisation de ses dernières centrales à charbon pour assurer l'approvisionnement électrique, très tendu cet hiver, selon un décret paru dimanche au Journal officiel.*

*Un peu d'air face à la crise énergétique qui secoue la France. Dans un décret paru ce dimanche au Journal officiel, le gouvernement assouplit temporairement les limites d'utilisation des dernières centrales à charbon du pays, dans le but d'assurer l'approvisionnement électrique pendant l'hiver. La mesure « sera strictement limitée aux mois de janvier et de février 2022 » et « ne change pas le calendrier de fermeture des centrales à charbon », avait assuré le ministère de la Transition écologique, début janvier.*

*Cette mesure survient alors que l'approvisionnement électrique du pays est particulièrement sous tension cet hiver à cause d'une faible disponibilité du parc nucléaire, qui fournit environ 70 % de l'électricité en France. »*

Les heureux propriétaires de Tesla électrique auront donc le plaisir de recharger leurs belles automobiles à l'électricité charbonnée !

Un vrai succès de la « transition » énergétique !

Et ce n'est que le début des problèmes, car si vous pensez que nous allons électrifier le parc de voitures à périmètre constant (le même nombre de véhicules) sans doubler notre parc nucléaire et en rechargeant les batteries à l'éolien ou au solaire, alors vous vous trompez.

Ce n'est pas que je sois pour ou contre les moulins à vent moderne.

Ce n'est pas le sujet.

Techniquement cela ne passe pas. C'est tout.

Cela ne passe déjà tellement pas, que nous sommes obligés de rallumer les centrales au charbon, charbon... qu'il faut aussi importer de l'étranger !

Brillant résultat d'une brillante politique.

C'est le pays des lumières éteintes !

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

## .« Les affligeants programmes économiques des candidats à la présidence ! »

par [Charles Sannat](#) | 4 Fév 2022

INSOLENTIAE

Décryptage impertinent, satirique et humoristique de l'actualité économique



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

J'étais hier l'invité de David Jacquot sur Ecorama, qui voulait savoir ce que les poules normandes et les chats du grenier pensaient des programmes économiques de nos candidats mamamouchis à la magistrature suprême.

Cela fait quelques semaines que je regarde attentivement les programmes économiques des différents candidats et en dehors de toutes considérations purement politiciennes le compte n'y est pas du tout !

**Chez aucun, sauf, objectivement chez Mélenchon.**

Que propose-t-il ?

Par exemple quand on parle de la dette voici ce qu'il dit :

*« Exiger de l'Union européenne que la Banque centrale européenne **rachète les dettes publiques** et les transforme en dettes perpétuelles à taux nul.*

*Réaliser un audit citoyen de la dette publique pour déterminer **la part illégitime** et préparer un réaménagement négocié de la dette publique.*

*Rétablir un circuit public du Trésor où les institutions bancaires ont obligation de déposer leur trésorerie, pour extraire l'État des marchés financiers et reprendre le contrôle sur les taux d'intérêt.*

*Faire racheter par la BCE la dette publique qui circule sur les marchés financiers.*

Il est peu probable que l'idée que la France renégocie sa dette et disons-le **fasse défaut** sur une partie et se fasse financer l'autre partie de manière perpétuelle par la BCE plaise aux marchés financiers. Il est même peu probable que cela se passe bien. MAIS, c'est une manière de gérer le problème de la dette qui techniquement peut fonctionner, à défaut que cela marche dans la réalité. Souvenez-vous du mur européen que s'est mangé de plein fouet Varoufakis en Grèce à la belle époque de la crise grecque !

Le problème c'est qu'aucun candidat n'aborde l'essentiel et l'essentiel c'est la dette, l'essentiel c'est notre déficit commercial et budgétaire. C'est le fait que nous ne produisons plus rien et que nous importons tout nous appauvrissant de 90 milliards d'euros chaque année. L'essentiel c'est la réindustrialisation de la France, la fiscalité écologique et le protectionnisme environnemental, c'est aussi la question de notre souveraineté monétaire ou pas, de la BCE ou de la banque de France. Si nous voulons régler les problèmes en étant dans l'Union Européenne, dans la BCE dans l'Euro ce n'est pas la même chose qu'en étant en dehors.

Si nous restons dans l'euro, alors le programme de Mélenchon n'a aucun avenir parce que *les autres associés de la zone euro ne voudront pas de cette politique*. Bref, dans tous les cas, vous voyez bien le débat que nous devrions avoir collectivement et démocratiquement et nous devrions nous étripier aimablement sur ces thématiques-là pour faire émerger une vision et une stratégie de redressement pour notre pays.

Mais à la place nous avons des propositions et une campagne affligeante.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

**Charles SANNAT**

## **.Pour la BCE, « le risque inflationniste augmente » !**



**« Lagarde (BCE) admet que le risque inflationniste augmente » !** Hahahaha... « je vous l'avais bien dit », enfin pas moi, vous le savez bien, ce sont mes poules de cristal qui m'informent en primeur.

Mais, voilà que la BCE progressivement infléchit son discours et que le narratif change.

« La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde, a reconnu jeudi que l'inflation dans la zone euro était plus forte qu'anticipé et que les risques étaient orientés à la hausse, tout en répétant tabler sur un ralentissement des prix d'ici la fin de l'année ».

« L'inflation devrait rester élevée plus longtemps que prévu auparavant mais refluer dans le courant de l'année (...). Par rapport à nos prévisions de décembre, les risques entourant les perspectives d'inflation sont orientés à la hausse, particulièrement pour le court terme », a-t-elle dit.

« Nous continuerons d'observer le déroulement des événements et nous serons progressifs dans toute décision que nous prendrons », a-t-elle résumé.

Pour la première fois Christine Lagarde la grande mamaouchette de la BCE n'a pas dit que les taux ne seraient pas augmentés !

Il n'en fallait pas plus pour mettre un peu de stress sur les marchés actions orientés à la baisse.

La dynamique haussière est pour le moment à l'arrêt depuis le début de l'année 2022.

**Charles SANNAT**

## **.Le géant Facebook plonge de 25 % en bourse ! Faut-il acheter ?**



Facebook vient de plonger en bourse en perdant ni plus ni moins que **25 % en une journée**, ce qui représente tout de même 200 milliards de dollars partis en fumée en destruction de valeur pure.

Pourquoi ?

Parce que la division Reality Labs, en charge du développement des activités de réalité virtuelle et du « métavers », dont les résultats spécifiques étaient détaillés pour la première fois, a affiché une perte nette de 10,2 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2021, contre 6,6 milliards de dollars un an plus tôt ! De l'autre côté les revenus publicitaires de Facebook sont plutôt en baisse.

Facebook est en pleine transition entre son modèle de réseau social historique en perte de vitesse, et ses métavers qui n'ont pas encore réellement émergé.

Vous savez ce que j'en pense dans le dossier Métavers consacré à ce sujet. Ceux qui veulent savoir s'il faut acheter Facebook c'est le moment de vous replonger dans le dossier ou de vous abonner à la lettre STRATEGIES ([tous les renseignements ici](#)) puisque vous aurez accès à tous les dossiers déjà édités!

**Charles SANNAT**

## **Meta Platforms (Facebook) plonge en Bourse après des prévisions décevantes**

Meta Platforms, propriétaire de Facebook, a plongé de 20% mercredi dans les transactions après-Bourse à Wall Street après avoir publié des prévisions inférieures aux attentes, le groupe mettant en cause les modifications d'Apple en matière de confidentialité et la concurrence, notamment de TikTok.

Le géant de la « tech », fondé par Mark Zuckerberg, a aussi fait état pour la première fois d'une baisse du nombre d'utilisateurs actifs quotidiens de son principal réseau social Facebook d'un trimestre à l'autre, à 1,929 milliard contre 1,93 milliard.

Pour expliquer ces résultats, le géant du numérique a cité les modifications apportées par Apple aux outils de protection des données des utilisateurs de ses appareils, qui rendent plus difficile pour les annonceurs de mesurer l'impact des publicités sur Facebook et Instagram, ainsi que des problèmes macroéconomiques comme les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement.

Le groupe, qui affronte également la concurrence des autres réseaux sociaux comme TikTok et YouTube, anticipe sur la période janvier-mars un bénéfice compris entre 27 milliards et 29 milliards de dollars. Selon des données IBES de Refinitiv, les analystes tablaient en moyenne sur un bénéfice de 30,15 milliards de dollars.

En hausse durant la séance de mercredi à Wall Street, les grandes valeurs technologiques ont nettement décliné après-clôture avec l'annonce de Meta. Ainsi Alphabet, porté lors de la séance par ses résultats trimestriels supérieurs aux attentes, marquait un repli de 1,3%.

Les contrats à terme sur l'indice Nasdaq, à forte composante technologique, préfigurent un repli de plus de 2% à l'ouverture jeudi.

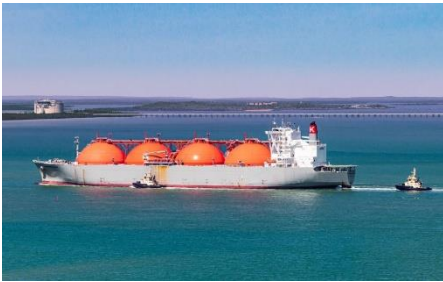
Meta, qui génère derrière Google les plus importantes ventes publicitaires sur internet, avait prévenu par le passé que cette activité serait confrontée à une « importante incertitude » au dernier trimestre de 2021.

La division Reality Labs, en charge du développement des activités de réalité virtuelle et du « métavers », dont les résultats spécifiques étaient détaillés pour la première fois, a affiché une perte nette de 10,2 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2021, contre 6,6 milliards de dollars un an plus tôt.

Mark Zuckerberg avait prévenu par le passé que l'investissement consacré par le groupe au « métavers » et activités attenantes aurait pour impact de réduire de 10 milliards de dollars le bénéfice opérationnel en 2021.

Agence de presse [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

## **.De la guerre en Ukraine, à la guerre du gaz russe. L'Europe couillonnée !**



Cette histoire de guerre en Ukraine est en train d'apparaître de plus en plus pour ce qu'elle est, un immense prétexte également à une guerre du gaz, avec pour cible les Etats-Unis et la Russie qui se disputent le marché européen, enfin d'Europe de l'Ouest du gaz.

N'oubliez pas que cela soit anodin.

Pour les Etats-Unis, dont le système monétaire est basé sur le pétrodollar, il faut assurer la force du dollar. Pour assurer la force du dollar il faut que le dollar serve de monnaie d'échange dans les « gros échanges », et les gros échanges c'est l'énergie. Historiquement le pétrole était échangé en dollar notamment le pétrole du Golfe et saoudien en particulier. Les excédents saoudiens finançaient les bons du trésor américains (la dette US). Mais d'ici 2030, il n'y aura plus beaucoup de pétromonarchie ni d'excédents de ventes de pétrole.

Alors comment assurer la pérennité du dollar américain et sa force ou sa puissance?

EN vendant du gaz à l'Europe de l'ouest à la place des russes.

Alors, oui, une guerre en Ukraine est largement possible, car les Américains ont bien plus besoin que ce que beaucoup d'analystes pensent, de vendre du gaz liquéfié à l'Europe à la place des Russes.

C'est une **immense guerre également monétaire** qui se joue en plein cœur de l'Europe.

**Charles SANNAT**

## **Washington négocie pour l'Europe un remplacement au gaz russe**

Alors que tous les regards sont tournés vers la crise ukrainienne, Washington se préoccupe de la question gazière en Europe. Pour son allié d'outre-Atlantique, il cherche déjà une alternative au gaz russe. Moscou affirme pour sa part avoir toujours été un « fournisseur de gaz fiable ».

Les États-Unis mènent des négociations avec un certain nombre de pays sur l'exportation de gaz vers l'Europe pour se substituer à celui de la Russie, a déclaré la porte-parole de la Maison-Blanche Jen Psaki lors d'un point presse qui s'est tenu le 2 février.

Elle a fait cette déclaration en réponse à une demande de commentaires sur des informations faisant état de la possibilité pour le Qatar de compenser les volumes de gaz en cas de diminution des approvisionnements en provenance de Russie.

Elle a ainsi souligné qu'il ne s'agissait pas d'un pays en particulier, sans fournir plus de détails.

Le 30 janvier, Josep Borrell a déclaré dans son blog que l'UE travaille avec des pays comme les États-Unis, le Qatar et l'Azerbaïdjan en ce qui concerne la compensation des volumes de gaz en cas de baisse des approvisionnements en provenance de Russie.

Plus tôt, Washington et l'UE avaient également indiqué œuvrer conjointement à « l'approvisionnement continu, suffisant et en temps utile de l'UE en gaz naturel provenant de diverses sources à travers le monde » en cas de perturbation des exportations depuis la Russie.

Toutes ces accusations ont été balayées à plusieurs reprises par Moscou qui assure avoir toujours entièrement rempli ses obligations contractuelles de fourniture de gaz à l'Europe. « La Russie est un fournisseur de gaz fiable et n'a jamais abandonné ses partenaires », a indiqué le 1er février le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu, Vassili Nebenzia.

### Sécurité énergétique et crise ukrainienne

Les discussions portant sur la dépendance énergétique des pays européens envers la Russie se sont intensifiées ces derniers mois sur fond de tensions croissantes autour de l'Ukraine. Accusant la Russie de vouloir envahir le territoire ukrainien, l'Union européenne et les États-Unis ont déjà menacé plusieurs fois que, si la Russie attaque l'Ukraine, ils introduiront une série de sanctions inédites, dévoilées le 25 janvier, qui cible les livraisons de gaz naturel russe en Europe.

Le Kremlin a qualifié ces propos sur les préparatifs de l'Occident pour une invasion hypothétique de l'Ukraine de vains et a affirmé qu'ils causaient une escalade sans fondement des tensions. En effet, elles ont déjà des conséquences directes sur les pays européens qui subissent l'augmentation des prix du gaz.

En ce sens, le gazoduc russe Nord Stream 2 qui attend toujours le feu vert du régulateur énergétique allemand permettrait de livrer directement deux fois plus de gaz à l'Europe. Pourtant, Berlin a affirmé que son avenir serait sur la table en cas d'attaque russe bien que Moscou ait appelé à plusieurs reprises à cesser de mentionner dans un contexte de politisation ce projet qui est bénéfique tant pour Moscou que pour l'UE.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Le réveil de l'ours**

**Charles Hugh Smith Jeudi, 03 Février, 2022**

of two minds.com 🇺🇸 charles hugh smith



The temple of a failed religion--the Federal Reserve

***L'ours s'est réveillé, et il ne se limitera pas au marché boursier.***

L'ours se réveille d'un long sommeil inquiet et **la bulle de tout** est en difficulté.

Je ne vais pas présenter les arguments de l'ours à l'aide de graphiques, de ratios cours-bénéfices, de lectures de sentiments ou de quoi que ce soit de vaguement financier. Mon argumentaire baissier est une crise de croyance lorsque la foi en la religion de la Réserve fédérale se dissout et que les croyants abasourdis réalisent que la Réserve fédérale est une religion qui a échoué.

Pour comprendre la religion de la Fed, considérez les politiques et les actions de la Réserve fédérale que le marché considère comme haussières :

- La Fed baisse les taux d'intérêt : haussier.
- La Fed augmente les taux d'intérêt : haussier.
- La Fed assouplit sa politique : haussier.
- La Fed resserre ses taux : haussier.
- La Fed reste stable : haussier.
- La Fed change de cap : haussier.
- La Fed émet des directives : haussier.
- La Fed reste silencieuse : haussier.
- La Fed éternue : haussier.
- La Fed tousse : haussier.
- La Fed est prise en flagrant délit de délit d'initié : haussier.
- La Fed augmente l'inégalité des richesses au point de détruire la société : haussier.

Vous comprenez l'idée : du simple fait d'occuper le temple de la foi de la Fed, l'Eccles Building, la Fed est haussière parce qu'elle a le pouvoir surnaturel d'annuler le cycle des affaires et du crédit et de maintenir l'économie et la richesse des actifs en expansion pour toujours et à jamais.

La Fed pourrait révéler que toutes les politiques sont décidées par des séances de Ouija et le marché boursier ferait un bond : tout ce que fait la Fed est haussier par défaut. Toute erreur de politique peut être rapidement inversée et donc tout déclin des actifs peut également être inversé. L'hérétique occasionnel peut être banni et les vrais croyants seront à nouveau récompensés pour leur foi dans la seule vraie religion financière.

Comme dans l'histoire de l'étranger pris pour un dieu par la tribu jusqu'à ce qu'une piqûre d'épine fasse couler le sang, révélant la mortalité trop humaine de l'étranger, l'excès de la Fed a des conséquences qui font couler le sang. Les vers de Shakespeare sont à propos :

*Par la piqûre de mes pouces*

*Quelque chose de mauvais arrive par ici.*

De même que Macbeth est trompé par les promesses d'invincibilité des sorcières, de même la Fed a été trompée par les promesses de pouvoirs divins sur la finance et l'économie. Mais tout comme les machinations de Macbeth ont déclenché une guerre civile et des troubles, les excès de la Fed ont déclenché un banquet de conséquences que peu sont prêts à supporter, et encore moins à savourer.

En tentant de bannir le cycle d'affaires et de crédit - c'est-à-dire une expansion sans fin et sans récession - la Fed a tendu un ressort financier qui produira un maximum de dégâts lorsqu'elle libérera enfin sa puissance comprimée. Dans le domaine politico-social, la vaste expansion par la Fed des richesses extrêmes des personnes déjà riches a fatalement déstabilisé la démocratie et le contrat social de la nation.

Les pouvoirs prétendument divins de la Fed ne peuvent pas résoudre les pénuries de la chaîne d'approvisionnement ou les pénuries de main-d'œuvre. La Fed peut créer de la monnaie à partir de rien et l'injecter dans des actifs appartenant aux 0,1 % les plus riches, mais elle ne peut pas délocaliser la fabrication et les chaînes d'approvisionnement en matériaux ou créer des soudeurs, des tuyauteurs, des grutiers expérimentés, etc. à partir de rien.

Que se passe-t-il lorsqu'une religion avec des croyants aussi fervents se révèle être une promesse vide de pouvoir illimité, une religion ratée ? Les fidèles sont hébétés, désemparés, confus et perdus, puis la colère surgit. Comment les faux dieux ont-ils pu nous laisser tomber si complètement ? Où sont ceux qui nous ont tant égarés ?

L'ours s'est réveillé, et il ne se limitera pas au marché boursier. Alors que le temple d'une fausse foi s'écroule, la colère de ceux qui ont été trompés et trahis sera vraiment grande.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **La Fed a déclenché un désastre stagflationniste qui va frapper fort cette année**

Par Brandon Smith – Le 14 janvier 2022 – Source [Alt-Market](#)



Je ne pense pas pouvoir exagérer le danger que court l'économie américaine en ce début d'année 2022. Alors que la plupart des gens sont pris dans le drame actuel de Covid-19, une menace réelle plane sur la nation sous la forme d'un raz-de-marée stagflationniste. Les médias grand public tentent de rejeter la faute sur les « perturbations de la chaîne d'approvisionnement », mais il s'agit là d'une fausse représentation du problème.

Les deux facteurs sont effectivement liés, mais la réalité est que l'inflation est la cause des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, et non le résultat de ces dernières. Si nous examinons les statistiques sous-jacentes à la hausse des prix des produits essentiels, nous pouvons nous faire une idée plus claire.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je tiens à souligner que nous vivons une période précaire et je suggère aux gens de se préparer en conséquence. Au cours des derniers mois, j'ai vu mes dépenses personnelles augmenter d'au moins 20 %, et je suis sûr que c'est la même chose, voire pire, pour la plupart d'entre vous. Faire des réserves de produits de première nécessité et des investissements sûrs ayant une valeur intrinsèque, comme les métaux précieux physiques, est un bon choix pour protéger le pouvoir d'achat qu'il vous reste...

## Des prix plus élevés partout

L'indice des prix à la consommation (IPC) est officiellement à son plus haut niveau [depuis 40 ans](#). Les mesures de l'IPC diminuent souvent l'ampleur du problème parce qu'elles n'incluent pas des choses comme l'alimentation, l'énergie et le logement qui sont des dépenses essentielles pour le public. Les calculs de l'IPC ont également été « *ajustés* » au cours des dernières décennies par le gouvernement pour exprimer une vision plus positive de l'inflation. Si nous examinons les chiffres de l'inflation chez Shadowstats, calculés selon les mêmes méthodes que celles [utilisées](#) dans les années 1980, nous constatons une augmentation spectaculaire de l'IPC qui donne une image plus désastreuse (mais plus précise).

Les [prix des denrées alimentaires](#) aux États-Unis ont atteint des niveaux jamais vus depuis 2008, au début de l'effondrement du crédit et des produits dérivés qui a entraîné le renflouement de la Réserve fédérale à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars.

Si l'on regarde au-delà de la crise de 2008, le coût des denrées alimentaires n'a pas connu de bond similaire avant les années 1980. La hausse des prix des denrées alimentaires aux États-Unis est souvent masquée par une comptabilité créative et la « *shrinkflation* » (réduction des tailles de paquets et hausse des prix), mais si l'on considère les [prix mondiaux des denrées alimentaires](#), on constate une hausse moyenne de 30 % l'année dernière.

Les prix des loyers et des maisons ont également atteint des sommets. Les coûts de location ont augmenté d'environ 18 % en 2021, et il s'agit là de l'extension d'une tendance qui prévaut depuis dix ans. Les prix augmentent depuis un certain temps, mais l'avalanche s'est accélérée.

Les prix des maisons sont actuellement hors de portée de la plupart des nouveaux acheteurs potentiels. Les valeurs ont bondi de 16 % au cours de la seule année dernière, la propriété moyenne coûtant 408 000 \$. Les ventes de maisons restent élevées par rapport à il y a deux ans, malgré l'inflation des prix, pour une seule et unique raison : la migration massive des Américains qui fuient les obligations draconiennes et la bureaucratie des États bleus vers des États plus conservateurs.

Je vis dans le Montana, l'une des principales destinations des personnes qui déménagent, et d'après mon expérience, la majorité de ces personnes sont des conservateurs qui cherchent à échapper aux vaccins et aux obligations de confinement dans des endroits comme la Californie, New York et l'Illinois. Ils voient l'écriture sur le mur et essaient de devancer la calamité économique et sociale qui s'abattra sûrement sur ces États.

J'aimerais également noter que les ventes de logements ont finalement commencé à se stabiliser au cours des six derniers mois, mais que les prix ne baissent pas, ce qui est une tendance qui, à mon avis, doit être étudiée plus avant car elle illustre le problème plus large de la stagflation.

## Quand l'inflation devient stagflation

Il faut comprendre que les prix n'augmentent pas seulement en raison de [l'accroissement](#) de la demande (la demande commence à diminuer dans de nombreux secteurs), mais aussi en raison de l'augmentation de la masse monétaire et de la dévaluation du dollar qui ne se reflète pas encore dans le dollar Index.

Jetez un coup d'œil au [PIB américain](#) et vous verrez que ces dernières années, il a suivi l'inflation des prix. De toute évidence, si les prix augmentent, cela signifie que les gens dépensent davantage, ce qui entraîne une hausse du PIB américain ; c'est magique, non ? En d'autres termes, l'inflation donne l'impression que le PIB américain est en constante amélioration.

Or, ce n'est pas le cas depuis quelques années.

Le PIB officiel a stagné malgré le fait que la masse monétaire américaine et l'inflation aient augmenté de façon spectaculaire. Qu'est-ce que cela signifie ? Je pense que c'est le signe d'une stagflation et d'un règlement de comptes en 2022. Si nous examinons les chiffres du PIB corrigés de l'inflation de Shadowstats, nous constatons que le PIB a [diminué](#) de manière plutôt agressive au cours des deux dernières années.

Nous pouvons également observer des tendances étranges dans les prix du pétrole et de l'essence. S'il est vrai que les prix de l'essence ont été [plus élevés](#) par le passé, cela ne tient pas compte de tout le contexte de la situation. Les dépenses de voyage aux États-Unis ont diminué de 12 % depuis 2019 et les voyages en avion ont chuté d'au moins 21 % l'année dernière. L'utilisation moyenne de l'essence a [chuté](#) après 2019 et ne s'est toujours pas rétablie. Pourtant, les prix de l'essence continuent d'augmenter ? En d'autres termes, la demande de voyages stagne mais les prix AUGMENTENT – c'est un autre signal de pressions inflationnistes et de dévaluation du dollar. Le prix du pétrole est fixé en dollars dans le monde entier, et donc toute inflation du dollar sera facilement visible dans le pétrole. Cela expliquerait pourquoi la paranoïa des pandémies et la réduction des voyages n'ont pas fait baisser le prix de l'essence.

Si la dynamique actuelle se poursuit, la majorité des produits de première nécessité aux États-Unis ne seront plus abordables pour la plupart des gens d'ici l'année prochaine. Nous nous attendons à un déclin rapide de la production et à une explosion rapide des prix. En d'autres termes, un désastre stagflationniste.

## **C'est la faute de la Réserve fédérale**

Cela fait des années que moi-même et de nombreux autres économistes alternatifs mettons en garde contre l'inévitable crise de l'inflation/stagflation, mais le facteur le plus important à comprendre est QUI est responsable de cet événement ?

Les grands médias financiers vont protéger le gouvernement et la Réserve fédérale à tout prix pendant cette crise. Ils vont blâmer la crise Covid, les confinements ici et à l'étranger ainsi que le goulot d'étranglement de la chaîne d'approvisionnement.

La Fed est le vrai coupable, cependant.

Bien que de nombreux présidents américains et d'autres politiciens aient soutenu la Fed dans ses activités inflationnistes, la banque centrale elle-même doit être tenue responsable de la récession qui est sur le point de se produire. Il s'agit d'un processus qui a commencé dès la création de la Fed, mais qui s'est propagé comme un cancer après le krach de 2008 et l'introduction de plus de 12 ans de mesures de relance et de sauvetage, ainsi que de taux d'intérêt quasi nuls.

## **La finalité inflationniste**

La pandémie est la couverture parfaite pour la fin de partie inflationniste. En 2008, la réponse à la crise a consisté à imprimer et à injecter des dollars dans les banques et les entreprises aux États-Unis et dans le monde entier. Cette masse monétaire a été conservée dans les coffres des entreprises et dans les banques centrales à l'étranger, ce qui a ralenti les effets de l'inflation. Cela a créé un précédent pour les politiques de relance subversives en donnant à la Fed un chèque en blanc pour faire ce qu'elle voulait.

En 2020, la Fed a créé des milliers de milliards supplémentaires, mais cette fois, l'argent a été injecté directement dans l'économie américaine par le biais de chèques de relance Covid, de prêts PPP et d'autres mesures. Dans le domaine de l'économie alternative, nous appelons cela « *l'argent hélicoptère* ». Ces dollars ont déclenché une vague massive d'achats au détail en 2020, mais avec plus de dollars dans l'économie pour moins de biens, les prix sont maintenant beaucoup plus élevés.

La grande discussion aujourd'hui est de savoir si la Fed va ou non réduire ses achats d'actifs, réduire son bilan et augmenter les taux d'intérêt pour contrer l'inflation ?

Le fait est que cela n'a aucune importance : l'inflation et la stagflation vont se poursuivre, voire s'accélérer, à mesure que la Fed réduit ses achats d'actifs. La réduction des achats d'actifs s'accompagne de la menace d'un aplatissement de la courbe de rendement des obligations du Trésor, ainsi que du risque de voir les investisseurs étrangers et les banques centrales se débarrasser des obligations et des dollars. Si les milliers de milliards de dollars détenus à l'étranger reviennent en masse aux États-Unis, l'inflation continuera à son rythme actuel ou augmentera encore. En fait, la détention de dollars dans le monde a récemment atteint son plus bas niveau [depuis 26 ans](#). La transition mondiale vers des [investissements résistants à l'inflation](#) a déjà commencé.

## **Il ne s'agit pas d'une erreur politique**

J'ai expliqué cette menace de Catch-22 dans mon récent article intitulé « [Le piège du Tapering de la Fed est une arme, pas une erreur de politique](#) ». Dans cet essai, je décrivais les antécédents de la Fed en matière de création de désastres économiques qui finissent commodément par profiter à leurs amis des banques internationales.

J'ai également expliqué (preuves à l'appui) comment la Réserve fédérale reçoit en fait ses ordres de la Banque des règlements internationaux, une institution globaliste qui, avec le Fonds monétaire international et le Forum économique mondial, cherche ouvertement à instaurer un système économique et monétaire mondial unique.

Je ne crois pas que les actions de la Fed soient le fruit de l'ignorance, de la stupidité ou de la cupidité. Je ne crois pas que la Fed se démène pour maintenir l'économie américaine à flot. Je crois, d'après les preuves, que la Fed sait exactement ce qu'elle fait. La pandémie offre un bouc émissaire parfait pour un crash artificiel de l'économie américaine que la Fed essaie de faciliter.

Pourquoi ? Parce que plus les gens sont désespérés financièrement, plus ils sont faciles à acheter avec de fausses promesses et une miche de pain. Ils sont plus faciles à contrôler. En plus de cela, avec l'économie américaine réduite au statut de deuxième ou troisième monde, il est plus facile de convaincre le public de la solution prédéterminée – une centralisation mondiale totale et beaucoup moins de liberté.

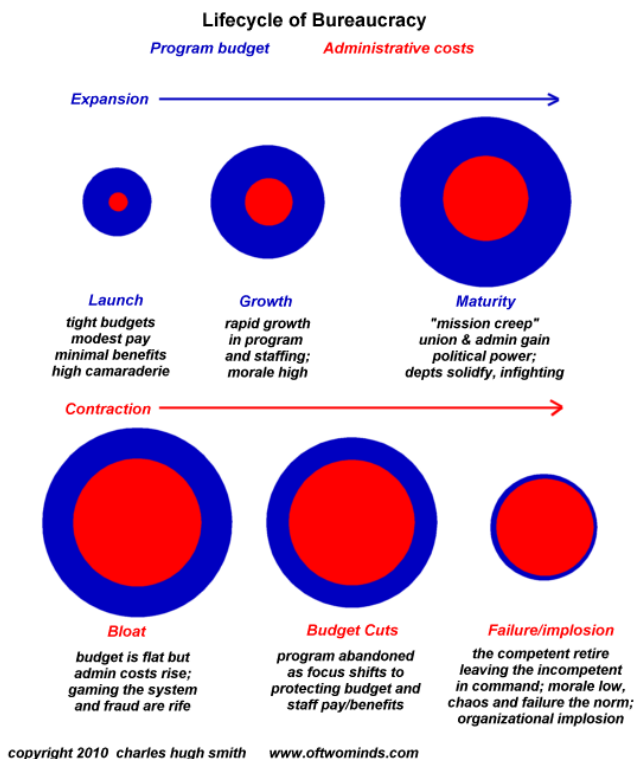
Alors que le krach stagflationniste se poursuit, n'oubliez jamais qui est réellement à l'origine des souffrances du public. Dans le brouillard d'une crise nationale, il est facile pour l'establishment de déplacer le blâme et la responsabilité et d'obscurcir la vérité. La calamité de l'inflation est sur le point de s'aggraver, et nous devons rallier les personnes nouvellement éveillées pour qu'elles agissent contre les banquiers centraux et les globalistes qui sont derrière tout cela.

▲ [RETOUR](#) ▲

# .Une nation peut-elle prospérer alors que ses institutions échouent ?

Charles Hugh Smith Mardi, 01 Février, 2022

of two minds.com  charles hugh smith



*Nous sommes en effet tellement occupés à disposer les parasols de la plage selon nos instructions que nous ne remarquons pas l'approche du tsunami.*

Les économistes se concentrent sur ce qui peut être facilement mesuré : ventes, bénéfices, prix, recettes fiscales, etc. Comme **le déclin et l'échec des institutions ne sont pas facilement quantifiables**, ce déclin n'est pas pris en compte dans le domaine de l'économie. Puisqu'elle n'est pas mesurée, elle n'existe pas.

Mais le déclin et l'échec des institutions ne sont que trop réels, et cela soulève la question suivante : comment une société et une économie peuvent-elles prospérer si leurs institutions centrales échouent ? La réponse est simple : elles ne peuvent pas prospérer, car les institutions sont les fondements de l'ordre social et économique.

Comme je l'explique dans mon nouveau livre, *Global Crisis, National Renewal*, la vision conventionnelle a une foi naïve dans le fait que de "grands leaders" peuvent inverser la pourriture institutionnelle. Cette foi ne tient pas compte des sources systémiques de la dégradation et de l'échec des institutions qui sont décrites dans le graphique ci-dessous, le cycle de vie de la bureaucratie, c'est-à-dire des institutions.

Les dirigeants sont limités par la nature des organisations centralisées et la structure d'incitation qui passe lentement de la récompense des efforts visant à faire avancer la mission principale de l'institution au libre-service et à la protection d'une institution sclérosée et défaillante contre tout examen et toute réforme extérieurs.

Comme l'explique Samo Burja dans son essai perspicace intitulé "**Why Civilizations Collapse**" (Pourquoi les civilisations s'effondrent), les personnes à l'intérieur des institutions sont, de par leur conception, si compartimentées que peu d'entre elles (voire aucune) ne se rendent compte que l'institution est défaillante. Tant que tout est collé ensemble dans chaque petit compartiment, personne ne se rend compte que l'institution entière a perdu son chemin. Et comme personne ne le reconnaît, personne ne tente de la sauver.

Les institutions finissent par promouvoir des gestionnaires intérimaires qui excellent dans le jeu politique consistant à se hisser au sommet d'une institution tentaculaire. Lorsque la décadence (ou les coupes budgétaires) déclenche finalement une crise, l'institution a été dépouillée de ses visionnaires qui ont une vision audacieuse de ce qu'il faut faire pour rétablir l'accent sur la mission principale et instituer de nouvelles incitations. Les leaders audacieux ont démissionné par dégoût ou ont été envoyés en Sibérie bureaucratique en tant que menaces potentielles au statu quo.

Le problème est que les institutions échouent de par la nature même de leur conception centralisée. L'organisation est centralisée de sorte que les directives descendent le long de la chaîne de commandement, et chaque branche est compartimentée afin de limiter le pouvoir de chaque département et employé de perturber le flux ordonné des directives descendantes.

Dans cette structure compartimentée et descendante, les incitations consistent à suivre les procédures plutôt qu'à obtenir des résultats. Les récompenses vont à ceux qui suivent consciencieusement les procédures plutôt qu'à ceux qui tirent la sonnette d'alarme sur la perte de transparence, d'efficacité et de concentration sur l'accomplissement de la mission.

La voie de la moindre résistance consiste à protéger la structure existante et à ajouter d'autres compartiments, c'est-à-dire la "*dérive de la mission*". Plutôt que de se concentrer sur la dissipation des ressources et le déclin de la mission de base, les dirigeants ajoutent des missions "agréables" et des promotions de relations publiques de réformes et d'initiatives bidon qui saignent davantage de ressources de la mission de base.

Prenons l'exemple de l'institution de la démocratie, qui a été corrompue en une vente aux enchères sur invitation seulement de faveurs de l'État et d'écroulement des rentiers. **Les démocraties ont un autre défaut fatal : les politiciens se font réélire en promettant à presque tout le monde quelque chose pour rien : plus d'avantages et de droits et moins d'impôts.** L'écart entre la hausse des coûts et la baisse des recettes sera comblé par des emprunts publics. Tous ces emprunts supplémentaires seront soi-disant payés par **la magie de la "croissance"**, qui augmentera les recettes fiscales à un rythme supérieur au coût des emprunts.

Mais la démographie, l'épuisement des ressources et les rendements décroissants d'une économie de consommation alimentée par une dette publique et privée en rapide expansion ont sapé la "croissance" de manière fondamentale. Ironiquement, emprunter et dépenser davantage pour stimuler la "croissance" ne fait que précipiter les rendements décroissants de l'augmentation de la dette pour financer la consommation actuelle.

**Les démocraties sont donc optimisées pour une "croissance" rapide et sont mal adaptées à la transition vers la décroissance, c'est-à-dire moins de tout pour la grande majorité des citoyens à mesure que les ressources se raréfient et que la dette ronge l'économie.** (La décroissance pourrait fonctionner au bénéfice de tous, ce qui est le but de Crise mondiale, renouveau national).

La banque centrale est une autre institution défailante. Lorsqu'ils sont confrontés à des crises fiscales, les États et les banques centrales succombent inévitablement à la tentation d'imprimer ou d'emprunter de la monnaie, quelle que soit la somme nécessaire pour combler le déficit du moment, c'est-à-dire l'opportunité politique. Cette création prodigieuse de monnaie semble être magique au début ; tout le monde accepte la "nouvelle monnaie" à sa valeur actuelle. Mais la gravité finit par s'imposer et le pouvoir d'achat de la monnaie décline, car l'économie réelle (la production de biens et de services) croît à un rythme bien inférieur à celui de l'expansion du crédit et de la monnaie.

**Même les plus grands empires de l'histoire de l'humanité ont été incapables de résister à la solution "facile" de la dévaluation de la monnaie comme moyen de réaliser toutes les promesses faites en des temps plus prospères.**

**La progression du pouvoir centralisé remplace lentement mais sûrement les structures auto-organisées, résilientes et décentralisées de la société civile par des structures centralisées hiérarchiques étroitement liées qui sont de plus**

en plus inefficaces, de plus en plus coûteuses et de plus en plus fragiles, c'est-à-dire de plus en plus sujettes à l'échec ou à l'effondrement.

L'ironie du délabrement et de l'échec des institutions est que tout le monde à l'intérieur est tellement occupé à suivre les procédures que personne ne remarque le délabrement jusqu'à ce que toute la structure vermoulue s'effondre. Ne cherchez pas plus loin que les bulles d'actifs financiarisés, les soins de santé et l'éducation pour trouver des exemples d'institutions sur le point de s'effondrer.

Nous sommes en effet tellement occupés à arranger les parasols de la plage selon nos instructions que nous ne remarquons pas l'approche du tsunami. Une nation peut-elle prospérer alors que ses institutions se dégradent et s'effondrent ? Seulement dans les fantasmes et la pensée magique des délirants.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Le mythe de l'efficacité des services publics**

Murray N. Rothbard 02/03/2022 Mises.org



MISES WIRE



**[Cet extrait de *Man, Economy, and State, with Power and Market* est une explication et une élaboration des points abordés dans *Bureaucracy* de Ludwig von Mises - et fournit un excellent exemple de la façon dont le traité de Murray Rothbard s'est appuyé sur celui de Mises pour employer et étendre le cadre analytique de base. Les notes de bas de page ont été raccourcies. L'extrait est tiré des pages 1260-72].**

Les inefficacités bien connues du fonctionnement du gouvernement ne sont pas des accidents empiriques, résultant peut-être de l'absence d'une tradition de service civil. Elles sont inhérentes à toute entreprise gouvernementale, et la demande excessive fomentée par les services gratuits et autres services à bas prix n'est qu'une des nombreuses raisons de cette situation.

Ainsi, la gratuité ne fait pas que subventionner les utilisateurs aux dépens des contribuables non utilisateurs ; elle entraîne également une mauvaise répartition des ressources en ne fournissant pas le service là où il est le plus nécessaire. Il en va de même, dans une moindre mesure, lorsque le prix est inférieur au prix du marché libre. Sur le marché libre, les consommateurs peuvent dicter le prix et ainsi assurer la meilleure allocation des ressources productives pour répondre à leurs besoins. Dans une entreprise publique, cela ne peut être fait. Prenons à nouveau le cas du service gratuit. Puisqu'il n'y a pas de tarification, et donc pas d'exclusion des utilisations submarginales, il est impossible que le gouvernement, même s'il le voulait, puisse allouer ses services aux utilisations les plus importantes et aux acheteurs les plus avides. Tous les acheteurs, toutes les utilisations, sont artificiellement maintenus sur le même plan. Par conséquent, les utilisations les plus importantes seront négligées, et le gouvernement est confronté à des problèmes d'allocation insurmontables, qu'il ne peut même pas résoudre à sa propre satisfaction. Ainsi, le gouvernement sera confronté au problème suivant : "Devons-nous construire une route à l'endroit A ou à l'endroit B ? Il n'existe aucun moyen rationnel de prendre cette décision. Il ne peut pas aider les consommateurs privés de la route de la meilleure façon. Il ne peut décider que selon le caprice du fonctionnaire au pouvoir, c'est-à-dire seulement si c'est le fonctionnaire, et non le public, qui "consomme". Si le gouvernement souhaite faire ce qui est le mieux pour le public, il est confronté à une tâche impossible.

Le gouvernement peut soit subventionner délibérément en offrant un service gratuitement, soit essayer véritablement de trouver le véritable prix du marché, c'est-à-dire "fonctionner sur la base d'une entreprise". C'est souvent le cri lancé par les conservateurs - que l'entreprise publique soit placée sur une "base commerciale", que

l'on mette fin aux déficits, etc. Presque toujours, cela signifie augmenter le prix. Mais est-ce une solution ? On dit souvent qu'une entreprise publique unique, opérant dans la sphère d'un marché privé, achetant auprès de celui-ci, etc., peut fixer le prix de ses services et allouer ses ressources de manière efficace. C'est pourtant faux. Il existe un défaut fatal qui imprègne tous les schémas imaginables d'entreprises publiques et qui les empêche inéluctablement de fixer des prix rationnels et de répartir efficacement leurs ressources. En raison de ce défaut, les entreprises publiques ne peuvent jamais être gérées sur une base "commerciale", quelles que soient les intentions du gouvernement.

Quel est ce défaut fatal ? C'est le fait que le gouvernement peut obtenir des ressources pratiquement illimitées grâce à son pouvoir fiscal coercitif. Les entreprises privées doivent obtenir leurs fonds auprès d'investisseurs. C'est cette répartition des fonds par les investisseurs sur la base de la préférence temporelle et de la prévoyance qui affecte les fonds et les ressources aux utilisations les plus rentables et donc les plus utiles. Les entreprises privées ne peuvent obtenir des fonds que des consommateurs et des investisseurs ; en d'autres termes, elles ne peuvent obtenir des fonds que des personnes qui apprécient et achètent leurs services et des investisseurs qui sont prêts à risquer d'investir leurs économies dans l'espoir de réaliser des bénéfices. En bref, paiement et service sont, une fois de plus, indissolublement liés sur le marché. Le gouvernement, quant à lui, peut obtenir autant d'argent qu'il le souhaite. Le marché libre fournit un "mécanisme" pour allouer des fonds à la consommation future et présente, pour diriger les ressources vers leurs utilisations les plus productives pour l'ensemble de la population. Il permet ainsi aux hommes d'affaires d'allouer les ressources et de fixer le prix des services pour assurer cette utilisation optimale. Le gouvernement, cependant, n'a pas de contrôle sur lui-même, c'est-à-dire qu'il n'est pas tenu de répondre à un test de profit et de perte de service de valeur pour les consommateurs, pour lui permettre d'obtenir des fonds. L'entreprise privée ne peut obtenir des fonds que de la part de clients satisfaits et valorisés et d'investisseurs guidés par les profits et les pertes. Le gouvernement peut obtenir des fonds littéralement à sa guise.

Avec la disparition de la coche, disparaît également toute possibilité pour le gouvernement d'allouer rationnellement les ressources. Comment peut-il savoir s'il doit construire la route A ou la route B, s'il doit "investir" dans une route ou une école - en fait, combien dépenser pour toutes ses activités ? Il n'existe aucun moyen rationnel d'allouer des fonds ou même de décider de leur montant. Lorsqu'il y a une pénurie d'enseignants, de salles de classe, de policiers ou de rues, le gouvernement et ses partisans n'ont qu'une seule réponse : plus d'argent. Le peuple doit céder une plus grande partie de son argent au gouvernement. Pourquoi cette réponse n'est-elle jamais proposée sur le marché libre ? La raison est que l'argent doit être retiré d'une autre utilisation dans la consommation ou l'investissement - et ce retrait doit être justifié. Cette justification est fournie par le test des profits et des pertes : l'indication que les besoins les plus urgents des consommateurs sont satisfaits. Si une entreprise ou un produit génère des profits élevés pour ses propriétaires, et que ces profits devraient se poursuivre, il y aura davantage d'argent ; dans le cas contraire, et si des pertes sont enregistrées, l'argent sortira de l'industrie. Le test des profits et des pertes sert de guide critique pour diriger le flux des ressources productives. Un tel guide n'existe pas pour le gouvernement, qui n'a aucun moyen rationnel de décider combien d'argent il doit dépenser, que ce soit au total ou dans chaque ligne spécifique. Plus il dépense d'argent, plus il peut fournir de services - mais où s'arrêter?1

Les partisans de l'entreprise publique pourraient rétorquer que le gouvernement pourrait simplement dire à son bureau d'agir comme s'il s'agissait d'une entreprise à but lucratif et de s'établir de la même manière qu'une entreprise privée. Cette théorie comporte deux failles. Premièrement, il est impossible de jouer à l'entreprise. Entreprendre signifie risquer son propre argent dans des investissements. Les gestionnaires bureaucratiques et les politiciens ne sont pas vraiment incités à développer des compétences entrepreneuriales, à s'adapter réellement aux demandes des consommateurs. Ils ne risquent pas de perdre leur argent dans l'entreprise. Deuxièmement, en dehors de la question des incitations, même les gestionnaires les plus enthousiastes ne pourraient pas fonctionner comme une entreprise. Quel que soit le traitement accordé à l'opération après sa création, le lancement initial de l'entreprise se fait avec l'argent du gouvernement, et donc par prélèvement coercitif. Un élément arbitraire a été "intégré" dans les éléments vitaux de l'entreprise. De plus, toutes les dépenses futures peuvent être effectuées à partir de l'argent des impôts, et donc les décisions des gestionnaires seront soumises au même défaut. La facilité d'obtenir de l'argent va intrinsèquement fausser les opérations de l'entreprise publique. De plus, supposons que le

gouvernement "investisse" dans une entreprise, E. Soit le marché libre, laissé à lui-même, aurait également investi le même montant dans cette même entreprise, soit il ne l'aurait pas fait. S'il l'aurait fait, alors l'économie souffre au moins de la "prise" allant à la bureaucratie intermédiaire. Si ce n'est pas le cas, et c'est presque certain, il s'ensuit immédiatement que la dépense pour E est une distorsion de l'utilité privée sur le marché - qu'une autre dépense aurait un meilleur rendement monétaire. Il s'ensuit une fois de plus qu'une entreprise publique ne peut pas reproduire les conditions de l'entreprise privée.

En outre, la création d'une entreprise gouvernementale crée un avantage concurrentiel inhérent par rapport aux entreprises privées, car une partie au moins de son capital a été acquise par la coercition plutôt que par le service. Il est clair que le gouvernement, avec ses subventions, peut, s'il le souhaite, chasser les entreprises privées du secteur. L'investissement privé dans la même industrie sera fortement restreint, puisque les futurs investisseurs s'attendent à subir des pertes aux mains des concurrents gouvernementaux privilégiés. De plus, comme tous les services sont en concurrence pour obtenir l'argent du consommateur, toutes les entreprises privées et tous les investissements privés seront, dans une certaine mesure, affectés et entravés. Et lorsqu'une entreprise gouvernementale ouvre ses portes, elle suscite la crainte des autres industries d'être les prochaines, et d'être soit confisquées, soit forcées de concurrencer les entreprises subventionnées par le gouvernement. Cette crainte tend à réprimer davantage l'investissement productif et donc à abaisser encore plus le niveau de vie général.

L'argument décisif, qui est utilisé à juste titre par les opposants à la propriété publique, est le suivant : Si l'exploitation d'une entreprise est si souhaitable, pourquoi prendre un chemin aussi tortueux ? Pourquoi ne pas supprimer la propriété publique et confier l'exploitation à l'entreprise privée ? Pourquoi se donner tant de mal pour tenter d'imiter l'idéal apparent (la propriété privée) alors que cet idéal peut être poursuivi directement ? Le plaidoyer en faveur des principes commerciaux au sein du gouvernement n'a donc guère de sens, même s'il pouvait être couronné de succès.

L'inefficacité des opérations gouvernementales est aggravée par plusieurs autres facteurs. Comme nous l'avons vu, une entreprise publique en concurrence dans une industrie peut généralement chasser les propriétaires privés, puisque le gouvernement peut se subventionner de nombreuses façons et se fournir en fonds illimités quand il le souhaite. Il n'est donc guère incité à être efficace. Dans les cas où elle ne peut pas être compétitive même dans ces conditions, elle peut s'arroger un monopole obligatoire, évinçant les concurrents par la force. Lorsque le gouvernement s'octroie ainsi un monopole, il peut aller à l'autre extrême de la gratuité : il peut facturer un prix de monopole. L'imposition d'un prix de monopole - qui diffère de manière identifiable d'un prix de marché libre - entraîne une nouvelle déperdition des ressources et crée une rareté artificielle du bien en question. Cela permet également d'abaisser considérablement la qualité du service. Un monopole gouvernemental n'a pas à craindre que les clients aillent ailleurs ou que l'inefficacité entraîne sa disparition.

Une autre raison de l'inefficacité gouvernementale a déjà été évoquée : le personnel n'est pas incité à être efficace. En fait, les compétences qu'il développera ne seront pas les compétences économiques de la production, mais les compétences politiques - comment flatter ses supérieurs politiques, comment attirer démagogiquement l'électorat, comment manier la force le plus efficacement possible. Ces compétences sont très différentes des compétences productives et, par conséquent, les personnes qui atteindront le sommet du gouvernement seront différentes de celles qui réussissent sur le marché.

Il est particulièrement absurde de faire appel aux "principes commerciaux" lorsqu'une entreprise gouvernementale fonctionne comme un monopole. Périodiquement, on demande que la poste soit placée sur une "base commerciale" et mette fin à son déficit, qui doit être payé par les contribuables. Mais mettre fin au déficit d'une opération gouvernementale intrinsèquement et nécessairement inefficace ne signifie pas passer sur une base commerciale. Pour ce faire, le prix doit être augmenté suffisamment pour atteindre un prix de monopole et ainsi couvrir les coûts des inefficacités du gouvernement. Un prix de monopole fera peser une charge excessive sur les utilisateurs du service postal, d'autant plus que le monopole est obligatoire. D'autre part, nous avons vu que même les monopoles doivent respecter la demande des consommateurs. Si cette demande est suffisamment élastique, il peut arriver qu'un prix de monopole réduise tellement les recettes ou réduise tellement leur augmentation qu'un

prix plus élevé augmente les déficits au lieu de les réduire. Un exemple remarquable est celui du métro de New York qui, ces dernières années, a augmenté ses tarifs dans une vaine tentative de mettre fin à son déficit, pour ensuite voir le nombre de passagers diminuer si radicalement que le déficit s'est encore accru après un certain temps.

De nombreux "critères" ont été proposés par des auteurs comme guides pour la tarification des services publics. L'un d'entre eux consiste à fixer le prix en fonction du "coût marginal". Cependant, il ne s'agit guère d'un critère et il repose sur les erreurs économiques classiques de détermination des prix en fonction des coûts. D'une part, le "marginal" varie en fonction de la période étudiée. De plus, les coûts ne sont pas statiques, mais flexibles ; ils changent en fonction des prix de vente et ne peuvent donc pas être utilisés comme un guide pour ces prix. En outre, les prix ne sont égaux aux coûts moyens - ou plutôt, les coûts moyens ne sont égaux aux prix - qu'en cas d'équilibre final, et l'équilibre ne peut être considéré comme un idéal pour le monde réel. Le marché ne fait que tendre vers cet objectif. Enfin, les coûts d'une opération gouvernementale seront plus élevés que ceux d'une opération similaire sur le marché libre.

L'entreprise publique n'entravera et ne réprimera pas seulement l'investissement privé et l'esprit d'entreprise dans la même industrie et dans toutes les industries de l'économie ; elle perturbera également l'ensemble du marché du travail. En effet, (a) l'État diminuera la production et le niveau de vie de la société en détournant une main-d'œuvre potentiellement productive vers la bureaucratie ; (b) en utilisant des fonds confisqués, l'État pourra payer la main-d'œuvre plus cher que le taux du marché, ce qui incitera les demandeurs d'emploi de l'État à réclamer l'expansion de la machine bureaucratique improductive ; et (c) grâce à des salaires élevés, financés par les impôts, l'État peut induire en erreur les travailleurs et les syndicats en leur faisant croire qu'ils reflètent le salaire du marché dans l'industrie privée, provoquant ainsi un chômage non désiré.

En outre, l'entreprise publique, qui se fonde sur la coercition du consommateur, ne peut manquer de substituer ses propres valeurs à celles de ses clients. Ainsi, des services artificiellement standardisés et de moindre qualité, façonnés selon les goûts et les convenances du gouvernement, s'imposeront, contrairement à ceux du marché libre, où des services diversifiés et de haute qualité sont fournis pour répondre aux goûts variés d'une multitude d'individus.

Un cartel ou une entreprise ne pouvait pas posséder tous les moyens de production de l'économie, car il ne pouvait pas calculer les prix et allouer les facteurs de manière rationnelle. C'est la raison pour laquelle le socialisme d'État ne pouvait pas non plus planifier ou répartir rationnellement. En fait, même deux ou plusieurs étapes ne pourraient pas être complètement intégrées verticalement sur le marché, car une intégration totale éliminerait un segment entier du marché et établirait une île de chaos calculatoire et allocatif, une île qui empêcherait une planification optimale pour les profits et une satisfaction maximale pour les consommateurs.

Dans le cas d'une simple propriété gouvernementale, une autre extension de cette thèse se déploie encore. Car chaque entreprise gouvernementale introduit sa propre île de chaos dans l'économie ; il n'est pas nécessaire d'attendre le socialisme pour que le chaos commence son œuvre. Aucune entreprise gouvernementale ne peut jamais déterminer les prix ou les coûts ou allouer les facteurs ou les fonds de manière rationnelle, en maximisant le bien-être. Aucune entreprise publique ne peut être établie sur une "base commerciale", même si le désir était présent. Ainsi, toute opération gouvernementale injecte un point de chaos dans l'économie ; et puisque tous les marchés sont interconnectés dans l'économie, toute activité gouvernementale perturbe et fausse la fixation des prix, l'allocation des facteurs, les ratios consommation/investissement, etc. Chaque entreprise gouvernementale ne diminue pas seulement l'utilité sociale des consommateurs en forçant l'allocation de fonds à des fins autres que celles souhaitées par le public ; elle diminue également l'utilité de tous (y compris, peut-être, l'utilité des fonctionnaires) en faussant le marché et en répandant le chaos calculatoire. Bien entendu, plus la propriété publique est importante, plus cet impact sera prononcé.

Outre ses conséquences purement économiques, la propriété publique a un autre type d'impact sur la société : elle substitue nécessairement le conflit à l'harmonie du marché libre. Puisque le service gouvernemental signifie le

service d'un ensemble de décideurs, il en vient à signifier un service uniforme. Les désirs de tous ceux qui sont obligés, directement ou indirectement, de payer pour le service gouvernemental ne peuvent être satisfaits. Seules certaines formes de services peuvent être ou seront produites par l'agence gouvernementale. En conséquence, l'entreprise gouvernementale crée d'énormes conflits de castes parmi les citoyens, chacun ayant une idée différente de la meilleure forme de service.

Ces dernières années, les écoles publiques américaines ont fourni un exemple frappant de ces conflits. Certains parents préfèrent les écoles à ségrégation raciale ; d'autres préfèrent l'éducation intégrée. Certains parents veulent qu'on enseigne le socialisme à leurs enfants ; d'autres veulent un enseignement antisocialiste dans les écoles. Le gouvernement ne peut en aucun cas résoudre ces conflits. Il ne peut qu'imposer la volonté de la majorité (ou une "interprétation" bureaucratique de celle-ci) par la coercition et laisser une minorité souvent importante insatisfaite et mécontente. Quel que soit le type d'école choisi, certains groupes de parents en souffriront. En revanche, il n'y a pas de tel conflit sur le marché libre, qui fournit tout type de service demandé. Sur le marché, ceux qui veulent des écoles ségréguées ou intégrées, socialistes ou individualistes peuvent voir leurs désirs satisfaits. Il est donc évident que la fourniture de services par le gouvernement, par opposition à la fourniture de services privés, abaisse le niveau de vie d'une grande partie de la population.

Le degré de propriété du gouvernement dans l'économie varie d'un pays à l'autre, mais dans tous les pays, l'État s'est assuré de posséder les centres nerveux vitaux, les postes de commandement de la société. Il a acquis un monopole obligatoire sur ces postes de commandement et il a toujours essayé de convaincre la population que la propriété et l'entreprise privées dans ces domaines sont tout simplement et a priori impossibles. Nous avons vu, au contraire, que chaque service peut être fourni sur le marché libre.

Les postes de commandement vitaux invariablement détenus de manière monopolistique par l'État sont : (1) la protection policière et militaire ; (2) la protection judiciaire ; (3) le monopole de la monnaie (et le monopole de la définition de la monnaie) ; (4) les fleuves et les mers côtières ; (5) les rues et les routes urbaines, et les terres en général (les terres inutilisées, en plus du pouvoir d'expropriation) ; et (6) la poste. La fonction de défense est celle qui est réservée le plus jalousement par l'État. Elle est vitale pour l'existence de l'État, car de son monopole de la force dépend sa capacité à prélever des impôts auprès des citoyens. Si les citoyens étaient autorisés à posséder des tribunaux et des armées privés, ils auraient les moyens de se défendre contre les actes invasifs du gouvernement et des particuliers. Le contrôle des ressources terrestres de base - en particulier les transports - est, bien sûr, une excellente méthode pour assurer un contrôle global. Le bureau de poste a toujours été un outil très pratique pour contrôler et interdire les messages des hérétiques ou des ennemis de l'État. Ces dernières années, l'État a constamment cherché à étendre ces avant-postes. Le monopole de la frappe de la monnaie et de la définition de l'argent (lois sur le cours légal) a été utilisé pour obtenir le contrôle total du système monétaire de la nation. C'était l'une des tâches les plus difficiles de l'État, car pendant des siècles, le papier-monnaie a suscité une grande méfiance de la part du peuple. Le monopole de la frappe de la monnaie et de la définition des normes monétaires a conduit à l'avilissement de la monnaie, au passage des noms monétaires d'unités de poids à des termes dénués de sens, et au remplacement de l'or et de l'argent par du papier bancaire ou gouvernemental. À l'heure actuelle, dans presque tous les pays, l'État a atteint son principal objectif monétaire : la capacité d'accroître ses revenus en gonflant la monnaie à volonté. Dans les autres domaines - terres et ressources naturelles, transports et communications - l'État est de plus en plus maître de la situation. Enfin, un autre poste de commandement essentiel détenu, sans être totalement monopolisé par l'État, est l'éducation. Pour le gouvernement, l'éducation permet d'influencer l'esprit des jeunes pour qu'ils acceptent les vertus du gouvernement et de son intervention. Dans de nombreux pays, le gouvernement n'a pas le monopole de la scolarité obligatoire, mais il s'approche de cet idéal en obligeant tous les enfants à fréquenter soit une école publique, soit une école privée approuvée ou accréditée par le gouvernement. La fréquentation obligatoire amène dans les écoles ceux qui ne désirent pas être scolarisés et pousse ainsi trop d'enfants à s'instruire. Trop peu de jeunes restent dans des domaines concurrents tels que les loisirs, les études à domicile et les emplois commerciaux.

Une activité gouvernementale très curieuse s'est développée énormément au cours du présent siècle. Sa grande popularité est une indication notable de l'ignorance populaire généralisée de la loi praxéologique. Nous nous

référons à ce que l'on appelle la législation sur la "sécurité sociale". Ce système confisque le revenu des salariés les plus pauvres et se charge ensuite d'investir l'argent plus judicieusement qu'ils ne pourraient le faire eux-mêmes, pour le leur verser ensuite, à eux ou à leurs bénéficiaires, lorsqu'ils sont âgés. Considéré comme une "assurance sociale", c'est un exemple typique d'entreprise gouvernementale : il n'y a pas de relation entre les primes et les prestations, les deux changeant chaque année sous l'effet de pressions politiques. Sur le marché libre, quiconque souhaite investir dans une rente d'assurance ou dans des actions ou des biens immobiliers peut le faire. Obliger chacun à transférer ses fonds au gouvernement l'oblige à perdre de l'utilité.

Ainsi, même en apparence, il est difficile de comprendre la grande popularité du système de sécurité sociale. Mais la véritable nature de l'opération diffère grandement de son image officielle. En effet, l'État n'investit pas les fonds qu'il prélève en impôts ; il se contente de les dépenser, en se donnant des obligations, qui devront être encaissées plus tard, à l'échéance des prestations. Comment l'argent sera-t-il alors obtenu ? Seulement par de nouveaux impôts ou par l'inflation. Ainsi, le public doit payer deux fois pour la "sécurité sociale". Le programme de sécurité sociale impose deux fois pour un seul paiement ; c'est un dispositif qui permet au gouvernement d'imposer de manière acceptable les groupes à faible revenu. Et, comme c'est le cas pour toutes les taxes, le produit de ces taxes est utilisé par le gouvernement.

En évaluant la question de la propriété privée ou gouvernementale de toute entreprise, il faut donc garder à l'esprit les conclusions suivantes de notre analyse :

1. chaque service peut être fourni par le secteur privé sur le marché ;
2. la propriété privée sera plus efficace pour fournir une meilleure qualité de service à un moindre coût ;
3. l'allocation des ressources dans une entreprise privée répondra mieux aux demandes des consommateurs, tandis que l'entreprise publique faussera les allocations et introduira des îlots de chaos calculatoire ;
4. la propriété publique réprimera l'activité privée dans les entreprises concurrentes et non concurrentes ;
5. la propriété privée assure la satisfaction harmonieuse et coopérative des désirs, tandis que la propriété publique crée des conflits de castes.

**NOTE :** 1. Cf. Ludwig von Mises, Bureaucracy (New Haven : Yale University Press, 1944), pp. 50-53.

[Murray N. Rothbard](#) a apporté des contributions majeures à l'économie, l'histoire, la philosophie politique et la théorie juridique. Il a combiné l'économie autrichienne avec un engagement fervent pour la liberté individuelle.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.La France est désormais plus endettée que la Grèce**

Guy de la Fortelle 03 02 2022



**Jean-Pierre : tous les pays du monde sont en faillite. Voici quelques exemples.**



Ma chère lectrice, mon cher lecteur,

**Quel sentiment étonnant de se dire que la France est désormais plus endettée que la Grèce.**

C'est une des conséquences de ce fameux « *quoi qu'il en coûte* », doctrine dont la stupidité n'égale que le prix de l'irresponsabilité du gouvernement.

Bien sûr, selon notre inénarrable ministre de l'économie de bouts de chandelle et des finances percées : *plus l'on dépense et moins l'on s'endette*.

Fusion bizarre entre une devise *shadocks* et une maxime façon 1984, nous allons voir aujourd'hui comment la Macronie planque le cadavre dans le **placard du hors-bilan** pour vous faire croire qu'elle s'affranchit de la pesanteur et des contraintes de la dette.

Depuis des années, je répète régulièrement que [nous suivons une trajectoire grecque](#) et que nous finirons dépecés comme eux.

À chaque fois, certains me rétorquent — avec plus ou moins de rage — que les Grecs ne sont rien que des feignasses concupiscentes qui méritent bien leur sort et que cette comparaison avec la France n'est pas raison.

Pourtant, derrière l'image *papier glacé* de PDG du groupe France, Emmanuel Macron et son ComEx des ministres appliquent au pays tout entier les mêmes méthodes que ces fonds d'investissement spécialisés dans la reprise d'entreprises en difficulté qui coupent les coûts, vendent les bijoux de famille, détruisent l'appareil productif et endettent massivement les structures pour « *dégager de la valeur pour les actionnaires* » et ne laisser derrière eux que des ruines et des grincements de dents.

Voilà la réalité derrière le faux nez des chiffres de croissance et de chômage dont s'enorgueillit la Macronie en campagne.

Ainsi, on ne peut comprendre le sacrifice en cours d'EDF en dehors de cette logique de dépeçage à la grecque : **Bénéficiaire d'un Euro allemand avec une gestion à la grecque N'est certainement PAS gratuit [et l'Allemagne est en train de mettre la main sur notre production nucléaire dont elle a tant besoin](#)**.

Il n'y a que les imbéciles pour croire que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets.

Mais je m'avance.

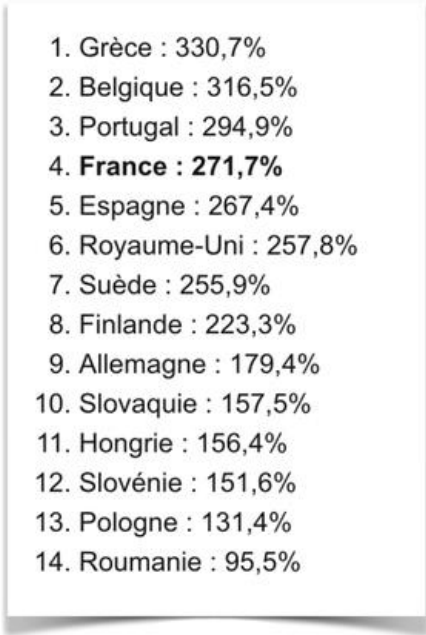
**Comment la France serait-elle plus endettée que la Grèce ?**

La dette publique grecque s'élève à 205 % de son PIB contre un *maigre* 115 % en France.

Mais il est fautif d'oublier sans cesse **la dette privée**.

Il se trouve que les entreprises françaises étaient déjà des championnes de l'endettement AVANT la crise. La Banque de France et le Haut Conseil de Stabilité Financière s'arrachaient régulièrement les cheveux sur les [niveaux d'endettement privé qui crevaient les plafonds](#).

En ajoutant **l'endettement privé à 156% de PIB fin 2020** (en augmentation encore plus inquiétante en 2021), la France monte les marches du classement 4 à 4 :

- 
1. Grèce : 330,7%
  2. Belgique : 316,5%
  3. Portugal : 294,9%
  4. **France : 271,7%**
  5. Espagne : 267,4%
  6. Royaume-Uni : 257,8%
  7. Suède : 255,9%
  8. Finlande : 223,3%
  9. Allemagne : 179,4%
  10. Slovaquie : 157,5%
  11. Hongrie : 156,4%
  12. Slovénie : 151,6%
  13. Pologne : 131,4%
  14. Roumanie : 95,5%

**Jean-Pierre : si la Russie, la Slovaquie, la Hongrie, la Slovénie, la Pologne et la Roumanie (entre autres) ont moins de dettes ce n'est PAS parce que ces pays sont bien gérés, mais parce que personne ne veut leurs prêter plus d'argent.**

source : [IFRAP](#)

Jusqu'ici, nous n'aboutissons encore qu'au pied du podium.

Mais le tableau n'est pas encore complet. Il nous faut prendre en compte une exception toute française, les engagements hors bilan de l'État. <Cette technique de camouflage a été copier par tous les autres pays.>

En Zone Euro, nous sommes les seuls à tenir une comptabilité parallèle, hors bilan.

Il s'agit d'engagements de l'État aussi divers que notre participation au Fonds de Stabilité Européen, la garantie des livrets A, la gestion du risque nucléaire (inassurable), la dette des entreprises publiques comme la SNCF, le démantèlement à venir de notre porte-avions, la retraite des fonctionnaires, les aides au logement ou à l'énergie...  
**Ou encore les prêts garantis par l'État.**

Bref une liste à la Prévert d'engagements que prend négligemment la représentation nationale sans jamais se soucier de la solvabilité de notre signature.

Fin 2020, selon [le compte général de l'État](#), il y a pour 5 000 milliards d'euros de hors-bilan, dont 500 milliards ajoutés en 2020. Mais attention, ces montants sont notionnels et ne veulent pas dire grand chose avant de les avoir décortiqués.

Ces engagements sont soit conditionnels, soit irrévocables.

Ainsi la retraite des fonctionnaires est-elle irrévocable mais c'est la différence entre les cotisations des actifs et les versements dus aux retraités qui nous intéresse ; en revanche les prêts garantis n'engagent l'État qu'en cas de défaut.

Aussi NE faut-il PAS additionner les 5 000 milliards de hors-bilan de l'État aux 2 600 milliards dans le bilan.

Nous pouvons en revanche additionner les besoins de financement pour les parties irrévocables de ces engagements ainsi que les provisions pour les parties conditionnelles.

**Ce sont des calculs assez compliqués qui permettent d'évaluer grossièrement le besoin de financement du hors-bilan à 1 500 milliards d'euros.**

Notez le mot « grossièrement », il est important : Cela signifie que les besoins pourraient être bien moindres... Mais également bien supérieurs en cas de crise.

**C'est ainsi que le besoin de financement des régimes spéciaux (SNCF et RATP essentiellement) a bondi de 84 milliards en 2020 pour dépasser les 500 milliards !**

Nous avons également la magie des prêts garantis par l'État qui ont permis d'éviter une vague de faillite sans ajouter un centime de dette au bilan de l'État.

Mais le coût est bien plus élevé : Les crédits ont été distribués aveuglément (*c'est gratuit, c'est l'État qui paie*) à des entreprises déjà surendettées **qui font désormais peser sur nos comptes publics une incertitude ingérable.**

Si le pire n'est jamais sûr, les perspectives sont plutôt sombres pour ces engagements qui pourraient avoir à être honorés en cascade en cas de choc. L'incertitude ajoute une fragilité à nos comptes déjà en bien mauvais état.

Et c'est ainsi qu'en ajoutant 115 % de dette publique, 60 % de besoin de financement du hors-bilan et 156 % de dette privée des entreprises et ménages **nous atteignons finalement la première marche du podium à 331 % du PIB, légèrement au-dessus des Grecs...**

**Nous nous serions bien passés de cette médaille d'or du pays le plus endetté de la Zone Euro, dépassant même la Grèce,** médaille que nous ont négligemment passée autour du cou Emmanuel Macron et Bruno Lemaire assortie d'une laisse tenue serrée par l'Allemagne et Ursula van der Leyen à Bruxelles.

Nous pouvons aboyer autant que nous voulons, c'est bien un dépeçage à la Grèque qui s'opère en ce moment même.

C'est le prix de l'insouciance gestion des criminels de la Macronie qui viennent se gausser d'une croissance à 7 %, bien rachitique après une récession à -8, et d'un chômage en baisse sans guère d'emplois en plus (magie renouvelée du *quoi qu'il en coûte*).

**Ils oublient simplement de vous dire qu'ils ont vendu notre Royaume pour un plat de lentille.**

À votre bonne fortune,

**Guy de La Fortelle**

**Ressources :**

Le compte général de l'État 2020 avec détail des engagements hors bilan :  
<https://www.budget.gouv.fr/reperes/comptes-de-letat/articles/comptes-de-letat-2020>

Analyse de l'IFRAP sur la dette française (sans prise en compte du hors-bilan) :  
<https://www.ifrap.org/budget-et-fiscalite/dette-publique-et-privee-la-france-272-du-pib>

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.Mission accomplie pour la Fed**

rédigé par [Bruno Bertez](#) 4 février 2022

**LA CHRONIQUE AGORA**  
DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME [medias24.com](#)

*La chute de janvier aurait-elle été une bonne chose ? Pour la Fed, en tout cas, ce pourrait être le signe que certains excès de 2021 sont bien retombés, et que la hausse pourrait repartir rapidement...*



Vous auriez tort de croire que je suis un critique forcené du travail de la Fed. Ce serait faux et archi faux.

Je suis un critique sans concession de leurs théories, de leurs modèles économiques, de leur conception de l'économie politique, de leur activisme, de leur communication, etc., c'est vrai... Mais il y a une chose que je reconnais : c'est le fait que, eux, ils savent travailler les marchés. Ils sont excellents pour cela. Ce sont des gens de marchés, ils ont cela dans leur ADN.

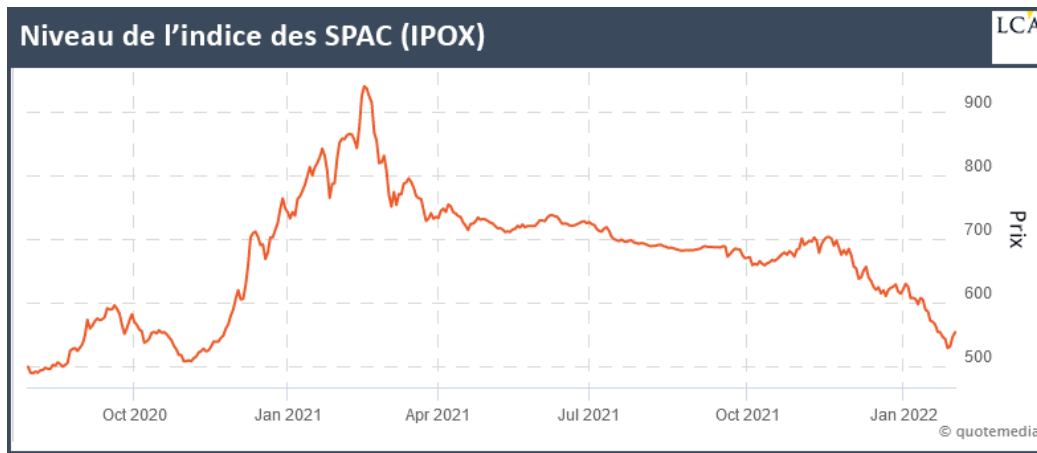
Ils connaissent la Bourse, ils savent la manipuler et la piloter. Ce sont non pas des experts de la chose monétaire – il y a longtemps qu'ils ne savent même plus ce que c'est que la monnaie –, mais ce sont des experts des marchés financiers et de la spéculation.

### **La pourriture retombe**

Il y a un an environ, j'ai expliqué que la Fed ne pouvait tolérer sans réagir la folie spéculative évidente qui s'emparait de la Bourse. Une folie rendue évidente par la participation du petit public, la prolifération de véhicules simples supports d'escroqueries comme les SPAC, les actions dites « memes », les IPO pourries et, bien sûr, les actions collectives manipulatoires des syndicats de petits joueurs.

J'ai écrit que tout cela ne pouvait durer, et qu'il fallait s'attendre à ce que cela ne dure pas.

C'est ce qui s'est produit : le secteur phare de la pourriture, les SPAC, a plus que décroché, il a presque accompli son aller-retour.



Les SPAC, ce sont ces véhicules vides qui collectent de l'argent rien que pour pouvoir spéculer avec mais n'ont pas d'idée à priori, ce sont des véhicules pour saisir des opportunités!

Et j'avais attiré l'attention sur le phare de l'autre pourriture, le fond géré par Cathie Wood, ARKK. Un fond idiot dans son principe, articulé autour du concept creux et trompeur d'« innovation ».

Tout rentre dans l'ordre.

### Un travail bien fait

Tout cela s'est fait sans tambour ni trompettes, la Fed fait son travail, elle l'a bien fait et, à sa place, je me demanderais si, ce travail étant fait, **il ne va pas bientôt être temps de stabiliser en profondeur le marché.** Subrepticement, sans communication.

L'idéal, au plan technique, serait de perdre encore quelques pourcents sur la pourriture, tandis que le fond du marché, les valeurs de qualité, se stabiliserait. En somme, continuer à faire décrocher les mains faibles, mais sans déstabiliser les détentions des mains fortes.

La mission est accomplie et bien accomplie quand, au fond, reste maintenant à organiser la communication, à faire prendre conscience que l'écume est résorbée, que le marché a été assaini et que cet assainissement va permettre une nouvelle étape.

Ce que la Fed a fait avec l'aide des grandes institutions était indispensable et, je le répète, cela a été bien fait, très bien réalisé. Mais on touche au terme, on a presque fait le tour. Il reste peut-être encore un petit rinçage, d'accord, mais le plus gros est fait.

Et cela a été fait alors que les indices n'ont pas subi de dégâts majeurs. Donc les grandes masses sont quasi intactes, on n'a pas brisé les vrais indicateurs techniques importants. On a en quelque sorte épongé, ramassé l'écume, sans toucher à la vague de fond ou au niveau de la mer.

### Pas d'intérêt à la chute

Je me trompe peut-être mais, par expérience, j'ai l'habitude de raisonner comme les régulateurs et ici je me dis qu'à leur place, je considérerais que ce qui a été fait est bien fait et que l'on peut passer une autre étape.

La Fed n'a aucun intérêt à s'attaquer au problème des valorisations boursières, elle a intérêt à s'attaquer à la spéculation des petits mais pas à fracasser le niveau des valorisations.

Or, si on continue, c'est ce niveau de valorisation des marchés qui va être affecté, remis en cause. Cela se voit déjà dans les notes des brokers : ils se posent la question des multiples cours/bénéfices. Or c'est par ce bais du contrôle des niveaux de valorisation que la Fed a les outils pour manipuler les marchés.

Tant qu'elle réussit à imposer l'équation entre taux d'intérêt nuls ou négatifs et multiples cours/bénéfices élevés, elle contrôle le marché. Si elle autorise la mise en doute de cette fameuse équation... elle se retrouve à poil !

La Fed veut casser la spéculation et ramasser l'écume, elle ne veut pas briser le lien entre taux d'intérêt et valorisations.

C'est le mythe qui lui donne le contrôle du marché.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.La chaîne d'approvisionnement, c'est l'économie**

rédigé par [Jim Rickards](#) 4 février 2022



*La pandémie a mis en lumière les faiblesses de la chaîne d'approvisionnement. Une reconfiguration sera nécessaire dans les prochaines années, qui aura, comme la mondialisation, ses gagnants et ses perdants...*



L'expression « *chaîne d'approvisionnement* » n'est qu'un nom que nous donnons à un entrelacs de logistique, d'intrants, de processus, de transport, d'emballage, de distribution, de marketing, de relations clients, de relations avec les fournisseurs et de capital humain qui, dans l'ensemble, soutiennent l'offre et la demande de chaque artefact physique, numérique, intellectuel ou artistique sur la planète et dans l'espace. La chaîne d'approvisionnement est partout.

### **Vous êtes le centre d'une chaîne d'approvisionnement**

Une façon de comprendre la complexité et l'omniprésence de la dynamique de la chaîne d'approvisionnement consiste à vous considérer vous-même en tant que chaîne d'approvisionnement, au niveau de votre seule personne. C'est ce que propose Yossi Sheffi, chercheur au MIT, dans son livre *The Resilient Enterprise* (2005). Voici ce qu'il en dit [NDLR : l'illustration ci-dessous est faite avec des exemples américains, mais les chaînes d'approvisionnement fonctionnent de manière très similaire en Europe] :

Vous vous réveillez le matin au son d'un réveil. Il a peut-être été acheté chez Walmart et fabriqué en Chine. Sorti du lit, vous faites du café (du Brésil ou du Costa Rica). Vous préparez un bon petit-déjeuner composé d'œufs (acheminés par camion depuis une ferme locale), de toasts (provenant d'une boulangerie locale) et de jus d'orange (transporté dans des wagons réfrigérés depuis la Floride).

Une fois le petit-déjeuner terminé, vous consultez votre courrier électronique et les infos (sur un ordinateur fabriqué en Chine), puis vous montez dans votre voiture (fabriquée au Tennessee par une société japonaise) et faites quelques courses. Vous achetez des vêtements (fabriqués en Thaïlande et au Vietnam), vous allez chercher vos nouvelles lunettes chez l'opticien (avec des verres allemands et des montures italiennes) et vous faites le plein d'essence sur le chemin du retour (avec de l'essence raffinée à Philadelphie à partir de pétrole pompé au Nigeria, transporté à la raffinerie par pétrolier et livré par camion à votre station-service locale). Et ainsi de suite.

Vous êtes entouré de biens et de services provenant du monde entier et livrés par camion, train ou bateau (et, plus rarement, par avion) à des centres de distribution et de traitement régionaux, puis livrés à vos magasins locaux.

Vous effectuez ce que l'on appelle « *le dernier kilomètre* » de la chaîne d'approvisionnement en faisant vos achats avec votre propre voiture ; ou vous pouvez vous faire livrer à domicile par des vendeurs en ligne. Vous êtes au centre de votre propre chaîne d'approvisionnement humaine.

### **Encore plus loin : la chaîne d'approvisionnement étendue**

Vous pouvez avoir une idée encore plus précise de la complexité globale en jeu lorsque vous considérez ce que l'on appelle la chaîne d'approvisionnement étendue. Cela consiste à identifier tous les fournisseurs de votre chaîne d'approvisionnement personnelle et à réfléchir aux différentes chaînes d'approvisionnement de chacun de ces fournisseurs.

Le réveil fabriqué en Chine comporte des pièces provenant de fournisseurs du monde entier (semi-conducteurs, fils de cuivre, moulages en plastique, écrans LED). Votre café du matin est préparé dans un percolateur ou une cafetière électrique composés d'acier inoxydable, de verre trempé, de semi-conducteurs et d'autres composants provenant de fournisseurs d'Allemagne, de Taïwan et du Mexique.

Les grains de café ont été torréfiés à l'étranger, emballés et livrés par conteneur sur des navires appartenant à Maersk (Danemark), COSCO (Chine) ou Hapag-Lloyd (Allemagne), qui en assurent l'exploitation.

Les navires eux-mêmes ont probablement été construits en Corée.

La voiture dans laquelle vous faites vos courses a peut-être été fabriquée dans votre région, mais elle contient des semi-conducteurs provenant de Taïwan. Les vêtements que vous avez achetés ont été fabriqués à partir de coton cultivé en Égypte et comportent des boutons en plastique fabriqués en Malaisie.

Bien sûr, nous pouvons poursuivre cette analyse indéfiniment. Les résines plastiques utilisées dans l'usine de boutons malaisienne peuvent provenir d'une entreprise chimique en Allemagne. **C'est là le problème. La chaîne d'approvisionnement est vraiment sans fin car chaque produit a un ou plusieurs intrants, qui chacun a ses propres intrants, et cela en remontant jusqu'aux industries de base telles que les mines et les fonderies d'acier.**

Bien sûr, ces industries possèdent leurs propres intrants de machines et d'électricité. Pour que tout cela fonctionne, il faut du capital humain, de l'expertise technique au travail manuel. **La chaîne d'approvisionnement est sans fin.**

### **Deux maillons faibles**

La faiblesse de la chaîne d'approvisionnement mondiale peut être résumée en deux mots : **efficacité et énergie.**

L'efficacité semble pourtant être un résultat souhaitable. Elle suggère des réductions de coûts et des prix plus bas pour les consommateurs. Comment alors l'efficacité peut-elle se révéler indésirable ?

Tous les systèmes ont besoin d'une certaine forme d'énergie, or l'énergie semble abondante à l'échelle mondiale, malgré la hausse des prix de l'énergie. Comment alors l'énergie peut-elle être rendue responsable de la défaillance de la chaîne ?

Ces questions soulignent le paradoxe de l'analyse de **systèmes dynamiques complexes**. Or, la chaîne d'approvisionnement mondiale est l'un des systèmes les plus complexes jamais créés. Voici l'explication du paradoxe.

Commençons par l'efficacité.

La science moderne qu'est la gestion de la chaîne d'approvisionnement a vu le jour dans les années 1980 lorsque l'essor de la mondialisation et l'expansion de la puissance informatique se sont combinés pour rendre les chaînes d'approvisionnement plus complexes tout en proposant des outils pour faire face à cette complexité.

## La chaîne s'allonge

La gestion de la chaîne d'approvisionnement réduit les coûts en créant des options, en partageant l'information, en éliminant les redondances, en encourageant la coopération entre les participants à la chaîne d'approvisionnement et par d'autres innovations.

Mais lorsque vous augmentez la longueur d'une chaîne d'approvisionnement pour atteindre des coûts de main-d'œuvre plus bas en Asie, par exemple, vous augmentez également le nombre de choses qui peuvent mal tourner en cours de route.

Lorsque vous limitez vos fournisseurs de transport routier aux deux qui offrent les tarifs les plus bas, vous augmentez votre vulnérabilité si l'un d'eux subit une grève ou est perturbé par une catastrophe naturelle. Si vous acheminez toutes vos marchandises entrantes vers le port de Los Angeles (au lieu de Houston, New York ou Tacoma) afin d'être proche de votre centre de distribution, que se passera-t-il lorsque le port de Los Angeles deviendra un goulot d'étranglement mondial – ce qui est déjà arrivé ?

En d'autres termes, le prix caché de l'efficacité est la vulnérabilité.

Ce qui nous amène au deuxième problème : **l'énergie**.

Les systèmes dynamiques complexes tels que la chaîne d'approvisionnement fonctionnent avec de l'énergie. Le problème est que les apports énergétiques augmentent de manière super-linéaire par rapport à l'échelle du système. En clair, cela signifie que **si vous doublez l'échelle d'un système, vous pouvez multiplier par cinq l'énergie nécessaire (électricité, argent ou travail)**.

Si vous la doublez à nouveau, vous multipliez à nouveau par cinq les apports énergétiques. Cela signifie qu'après avoir doublé deux fois l'échelle du système, l'échelle est quatre fois plus grande, mais les apports énergétiques eux sont vingt-cinq fois plus importants.

Lorsque les bénéfices issus de l'augmentation de l'échelle du système sont élevés et que les coûts énergétiques sont faibles, ces rapports asymétriques des fonctions d'échelle peuvent encore être rentables en net.

Cependant, lorsque les bénéfices commencent à diminuer (en raison de la concurrence des technologies disruptives) et que les prix de l'énergie commencent à augmenter (en raison de réglementations gouvernementales et de l'inflation), l'impact du coût des intrants énergétiques sur un réseau de chaîne d'approvisionnement à fort effet de levier pèse sur le fonctionnement du système dans son ensemble.

## Quand la chaîne risque de rompre

L'augmentation du coût des intrants énergétiques est exacerbée par des pénuries d'énergie flagrantes, comme celles qui apparaissent actuellement en Chine et en Allemagne. **La Chine connaît des pénuries de charbon, qui représentent plus de 50% de la capacité de production d'électricité du pays. L'Allemagne connaît des pénuries de gaz naturel,** qui pourraient s'aggraver si la Russie envahit l'Ukraine et si les États-Unis imposent des sanctions à la Russie. Ces pénuries d'énergie ralentissent actuellement la production dans les deux pays.

D'autres facteurs pèsent aujourd'hui sur la chaîne d'approvisionnement, notamment la pandémie et les tensions géopolitiques. **Les principaux pays commerçants, tels l'Australie et la Chine, poursuivent l'objectif ridicule d'une politique de « zéro Covid », c'est-à-dire l'absence de tout nouveau foyer d'infection.**

**C'est impossible. Cela revient à poursuivre une politique dans laquelle personne n'attrape de rhume. L'objectif est absurde, mais les coûts sont réels.**

Les chaînes d'approvisionnement devront être restructurées. Le plus grand perdant sera la Chine, car elle est la source de nombreux intrants dans la chaîne d'approvisionnement défaillante – et qui sera donc abandonnée. Les plus grands gagnants seront les États-Unis, car ce sont eux qui ont la plus grande capacité à délocaliser les maillons brisés et à reconstruire ailleurs pour remplacer les capacités perdues.

Néanmoins, la reconfiguration de la chaîne d'approvisionnement prendra entre cinq et dix ans. En attendant, il faut s'attendre à des rayons vides, à des coûts plus élevés et à une croissance plus lente dans les entreprises les plus touchées par la défaillance de la chaîne.

▲ [RETOUR](#) ▲

## La "croissance historique" de Biden n'existe pas

Daniel Lacalle 02/04/2022 Mises.org



MISES WIRE



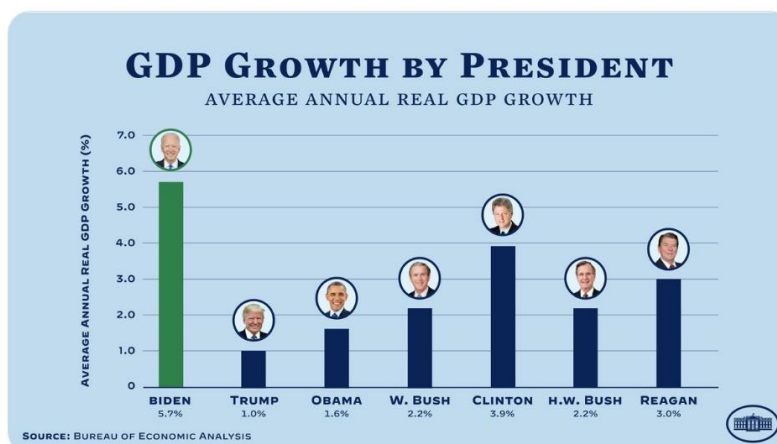
President Biden ✓

@POTUS



United States government official

This didn't happen by accident. Because of the actions we took, last year we achieved the fastest economic growth in nearly four decades.



6:10 pm · 29 Jan 2022 · The White House

J'ai été surpris de voir un tweet du président Joe Biden montrant le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis pour 2021 comparé à la croissance moyenne du PIB sous d'autres présidents. Le tweet disait : "Cela n'est pas arrivé par accident. Grâce aux mesures que nous avons prises, nous avons atteint l'année dernière la croissance économique la plus rapide depuis près de quatre décennies."

image

La première chose à rappeler au président est qu'une reprise après une crise massive n'est pas une "croissance". Malheureusement, cette tactique de marketing n'est pas nouvelle. Lorsque M. Biden était vice-président sous Barack Obama, ils comparaient toujours la croissance et les emplois du mandat du président, à l'exclusion de la première année, 2009. Les présidents ont tendance à comparer favorablement leurs chiffres, mais parler de 2021 comme de la "croissance économique la plus rapide depuis près de quatre décennies" est trompeur.

Tout d'abord, le redressement du PIB après une crise massive n'est pas une croissance. Après une chute de 3,5 %, une reprise de 5,7 % n'est pas "la croissance économique la plus rapide" en quarante ans. C'est un rebond. En outre, lorsque la constitution de stocks a contribué pour 4,9 points de pourcentage à l'augmentation de 6,9 % du PIB réel au quatrième trimestre, nous devons être prudents. Ce facteur est susceptible de s'estomper au premier trimestre et laisse présager un ralentissement de la croissance en 2022.

Deuxièmement, les années 2020 et 2021 ont connu la plus forte augmentation de la dette fédérale depuis des décennies. Après un déficit de 3 100 milliards de dollars en 2020, le plus important de l'histoire, et un autre déficit record historique en 2021 de 2 700 milliards de dollars, l'économie des États-Unis a affiché une augmentation de la dette beaucoup plus importante que la reprise du PIB. Le PIB en dollars courants a augmenté de 2,10 billions de dollars en 2021, pour atteindre un niveau de 22,99 billions de dollars, contrairement à une diminution de 2,2 %, soit 478,9 milliards de dollars, en 2020. Cela signifie que l'économie des États-Unis a à peine progressé après ajustement de l'augmentation massive de la dette.

Le gouvernement des États-Unis a consommé 3,5 fois plus de dette que le PIB accumulé en deux ans.

Troisièmement, la croissance du PIB en 2021 s'accompagne du chiffre d'inflation le plus élevé depuis trente-neuf ans, soit une augmentation de 7 % de l'IPC. Cela signifie que les salaires réels se sont effondrés et que les consommateurs souffrent, tandis que les petites et moyennes entreprises voient leurs marges diminuer.

Le ralentissement de la croissance économique que les États-Unis sont susceptibles de connaître en 2022 constitue un risque important. La production industrielle, les ventes au détail et la création d'emplois ont notablement ralenti au cours des trois derniers mois. N'oublions pas que le taux de participation de la population active stagne depuis un an.

Ces chiffres montrent que la reprise est extrêmement compliquée. Plus important encore, ce que ces chiffres montrent, c'est l'effet multiplicateur extrêmement faible des dépenses publiques et des plans de relance.

Si nous plaçons cette reprise dans le contexte de la plus grande stimulation monétaire et fiscale de l'histoire récente, avec deux déficits record, ce que montre le tweet de Biden, c'est la plus mauvaise reprise corrigée de la dette et du soutien monétaire depuis de nombreuses décennies.

Aucune administration depuis la Seconde Guerre mondiale n'a eu recours à des mesures politiques d'une telle ampleur pour obtenir une croissance supérieure à la tendance et une reprise rapide. Cependant, malgré l'utilisation presque illimitée des dépenses publiques et des ressources de la Réserve fédérale, y compris des taux réels négatifs et le coût d'emprunt de la dette publique le plus bas depuis des décennies, la réalité montre un rendement extrêmement faible et décroissant de l'espace fiscal et monétaire.

C'est également le problème de l'analyse de nombreux économistes et banques d'investissement. Personne ne semble se soucier de l'augmentation massive de la dette et de l'effroyable retour sur investissement des plans de

relance. S'il y a quelque chose qui ressemble à de la "croissance", les politiciens sont contents.

Mais il y a un problème beaucoup plus profond. La dette accumulée sera un fardeau pour la croissance et l'emploi à l'avenir, elle est susceptible de déclencher des hausses d'impôts massives et, de plus, l'effet placebo des plans de dépenses s'estompe rapidement. Le gouvernement des États-Unis consomme des plans de relance de 1 000 milliards de dollars comme si cela n'avait pas d'importance.

Il y a un rebond après une telle injection massive d'adrénaline dans l'économie. Mais ce rebond est clairement insuffisant et de faible qualité. Il en résulte une inflation plus élevée et aucun effet multiplicateur perceptible des programmes de dépenses approuvés, car l'essentiel de la reprise provient de la réouverture de l'économie, et non des mesures de relance.

Cette situation est malheureusement typique de nombreuses économies. Beaucoup plus de dettes pour une croissance plus faible et une inflation plus élevée.

Le tweet de Biden indique que "[c]e n'est pas arrivé par hasard". Il a raison. Il s'agit plutôt d'un accident de train keynésien.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **Go Woke, Go Broke !**

**Bienvenue à notre tout premier Sunday Sesh...**

**Joel Bowman 6 février 2022**

**Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, Argentine...**

Bienvenue au Sunday Sesh ! Prenez un verre et installez-vous sur une chaise...

Comme nous l'avons mentionné hier dans cet espace, dans notre Australie natale, le Sunday Sesh (un terme colonial pour "session") est ce moment de la semaine où vous vous réunissez dans votre bar local pour analyser les événements de la semaine passée... et pour préparer ce qui est à venir, aussi.

Comme il convient à la teneur appropriée de la discussion de bar, ces sessions seront quelque peu libres... souvent décousues... et dûment inconsidérées des "sentiments" des gens.

Comme on dit, "si tu ne peux pas tenir une pinte, tu ne devrais pas être au pub".

Et après cet avertissement immodeste, commençons à résoudre les problèmes du monde, un par un.

Nous commençons par nos compagnons du Commonwealth, au nord du 49e parallèle...

Vous avez sans doute entendu parler du convoi de la liberté du Canada. (Si non, voir l'excellent article de Byron King, ici : La révolution de la feuille d'érable.)

Le convoi de 50 miles de long est descendu à Ottawa la semaine dernière, démontrant au monde entier le dégoût profond des manifestants pour les mandats onéreux... et donnant aux Américains une occasion précieuse de découvrir la capitale de leurs amis voisins du nord.

Hélas, le timing n'aurait pas pu être pire pour le premier ministre Justin Trudeau, qui a contracté la très bénigne variante omicron juste au moment où le convoi approchait. Interrogé sur son état de santé, le sosie de Fidel Castro aurait répondu qu'il avait l'impression d'avoir été frappé par 50 000 camions.

Pendant ce temps, le soutien aux camionneurs a afflué du monde entier sous la forme de dons sur GoFundMe, un montant qui a rapidement atteint 10 millions de dollars canadiens. Il s'avère que les travailleurs du monde entier n'aiment pas être bousculés par les bureaucrates et les politiciens de carrière. Ce qui peut expliquer pourquoi les bureaucrates et les politiciens se sont rapidement appuyés sur GoFundMe pour fermer le compte du Freedom Convoy.

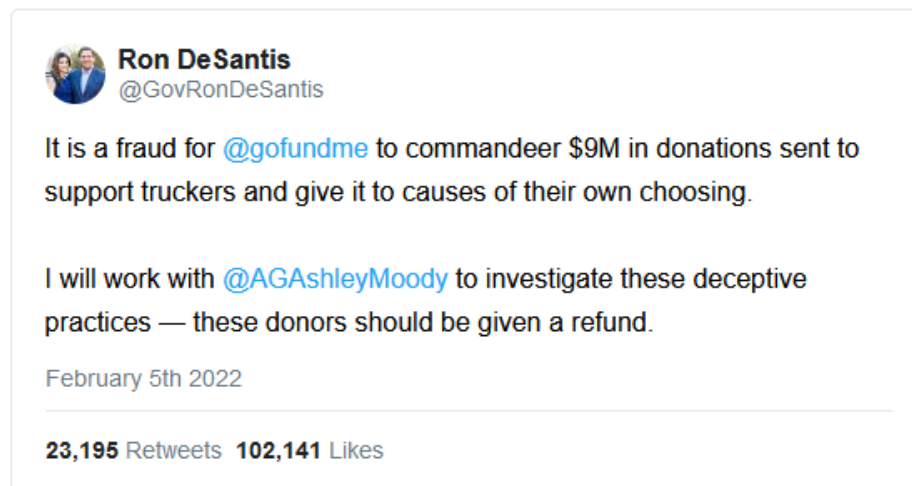
Invoquant des "rapports de crime", la plateforme de crowdfunding a annoncé vendredi que, après que le premier million de dollars canadiens ait déjà été attribué...

*"Aucun autre fonds ne sera directement distribué aux organisateurs du Freedom Convoy - nous travaillerons avec les organisateurs pour envoyer tous les fonds restants à des organismes de bienfaisance crédibles et établis, vérifiés par GoFundMe."*

Pour ceux qui font le calcul, cela fait 9 millions de dollars canadiens à "rediriger". Et ce, malgré les chiffres officiels montrant que la criminalité à Ottawa était en fait en baisse pendant la présence du convoi... et le fait que, même selon la police, seules trois arrestations avaient alors été effectuées (dont une pour "méfait" - ce doit être un truc canadien ? - et un autre pour avoir dit des choses méchantes sur les médias sociaux. Eh ?).

Si cela s'était produit en Russie, disons, ou au Venezuela, une telle action serait sans aucun doute qualifiée de "saisie d'actifs" ou, dans le langage courant des bagnards, de "vol". Mais dans les nations occidentales aspirant au socialisme, de telles actions sont consacrées par des euphémismes comme "redistribution équitable" et "capitalisme consciencieux".

La manœuvre était si effrontée que même les politiciens au sud de la frontière l'ont reconnue pour ce qu'elle était. Le gouverneur de Floride Ron DeSantis a tweeté :



Avatar Twitter pour @GovRonDeSantis Ron DeSantis @GovRonDeSantis

*C'est une fraude pour @gofundme de réquisitionner 9 millions de dollars en dons envoyés pour soutenir les camionneurs et de les donner à des causes de leur propre choix.*

*Je vais travailler avec @AGAshleyMoody pour enquêter sur ces pratiques trompeuses - ces donateurs devraient être remboursés.*

Quoi qu'il en soit, il n'a pas fallu longtemps aux donateurs éconduits pour dire à GFM "GFY !". À un moment donné, il semblait que le déménagement pourrait s'avérer coûteux pour la plateforme politisée. Les forums Reddit ont rapidement commencé à afficher des avis invitant les donateurs à contacter leur fournisseur de carte de crédit et à demander un remboursement dans la catégorie "service non fourni".

Selon la banque, ces remboursements sont souvent assortis de lourdes pénalités pour le vendeur (dans ce cas, GFM) : 20, 40, 60 dollars et parfois plus. "C'est un sacré coup pour ne pas avoir fait un don de 10 dollars", a observé Byron, qui suit l'affaire depuis le début.

Réalisant que la foule s'était retournée, GFM a rapidement fait marche arrière. En réponse aux "commentaires des donateurs", la société a déclaré que tous les dons seront automatiquement remboursés... sans doute à des clients qui n'utiliseront plus jamais la plateforme. Jamais.

La leçon peut être classée dans la catégorie : Travaillez, ruinez !

(Voir Spotify pour les détails... )

Market Summary > Spotify Technology SA

**174.43** USD

**-69.73 (-28.56%) ↓ year to date**

Closed: Feb 4, 6:38 PM EST • Disclaimer

After hours 173.30 **-1.13 (0.65%)**

NYSE: SPOT

+ Follow



|      |        |           |        |            |        |
|------|--------|-----------|--------|------------|--------|
| Open | 163.11 | Mkt cap   | 33.41B | 52-wk high | 387.44 |
| High | 176.95 | P/E ratio | -      | 52-wk low  | 155.57 |
| Low  | 161.10 | Div yield | -      |            |        |

Ah, mais c'est une histoire pour un autre Sunday Sesh...

En attendant, vous êtes-vous demandé pourquoi les foules s'amassent dans les capitales du monde entier ? D'Ottawa à Canberra... Berlin à Rome... DC à Londres...

Les causes immédiates défilent sous une multitude de bannières ; des frustrations liées aux prescriptions médicales à la lutte des classes en passant par l'inégalité économique, les griefs couvrent toute la gamme des émotions humaines. Mais il y a un fil conducteur qui relie les impulsions révolutionnaires, un fil qui est aussi vieux que fiable. Bill l'a abordé dans sa missive de mardi, Bienvenue chez M. Debtmore...

"La frénésie d'emprunts et de dépenses du XXIe siècle a conduit à une dette mondiale de 300 000 milliards de dollars, soit plus de trois fois le PIB mondial", a-t-il estimé. Un trillion ici. Un trillion par là. Très vite, on se retrouve avec un véritable Everest de problèmes".

Comme toujours, il s'agit de suivre l'argent... ce qui nous amène à l'essai d'aujourd'hui, ci-dessous...

**Par Joel Bowman**

Lorsque l'argent sain disparaît, la société civile disparaît également.

Depuis la dépréciation de la drachme dans la Grèce antique jusqu'à l'écrtage de la monnaie dans l'Empire romain...

Des assignats fraîchement encrés sortant des presses à l'approche de la Révolution française...

à l'évidement de la République de Weimar pendant la période d'hyperinflation des années 1920...

Il semble que partout où nous regardons, la fierté monétaire précède le déclin sociétal... et la chute.

Qu'elles soient libellées en pengos hongrois, en zlotys polonais, en reals brésiliens ou en bolivars vénézuéliens, les expériences de pirouettes monétaires se terminent invariablement par des larmes.

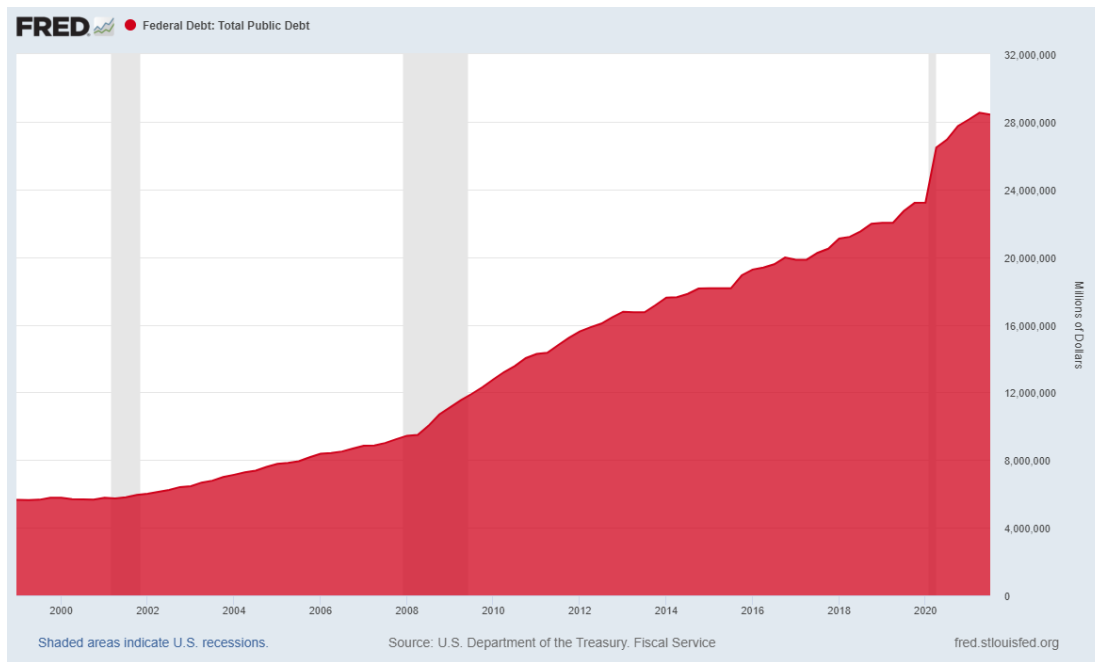
De l'endroit où je suis assis aujourd'hui, écrivant ces mots ici dans la capitale argentine... à l'état ruineux du Zimbabwe, autrefois connu comme le grenier à blé de l'Afrique... et maintenant un peu plus qu'un cas de panier à provision économique... Littéralement de A à Z, dans les pays du monde entier, l'histoire est remplie de récits édifiants sur ce qui se passe lorsque les fédéraux font tourner les presses à imprimer.

Et pourtant, "Cette fois-ci, ce sera différent", nous dit-on, nous incitant à ignorer toutes les expériences passées et documentées qui prouvent le contraire.

La question, bien sûr, est la suivante : pourquoi nous laissons-nous prendre par une ruse aussi évidente, encore et encore et encore ? Pourquoi supposons-nous que les lois immuables de l'économie seront suspendues, en notre faveur, juste cette fois-ci ? Est-ce l'arrogance ou l'ignorance qui nous pousse à nous considérer comme les précieuses exceptions à la règle inflexible de l'histoire ?

C'est peut-être un peu des deux.

Comme vous l'avez sans doute lu, l'impression monétaire en Occident s'est emballée ces dernières années. La semaine dernière, la dette nationale américaine a franchi la barre des 30 000 milliards de dollars. Les effets inflationnistes de cette impression monétaire effrénée se font déjà sentir, les prix augmentant à leur rythme le plus rapide depuis quarante ans.



Vous vous demandez ce que cela peut bien signifier pour notre propre avenir ? Peut-être qu'un regard sur le passé peut fournir quelques indices...

Pour ne prendre que l'un des exemples susmentionnés, celui de la Révolution française, les presses à imprimer tournaient bien avant que les têtes - royales ou autres - ne le fassent.

Sous les rois Louis XV et Louis XVI, la France avait accumulé d'énormes dettes, en partie grâce à d'énormes dépenses de guerre à l'étranger - notamment pour soutenir l'Amérique dans sa propre guerre d'indépendance - et à des dépenses gouvernementales somptueuses à l'intérieur du pays.

Des fusils et du beurre, du pain et des cirques, de l'aide sociale et de la guerre... les noms sur la liste des courses changent à travers les âges, mais l'effet net reste le même.

Dans les années 1780, le bilan de la France est en lambeaux. L'Assemblée générale du pays a essayé d'augmenter les impôts et de réduire les dépenses, mais ces mesures d'austérité se sont avérées, à l'époque comme aujourd'hui, impopulaires auprès des masses et ont donc été rapidement abandonnées.

À la fin de la décennie, toutes les options honnêtes ayant été épuisées, les Français ont fait ce que tant de mortels avaient fait auparavant : ils ont cherché une option malhonnête. Et ils n'ont pas eu à chercher bien loin.

Comme le raconte l'historien Andrew D. White un siècle plus tard dans son livre "Fiat Money Inflation in France".

*Des mesures dignes d'un homme d'État, une surveillance attentive et une gestion avisée auraient sans doute permis de rétablir la confiance, de faire réapparaître l'argent et de relancer les affaires, mais cela demandait de la patience et de l'abnégation et, jusqu'à présent dans l'histoire de l'humanité, ce sont les produits les plus rares de la sagesse politique. Peu de nations ont jamais été capables d'exercer ces vertus ; et la France n'était pas alors une de ces rares nations.*

Il ne fait aucun doute que des arguments passionnés ont été avancés des deux côtés, pour et contre la planche à billets. Les opposants invoquaient des désastres historiques, comme la bulle du Mississippi de 1720, encore relativement fraîche dans la mémoire collective des Français.

Les partisans, quant à eux, ont fait appel à cette vieille scie, éprouvée et vraie, contre laquelle si peu de politiciens peuvent tenir leur position. Cette fois-ci, ce sera différent, ont-ils affirmé, comme toujours. Et c'est ainsi qu'après de longues délibérations, l'Assemblée générale a accepté d'imprimer de l'argent... juste cette fois "just this once", se seraient-ils dit.

Les billets, les Assignats, devaient être garantis par les biens de l'Église... spécialement confisqués dans ce but précis. Et donc, comme par magie, 400 millions d'entre eux ont été mis en circulation.

Et pendant un moment, le vieil élixir a semblé faire l'affaire. Le commerce a repris, la confiance a augmenté et les gens se sont mis à dépenser leurs billets nouvellement encrés. Oh, pour être vivant à l'été 1790, la France ! C'était sûrement l'endroit où il fallait être !

## L'automne arrive

Lorsque les feuilles sont passées du vert au jaune, l'activité économique a commencé à s'effondrer et, avec elle, les espoirs des conjurateurs monétaires et des prestidigitateurs de la presse à imprimer.

Et puis, aussi sûr qu'une saison suit l'autre, "le vieux remède est immédiatement et naturellement revenu à l'esprit des hommes", a observé White, "dans tout le pays, on a commencé à réclamer une nouvelle émission de papier".

Plutôt que d'admettre qu'elle avait fait une erreur - emprunter à l'avenir ce que le présent n'avait pas encore gagné - l'Assemblée générale a fait ce que toutes les assemblées d'hommes dans leur position font : elle a doublé son acte diabolique.

Ce n'était pas l'impression monétaire elle-même qui était à blâmer, ont-ils rationalisé, mais plutôt l'ampleur de l'émission. 400 millions d'unités n'étaient tout simplement pas suffisantes pour attiser les braises et faire repartir le feu. Peut-être qu'un autre tour de table pourrait aider...

Mais à ce moment-là, le problème était réglé. La conversation est passée de "imprimer, ou ne pas imprimer ?" à "combien faut-il imprimer ?". Et donc, les presses ont été relancées une fois de plus, et les billets nouvellement encrés ont été envoyés à travers le pays ... 300, 400 et 600 millions d'unités à la fois ...

Ici encore, M. White décrit la scène :

*Les conséquences de ces émissions excessives ont maintenant commencé à être douloureusement évidentes pour le peuple en général. Les articles de consommation courante devinrent extrêmement chers et les prix augmentèrent constamment. Les orateurs, à l'Assemblée législative, dans les clubs, les réunions locales et ailleurs, s'efforçaient d'éclairer les gens en donnant toutes les raisons de cette dépréciation, sauf la vraie. Ils dénonçaient la corruption du ministère, le manque de patriotisme des modérés, les intrigues des nobles émigrés, la dureté de cœur des riches, l'esprit d'accaparement des marchands, la perversité des boutiquiers, -toutes ces causes étant à l'origine de la difficulté.*

Et ce n'était que le début. Là où l'argent sain était passé, la société civile était sur le point de suivre...

Lentement d'abord, puis tout d'un coup, les protestations pacifiques deviennent violentes, et des foules en colère commencent à briser les façades des magasins et à mettre le feu aux entreprises. Une paysannerie délaissée se presse sur les pavés, réclamant son pain quotidien, dont le prix est mis à la dérive, flottant sur la marée montante de l'argent frais.

Au moment où le roi Louis XVI est rasé de près par la guillotine, en 1793, quelque 3,5 milliards d'assignats sont en circulation. Lorsque sa femme, Marie-Antoinette, perd sa propre tête plus tard la même année, le prix de son infâme gâteau est bien au-delà de la portée de la plupart des paysans...

On peut se demander, en observant le paysage actuel... avec des foules qui défilent à nouveau dans la rue, réclamant leur juste dû et dénonçant les inégalités économiques, quel rôle l'impression monétaire a joué dans le malaise actuel.

Aux premiers jours de la pandémie, les manifestants ont érigé une guillotine pas si subtile devant les portes dorées de Jeff Bezos. La richesse de M. Bezos s'est considérablement accrue au cours des deux dernières années, alors que le sort du lumpenproletariat est resté le même. Mais le symbolisme est aussi terne que l'imagination collective des manifestants. Pour autant que l'on sache, le PDG d'Amazon n'a pas imprimé d'argent, même si une quantité démesurée d'argent a coulé dans sa rivière.

Si les manifestants avaient lu leur histoire, ils auraient peut-être été enclins à transporter leur instrument de punition capitale dans la capitale nationale et à le placer devant le bâtiment de la Réserve fédérale, d'où jaillit le flot de nouveaux billets. Mais s'ils connaissaient vraiment l'histoire, ils sauraient aussi qu'après les têtes royales, ce sont les révolutionnaires jacobins eux-mêmes qui ont été mis à mort.

### **Où va l'argent, en effet... Fatal Conceits - Episode 5**

Enfin aujourd'hui, nous sommes heureux de vous présenter le dernier épisode de notre podcast Fatal Conceits. Nous n'avons pas (encore) 11 millions de followers à la Joe Rogan... mais avec votre aide, nous allons construire une petite communauté solide, lentement et sûrement.

Écoutez aujourd'hui notre conversation avec Tom Dyson, directeur des investissements de Bonner Private Research. C'est un peu l'histoire des origines... comment Tom a commencé à investir, jusqu'à ce qu'il vienne travailler avec Bill et Dan, et ce qu'il voit pour le projet BPR. Retrouvez l'épisode complet ici...

### **Il y a 29 minutes - Joel Bowman**

Et c'est tout pour notre premier Sunday Sesh. Vous avez réussi ! Faites-nous savoir ce que vous avez aimé et ce que vous n'avez pas aimé... ce que vous aimeriez voir plus et moins... et tout ce que vous aimeriez porter à notre attention... dans la section des commentaires, ci-dessous. Oh, et n'hésitez pas à inviter vos amis pour le Sesh de la semaine prochaine...

Jusqu'au week-end prochain,

A la vôtre !

▲ [RETOUR](#) ▲

## **La nécessité de l'action humaine**

par Jeff Thomas 6 février 2022





En 1987, Levon Helm, un ancien cultivateur de coton de l'Arkansas, était assis dans son jardin et tentait de comprendre pourquoi son succès apparent s'était transformé en quasi-faillite :

"Eh bien, c'est difficile de mettre le doigt dessus. Vous prenez du retard financièrement et une fois que vous avez pris du retard financièrement, vous semblez prendre du retard spirituellement. Et la chance tourne contre vous".

La perception que Levon a de sa situation est courante. Il avait réussi, mais n'avait jamais appris à comprendre plus de choses sur l'économie que "Si tu as de l'argent, dépense-le". Par conséquent, tout au long de sa vie, il s'est retrouvé à plusieurs reprises dans des difficultés financières. Il avait l'habitude de vivre dans l'instant présent et ne prenait pas le temps d'analyser les actions qu'il devait entreprendre pour s'assurer un avenir économique sain. Malheureusement, son approche de son avenir est, dans une large mesure, celle de la grande majorité des gens.

Prenons ses commentaires une phrase à la fois :

**"Eh bien, c'est difficile de mettre le doigt dessus".**

Dans ce commentaire, Levon commence par déclarer qu'il ne comprend pas vraiment ce qui lui est arrivé. En tant que personne qui n'a pas beaucoup réfléchi au sujet des études économiques, son résultat personnel est un mystère pour lui - impossible à comprendre.

**"Vous prenez du retard financièrement et une fois que vous avez pris du retard financièrement, vous semblez prendre du retard spirituellement".**

Il relate ensuite une vérité fondamentale - qu'un sous-produit du déclin financier est un déclin spirituel. La morale est souvent compromise afin de survivre à la débâcle financière et, fréquemment, un sentiment de vide et d'échec prend le dessus.

**"Votre chance se retourne contre vous".**

Dans cette dernière déclaration, il désavoue toute responsabilité personnelle, que ce soit pour ses problèmes monétaires ou pour toute action humaine qu'il aurait pu entreprendre et qui aurait pu corriger la situation, puisque l'insaisissable et incompréhensible "malchance" a pris le contrôle - une force qu'il pensait ne pas pouvoir surmonter.

Ainsi, Levon a mené une vie de succès et de pertes répétés, sans jamais apprendre que, dès le départ, le cours de sa vie économique était de son propre fait. S'il avait choisi de comprendre et d'anticiper les événements économiques et de s'y adapter, il aurait pu prendre en main sa vie financière. Au lieu de cela, il est devenu une victime de ces événements.

Malheureusement, tout son problème pourrait être défini comme un manque d'action humaine.

Récemment, on m'a posé la question suivante : "Une fois que nous connaissons l'histoire, avons-nous le pouvoir de la changer ?" Ma réponse est que, dans un vaste monde économique, avec des centaines de millions d'acteurs, dont certains détiennent des niveaux de pouvoir extrêmement élevés, les chances de changer cette histoire de manière significative sont très faibles. On peut comparer la situation à celle d'un homme debout dans l'océan, qui regarde les vagues prendre de la hauteur, puis venir s'écraser sur lui. Il pourrait souhaiter pouvoir contrôler l'action des vagues, mais les chances qu'il y parvienne sont si minces que c'est peine perdue.

Ce qu'il peut faire, en revanche, c'est apprendre à surfer.

Lorsque nous observons des vagues, nous sommes surtout fascinés par celles qui atteignent une grande hauteur avant de s'écraser. Et, en économie, nous faisons preuve de la même excitation. Nous sommes attirés par la perspective d'un grand essor économique. Cependant, tout comme dans la nature, les vagues économiques ont toujours une fin et, plus la vague est grande, plus le crash est important. De nombreuses personnes choisissent de s'éloigner du rivage économique, où elles seront en sécurité, mais auront peu de chances de prospérer. D'autres espèrent qu'ils peuvent, d'une manière ou d'une autre, contrôler les vagues économiques et en tirer profit. Dans la plupart des cas, cela conduit à un schéma répétitif d'expansion et de ralentissement.

Cependant, ceux qui apprennent à surfer ont compris qu'en tant qu'individus, ils ne peuvent pas contrôler les vagues économiques, mais ils peuvent apprendre à surfer sur une vague, à la regarder attentivement pour anticiper le moment où elle atteindra sa crête, puis à reculer avant qu'elle n'éclate. Ils sont généralement moqués par leurs pairs, car ce sont eux qui vendent juste au moment où le marché atteint son ascension verticale finale et vertigineuse. Cependant, en se retirant tôt, ils sécurisent leur patrimoine et seront prêts et aptes à attraper la prochaine vague.

Mais cette forme de succès peut être poussée plus loin. Le monde est composé de quelque 200 juridictions. À tout moment, certaines progressent sur le plan économique, tandis que d'autres ont déjà atteint le sommet et vont bientôt s'effondrer. L'investisseur moyen cherchera dans son entourage immédiat une vague qui est en train de monter et espère en profiter. Cependant, ceux qui pensent à l'international ont tendance à examiner de nombreuses juridictions en même temps, à la recherche d'opportunités. Chaque juridiction sera différente, avec ses propres paramètres. Les préoccupations seront multiples : la situation géographique et l'accessibilité, le niveau de stabilité de la direction gouvernementale (même une très mauvaise direction, si elle est suffisamment prévisible, peut offrir des opportunités), ses lois (certains pays étant plus restrictifs que d'autres), et le climat économique local. Chaque pays présente une combinaison unique de conditions et peut donc être avantageux pour certains types d'investissement, mais aucune juridiction ne sera la meilleure pour tous les types d'investissement. Certaines juridictions seront plus faciles à rentabiliser que d'autres et chacune d'entre elles offrira un ensemble différent d'opportunités.

Ceux qui s'internationalisent sont donc l'équivalent d'un surfeur qui surfe sur plusieurs plages en même temps, choisissant les meilleures vagues à essayer de surfer, puis se retirant de chacune d'elles avant son inévitable crash. Cette diversification offre à l'investisseur des opportunités bien plus grandes que celles qu'il ne pourrait jamais obtenir dans une seule juridiction.

Le fait que chaque juridiction subisse des changements périodiques est particulièrement intéressant. Par exemple, la montée des nazis en Allemagne aurait suggéré la suppression de tous les investissements dans ce pays, pour les transférer, par exemple, en Uruguay, où une plus grande stabilité économique et politique existait à l'époque. De la même manière, certains investissements aux États-Unis aujourd'hui pourraient avoir un avenir prometteur, mais la montée du socialisme, l'intensification de la guerre, les dettes impayables et l'émergence d'un État policier nous assurent que, dans un avenir proche, pratiquement tous les investissements aux États-Unis risquent de subir un coup dur. Par conséquent, les chances de succès sont limitées. Un investissement dans l'un des pays qui deviendront des bénéficiaires nets au moment de l'effondrement des États-Unis serait donc un pari plus prometteur.

Les personnes prévoyantes spéculeront sur les perspectives du Venezuela, qui est actuellement au bord de l'effondrement, mais qui possède encore de grandes ressources naturelles qui pourraient offrir de grandes opportunités à ceux qui planifient à l'avance et planifient leurs investissements pour qu'ils aient lieu après que la poussière soit retombée sur l'effondrement.

Tout investisseur prévoyant qui a passé du temps à Cuba dira qu'il y a là d'immenses possibilités, mais que tout investissement aujourd'hui serait très risqué. La tâche actuelle est de continuer à surveiller Cuba afin que, lorsque les conditions deviendront favorables à l'investissement, nous soyons prêts à agir.

C'est l'extrême opposé de notre ami Levon. Il croit fermement qu'il ne dirige pas vraiment sa vie. La vie lui arrive. En fait, il ne fait que suivre le mouvement.

Le choix pour chacun d'entre nous est de savoir si nous souhaitons monter dans le bus avec lui, en évitant de prendre la responsabilité de nos vies, mais aussi en étant un dommage collatéral si ce bus sort de la route, ou si nous choisissons d'employer l'action humaine. Si nous avons le courage de choisir cette dernière option, nous aurons peut-être aussi la sagesse d'apprendre à surfer et, au-delà, l'imagination nécessaire pour surfer au niveau international.

▲ [RETOUR](#) ▲

## **.La grande finale**

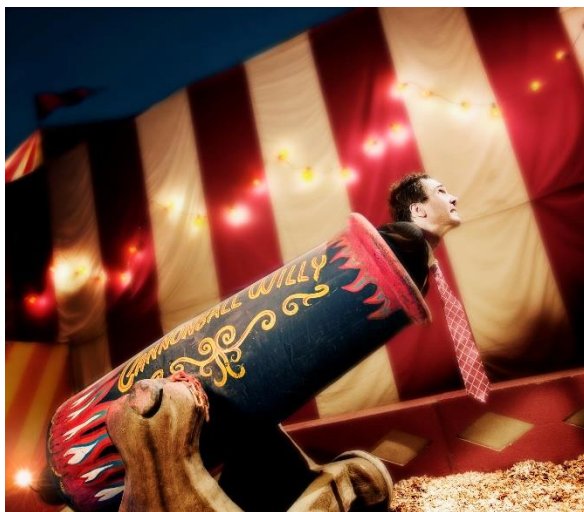
**Plus les visions cauchemardesques de Jerome Powell, des babouins en fuite,  
une révolution à la feuille d'érable et plus encore...**

**Bill Bonner Recherche privée 3 février 2022**



Montage de l'image : J-P

**Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Dublin, en Irlande...**



Nous étions sur le "fil" hier.... Notre directeur des investissements, Tom Dyson, menait une discussion, en vrac, sur **ce qui arrivera probablement à l'or lorsque la bulle de la dette éclatera.**

Les commentaires des lecteurs étaient impressionnants. Réfléchis. Intelligents. Nous avions du mal à suivre.

(Vous pouvez le trouver sur notre site BonnerPrivateResearch, ici même).

Mais chacun d'entre eux nous a fait nous demander encore plus... comment se termine cet incroyable cirque ?  
Quelle est la Grande Finale ?

Brian Hirschmann de Hirschmann Capital :

**Depuis 1800, 51 des 52 pays dont la dette publique brute était supérieure à 130% ont fait défaut, soit par restructuration, dévaluation, forte inflation ou défaut pur et simple.**

**Aux États-Unis, la dette publique a atteint 130 % du PIB en 2020.** Elle a depuis légèrement reculé. Mais elle ne tardera pas à atteindre à nouveau 130 %... puis 140 %. Et ensuite quoi ?

Lorsque nous vous avons quitté hier, nous faisons juste un petit calcul simple. Nous avons découvert qu'il était impossible de refinancer l'énorme dette américaine à des taux d'intérêt normaux.

Juste pour répéter les chiffres, nous avons calculé qu'un taux "réel" normal (après inflation) serait d'environ 3%. Avec une inflation de 7%, cela signifie que le taux nominal devrait être d'environ 10%. Y a-t-il un moyen de refinancer les 86 000 milliards de dollars de dette américaine à 10 % ? Non. Ce n'est pas possible... cela signifierait que les paiements du service de la dette représenteraient plus d'un tiers du PIB.

## Entre Scylla et Charybde

Jerome Powell doit se tourner et se retourner la nuit... visité, peut-être, par des visions furieuses de clowns déments et de lions affamés. Il doit sûrement se sentir un peu responsable de ce que le "capitalisme" américain est devenu. Ses taux d'intérêt ultra-bas ont rendu les riches plus riches que jamais. Mais ils ont également faussé l'ensemble de l'économie, poussant les entreprises, les ménages et le gouvernement lui-même à emprunter beaucoup plus qu'ils ne l'auraient fait autrement.

Dans une économie honnête, les niveaux d'endettement s'autorégulent. Lorsque les gens empruntent de plus en plus, les taux d'intérêt augmentent ; l'argent EZ disparaît. Mais pas lorsque la Fed rachète activement la dette, fait baisser les taux d'intérêt et imprime de l'argent.

Et maintenant, avec une telle dette, si la Fed tente de revenir à des taux normaux, c'est tout le chapiteau qui s'effondrera. Même de petites augmentations du taux des Fed Funds ajusté à l'inflation... disons de moins 6% actuellement... à, disons, moins 5%... frappent le marché boursier comme des babouins en fuite.

Comme nous l'avons vu à maintes reprises, les Etats-Unis sont pris au piège. Son rocher est une dette de 86 000 milliards de dollars. Son point dur est la hausse des taux d'intérêt. Son Scylla est la nécessité de "normaliser" et de prendre en compte ses dettes avant qu'elles ne s'aggravent. Mais son Charybde est une élite qui perdrait 35 000 milliards de dollars... et ne le veut pas.

En d'autres termes, comme Hardy disait à Laurel : *"Encore un beau gâchis dans lequel vous nous avez mis"*.

Alors que pourrait-il se passer ? A quoi devez-vous faire attention ?

M. Hirschmann a **exposé les possibilités - restructuration, dévaluation, hyperinflation ou défaut de paiement pur et simple.**

Mais attendez. Peut-être n'y aura-t-il aucun besoin. Ici, à BPR, nous n'excluons rien. Un dieu généreux, ou espiègle, pourrait donner un peu de répit à M. Powell. Peut-être que l'inflation des prix à la consommation reculera... sans qu'il soit nécessaire de livrer bataille.

Bloomberg :

*[Janet] Yellen, secrétaire au Trésor américain, a déclaré qu'elle surveillerait de près les chiffres de l'inflation d'un mois sur l'autre, car ils sont plus utiles pour révéler si les pressions sur les prix s'atténuent. Selon cette mesure, elle s'attend à ce que l'inflation diminue au cours du second semestre de 2022, et atteigne "des niveaux compatibles avec environ 2 %-2,5 % d'ici la fin de l'année."*

L'économie n'est pas en plein essor... il y a toujours de nouveaux rhumes et gripes pour affoler le public... et une liquidation du marché et/ou une récession sont inévitables tôt ou tard. Donc, oui, peut-être que les lectures d'inflation vont baisser... donnant aux imprimeurs de monnaie plus d'"espace fiscal".

Mais alors, que feront-ils ? Ils le rempliront... comme une armoire vide ; elle sera bientôt pleine à craquer de stimuli, de gabegies et de renflouements.

Hirschmann poursuit :

*Si les banques centrales (BC) pouvaient toujours maintenir des taux d'intérêt bas, aucun gouvernement ne ferait jamais défaut. Pourtant, rien qu'en 2020, l'Argentine, l'Équateur et le Liban ont fait défaut malgré tous les efforts de leurs [banques centrales]. Les [banques centrales] des pays riches ont également été souvent dépassées (par exemple, la grande inflation américaine de 1965-82, le renflouement du FMI par le Royaume-Uni en 1976, la crise islandaise de 2008-11 et l'effondrement de la parité monétaire suisse en 2015). Pire encore, la dette publique atteint aussi actuellement des niveaux dangereux dans d'autres grandes économies, notamment au Brésil, en Chine, au Japon, au Royaume-Uni et dans la zone euro. De plus, la BOJ et la BCE, parmi d'autres grandes banques centrales, exécutent des opérations de portage imprudentes similaires à celles de la Fed. Ainsi, une crise de la dette publique dans un pays pourrait facilement déclencher une crise mondiale de la dette publique qui ferait éclater les bulles de la Chine, des actions américaines et de l'immobilier américain.*

Inflation ? Déflation ? Crashes ? Baisse de régime ? Gonflements ? Blow-ups ? Blow-downs ? Dépression ? Dévaluation ? Nouvelles monnaies ?

Oui, mettez l'orchestre en marche et sortez les feux d'artifice ! Les éléphants ! Les monstres ! Le numéro de funambule ! C'est tout ce qui nous attend - le plus grand spectacle sur terre.

Assurons-nous simplement que nous le regardons à bonne distance !

Salutations,

**Bill Bonner**

**P.S. Le printemps canadien** est-il arrivé tôt ? Notre collègue Byron King, avec un excellent commentaire sur la révolte des camionneurs au nord du 49e parallèle.

Contemplez ! La révolution de la feuille d'érable !



**Bonner Private Research**

@BonnerPrivate

Behold! The Maple Leaf Revolution!



**Canada's Maple Leaf Revolution**

With glowing hearts we see thee rise, The True North strong and free!

[bonnerprivateresearch.substack.com](http://bonnerprivateresearch.substack.com)

February 3rd 2022

La révolution de la feuille d'érable du Canada  
Avec des cœurs rayonnants, nous te voyons naître, le vrai Nord fort et libre!  
[bonnerprivateresearch.substack.com](http://bonnerprivateresearch.substack.com)

▲ [RETOUR](#) ▲

**.R.I.P. Fiat**

**Un Memento Mori monétaire**  
**Bill Bonner Private Research 4 février 2022**



*Montage de l'image : J-P*

**Bill Bonner nous écrit aujourd'hui depuis Youghal, en Irlande...**



*Où sont passées toutes les monnaies  
Le temps passe  
Où sont passées toutes les monnaies*

*Il y a longtemps  
Où sont passées toutes les monnaies  
Elles sont toutes parties au cimetière  
Quand apprendront-ils un jour  
Oh quand apprendrons-nous un jour*

### **~ Une ode à la monnaie déchu**

Une nouvelle monnaie est née cette semaine. Ses promoteurs se sont rendus à Bethléem pour l'occasion.

Le US SUN :

*Mystère : un cube d'or d'une valeur de 11,7 millions de dollars est apparu dans Central Park à New York - et il a ses propres gardes de sécurité.*

*Le cube, composé de 186 kilogrammes d'or pur de 24 carats, a été déployé devant un Bandshell de Naumburg enneigé à 5 heures du matin, entouré de photographes et d'agents de la police de New York.*

*Le bloc d'or creux est la création de Niclas Castello, un artiste allemand de 43 ans, qui l'a baptisé le "Castello Cube".*

Et c'est là que ça devient intéressant :

*L'œuvre de 410 livres n'est pas à vendre mais a été utilisée comme publicité pour le lancement de la crypto-monnaie qui l'accompagne, le Castello Coin.*

*Le prix de l'or étant actuellement de 1 788 dollars l'once, elle pourrait valoir jusqu'à 11,7 millions de dollars si elle était mise en vente.*

Mais attendez...

*"Le cube peut être considéré comme une sorte de communiqué entre un écosystème culturel émergent du XXI<sup>e</sup> siècle basé sur la crypto et le monde antique où l'or régnait en maître", a ajouté la galeriste viennoise Lisa Kandlhofer à ArtNet.*

*La pièce Castello est négociée sous le nom de \$CAST et s'échange à un prix initial de 0,44 \$.*

C'est cool, ou quoi ? C'est ce que nous allons découvrir.

## **Hache et pourriture**

Le lancement d'une crypto-monnaie ne coûte presque rien... et il n'en coûte rien d'en rajouter. Donc, peu importe combien les gens achètent la pièce... c'est presque un pur profit pour le créateur. Cool.

Mais...mais...les Allemands doivent avoir un mot pour ça... c'est le besoin sinistre et incontrôlable de regarder l'avenir... et de pleurer. Vous voyez votre nouvelle voiture... qui rouille dans une casse. Vous avez un chiot... et vous voyez une croix au bord du jardin où est enterré le vieux chien fidèle. Et ce chêne que vous venez de planter, vous savez qu'il finira par pourrir et tomber sous la hache du bûcheron.

Oui, nous sommes toujours en train de cogiter sur hier... aujourd'hui... et demain. Nous avons quelques informations sur hier. Et aujourd'hui est tout autour de nous. Mais demain ?

Un jour, nous sommes restés debout jusqu'à minuit passé pour essayer d'apercevoir demain. Mais nous étions là. Nos yeux étaient fermés. La cloche a sonné 12 fois, nous les avons comptées. Et puis, quand nous avons ouvert les yeux. Et nous l'avons manqué ; c'était déjà aujourd'hui à nouveau.

L'un des problèmes avec les nouvelles formes d'argent est que demain elles ont disparu. Vous ouvrez les yeux, et elles ne sont plus là. Des centaines - des milliers - de nouvelles monnaies sont nées au fil des ans.

Maintenant, elles sont presque toutes mortes. Sniff. Sniff. Au moins, inclinons nos têtes en souvenir d'elles.

DollarDaze.com a fait une étude de 775 monnaies "fiduciaires". Une monnaie "fiduciaire" est simplement une monnaie qui est déclarée - par décret - être la monnaie légale d'un pays par ses dirigeants. **L'étude a révélé que l'espérance de vie moyenne d'une monnaie fiduciaire n'était que de 27 ans.** Comme les soldats de Colleville-sur-Mer, ils ont été abattus dans la fleur de l'âge.

Et où sont leurs tombes ? Les assignats, la "monnaie volante" chinoise, la livre française... le franc français, le Papiermark allemand... le Reichsmark allemand... ou tout simplement le vieux Mark allemand ?

Non marqués ! Aucune veuve ne se lamente devant eux. Aucun petit-enfant ne vient les voir. Ils sont simplement oubliés.

Mais ne pensons pas à eux en train de moisir dans des tombes sombres. Essayons de nous souvenir d'eux comme ils étaient... si heureux, optimistes et pleins de vie. Ils ont vécu hier, souvenez-vous... quand tout était à la hausse. Les mauvais côtés viennent toujours demain.

Comme leur paradis monétaire doit être charmant... avec tant de monnaies pleines d'espoir - le 'grayback' confédéré,... le Denarius romain... le peso d'argent mexicain... le Franc marocain... le Leu d'argent roumain... le shilling du Maryland ... le marka d'Estonie de 1924 ... l'oban japonais ... le Bilpengoe hongrois ... le Crusado novo brésilien ... l'Austral argentin ... le Karbovanetz ukrainien ... le dinar réformé serbe ...

Quel plaisir ils doivent avoir à gambader dans leur Valhalla... à s'amuser les uns avec les autres... à compter et à échanger sans cesse - deux contre un... cinq contre un... 50.000 contre un... ou comme le dollar du Zimbabwe... cent trillions contre un !

Et tout cela sans aucune valeur.

### **Le pouvoir de rester**

Il y a plusieurs années, nous sommes entrés en possession d'une exposition de devises défuntes. Elles étaient accrochées au mur de notre bureau... un memento mori monétaire... qui nous rappelait la fin du papier-monnaie.

Mais attendez ... qu'en est-il des cryptos ? Qu'en est-il de la pièce Castello nouvellement frappée ? Ce n'est pas du papier. Ce n'est pas une monnaie "fiduciaire". C'est quelque chose de nouveau.

Si l'or représente 50 siècles de stabilité monétaire relative dans le "monde ancien", cette nouvelle pièce nous offrira-t-elle 5 000 ans de pouvoir d'achat dans le nouvel "écosystème culturel" ?

**Ou devons-nous déjà préparer le crêpe noir et les cartes de condoléances, sachant qu'il ne sera bientôt plus là ?** **Déjà, plus d'un millier de cryptos sont décédées.** Combien de temps le Castello Coin va-t-il durer ?

Nous ne le savons pas. Mais nous pensons que le cube d'or durera beaucoup plus longtemps.